

*Frith*



RAPPORT FINAL

Auteur: Marcel Rioux

*Frith*

Titre: Attitudes des jeunes du  
Québec âgés de 18 à 21 ans.

Div: V-A

Contrat no. 11





*Presented to the*  
LIBRARY *of the*  
UNIVERSITY OF TORONTO

*by*  
Mr. Royce Frith  
Commissioner

Royal Commission on  
Bilingualism and  
Biculturalism

**ACCOPRESS**

GENUINE PRESSBOARD BINDER

CAT. NO. **BP 2507 EMB**

**ACCO CANADIAN COMPANY LTD.**  
TORONTO

OGDENSBURG, N.Y., CHICAGO, LONDON

**CATALOGUE No. 3522**

CA1 Z1

-638500

Rapport pour la Commission Royale  
d'enquête B.B. sur certaines opi-  
nions et attitudes des jeunes du  
Québec âgés de 18 à 21 ans.

par  
Marcel Rioux  
Département de Sociologie  
Université de Montréal







AVERTISSEMENT

Le rapport qu'on présente ici est tiré de l'analyse et de l'interprétation d'une partie seulement d'une plus vaste enquête exécutée auprès des jeunes francophones du Québec, âgés de 18 à 21 ans. L'enquête, menée en 1964, auprès d'un échantillon stratifié de 800 jeunes comprenait un questionnaire de 131 questions et des entrevues en profondeur auprès du quart de l'échantillon. A la demande de la Commission (voir l'appendice pour une description du projet d'étude), nous avons détaché de l'enquête certaines questions que nous avons analysées et interprétées et qui constituent l'objet de ce rapport.

Pour la bonne intelligence du présent rapport, on donne ci-après l'optique générale de la recherche et une description de tous les stades de sa réalisation. Il va sans dire que la recherche dont il est fait rapport ici doit être envisagée dans l'optique générale de l'ensemble de l'enquête. L'analyse du gros du questionnaire d'où sont tirées les questions analysées ici pour la Commission n'étant pas complétée, l'interprétation des questions choisies par la Commission ne peut être aussi complète qu'elle aurait pu l'être.







## CHAPITRE I

### ORIENTATIONS GENERALES DE LA RECHERCHE

Le but de cette enquête est d'analyser et de comprendre les attitudes des jeunes vis-à-vis certains secteurs de leur vie. Il n'est évidemment pas question de tenter un inventaire complet de ces attitudes. Toute recherche du genre de la nôtre implique nécessairement de la part des chercheurs un certain nombre de choix parmi les secteurs qu'il serait possible d'inventorier et parmi les diverses perspectives qu'il est également possible d'adapter dans l'analyse de ces attitudes. Nous verrons plus loin quels aspects de la vie sociale des jeunes nous avons choisi d'étudier. Mais auparavant il ne serait pas inutile de tenter de préciser quelque peu la perspective générale qui a présidé à ce choix, en d'autres termes de préciser le cadre général de notre analyse.

Toute recherche portant sur les problèmes d'attitudes, en particulier sur des attitudes "sociales", implique une certaine notion de la société, de la personnalité et de la relation qui existe entre ces deux éléments de toute vie sociale. Le lecteur s'en rendra compte, notre conception de la société, telle qu'elle est exprimée par notre analyse, est relativement simple. Nous avons tout simplement essayé de tenir compte d'un certain nombre d'éléments de la structure sociale qui ont des chances d'être significatifs pour les jeunes de 18 à 21 ans. C'est pour cette raison que nous avons posé des questions touchant le système politique, la religion, la famille, le groupe



## CHAPITRE I

### ORIENTATIONS GÉNÉRALES DE LA RECHERCHE

Le but de cette recherche est d'analyser et de comprendre les

attitudes des jeunes vis-à-vis certains aspects de leur vie. Il n'est

évidemment pas question de tenter un inventaire complet de ces attitudes.

Donc, toute recherche de genre de la même manière nécessairement de

la part des chercheurs un certain nombre de choix pour les données

qu'il serait possible d'inventorier et parmi les diverses perspectives

qu'il est également possible d'adopter pour l'analyse de ces attitudes.

Il est évident que ces choix ont une influence sur les résultats de

la recherche et qu'il est donc nécessaire de les préciser et de les

justifier. C'est pourquoi nous avons choisi de présenter dans ce chapitre

les orientations générales de la recherche et de les justifier.

analyse.

Toute recherche portant sur les problèmes d'attitudes, en par-

ticulier sur les attitudes "sociales", implique une certaine notion

de la société, de la personnalité et de la relation qui existe entre

ces deux éléments de toute vie sociale. La lecture d'un livre ou d'un

article scientifique ne se limite pas à la lecture du texte lui-même

mais implique également la lecture de la pensée qui se cache derrière

le texte et qui est souvent d'ordre idéologique. C'est pourquoi nous

avons choisi de consacrer un chapitre à l'analyse de la pensée sociale

qui est à la base de toute attitude sociale. C'est pourquoi nous

avons choisi de consacrer un chapitre à l'analyse de la pensée sociale



canadien-français, les amis, l'occupation, etc. Il nous est également arrivé de poser certaines questions en nous référant à la société en général, laissant à chaque informateur le soin de voir dans la question le contenu qui était pour lui le plus significatif.

Notre définition de la personnalité, d'autre part, met surtout l'accent sur l'image que la personne, en l'occurrence le jeune de 18 à 21 ans, se fait d'elle-même, de l'idéal qu'elle poursuit, de la possibilité que la société lui fournit de réaliser cet idéal, sur l'image qu'elle se fait d'elle-même comme personne qui vit dans une société en changement. L'utilisation de ce concept ne signifie pas que nous ayons limité notre étude à l'inventaire de ce qu'il y aurait de plus "froid", de plus rationnel, chez le jeune de 18 à 21 ans. Au contraire, cette image que le jeune se fait de lui-même est inévitablement empreinte de son système de valeurs, des attitudes relativement profondes qu'il ressent.

Chaque personne se forme, à partir de ces images, une image globale d'elle-même constituant un tout différent qui la distingue des autres personnes. En ce sens, chaque personne ne peut facilement être comparée aux autres. Il y a donc chez chaque jeune que nous avons questionné un système de valeurs et un ensemble d'attitudes "personnelles" que nous n'avons pas essayé d'inventorier.

Par ailleurs l'image qu'une personne se fait d'elle-même n'est pas entièrement indépendante des diverses structures sociales dans lesquelles elle est impliquée: la personne qui, plus ou moins





confusément, essaie de s'évaluer, de faire le point dans sa propre situation, le fait inévitablement en pensant à moi-qui-suis-dans-telle-ou-telle-situation, à moi-qui-suis-dans-tel-ou-tel-groupe ou à moi-qui-remplis-tel-rôle dans telle structure de la société. Nous nous sommes donc intéressés à comprendre l'image que le jeune se fait de lui-même face aux divers secteurs de sa vie sociale, à ses divers groupes d'appartenance ou de référence.

C'est ici que nous en arrivons au problème de la relation entre la personnalité et la société. La question centrale que nous posons est au fond celle-ci: Comment agit et comment réagit le jeune qui vit dans le système social d'aujourd'hui ? Quel est son système de valeurs, <sup>elles</sup>quelles sont ses attitudes ? A-t-il ou non le sentiment d'être relié aux diverses structures sociales de la société du Québec ? A-t-il ou non le sentiment d'actualiser ses possibilités ?

Poser la question dans des termes si vastes, c'est déjà indiquer implicitement que nous n'avons pas la prétention d'y répondre de façon complète. Nous savons très bien toutes les limitations à la fois théoriques et techniques de notre travail. Ces limitations, nous les soulignons au fur et à mesure de notre analyse. Elles tiennent tout à la fois au type d'échantillon utilisé, au genre de questions posées et au nombre relativement peu nombreux de variables explicatives auxquelles nous ferons appel. Jusqu'à un certain point, nous devons nous limiter à une analyse très descriptive de ces sentiments et de





ces attitudes. Déjà toutefois, dans ce domaine des sciences humaines, choisir une façon de décrire c'est déjà choisir une façon d'expliquer.





### CONSTRUCTION DE L'ECHANTILLON

Il s'agissait de connaître les opinions et les attitudes des nouveaux citoyens du Québec, c'est-à-dire de ceux qui, âgés de 18 à 21 ans, venaient d'acquérir le droit de voter. Il a d'abord été déterminé qu'un échantillon de 400 individus en province et de 400 à Montréal nous donnerait une population suffisamment représentative pour permettre une interprétation valable de leurs réponses à notre questionnaire. Comme la classe d'âge 18 à 21 ans ne correspond à aucune catégorie du recensement et comme le poids et la distribution de cette classe n'étaient pas connus, l'échantillon a été établi à partir de la population totale.

#### Echantillon de Montréal.

Bien qu'au-delà de 80% des ménages des zones défavorisées de Montréal peuvent être rejoints par téléphone, on a quand même fait un rapide sondage dans deux de ces zones pour s'assurer que tel était bien le cas. Il ne fallait pas risquer que cette couche de la population fût sous-représentée dans notre échantillon. L'indice utilisé pour caractériser ces zones a été le revenu moyen des chefs de famille et d'autres indices plus généraux comme le nombre d'automobiles en circulation en comparaison de celui d'autres zones. Nous avons mené ce sondage dans les deux secteurs de recensement: 68 et 72. Voici le résultat:





	<u>No. ménages visités</u>	<u>Possèdent téléphone</u>	<u>%</u>
Secteur 68	23	20	87
Secteur 72	19	17	89

Sûrs alors que cette couche de la population ne risquait pas d'être sous-représentée, nous décidâmes de construire l'échantillon de Montréal à partir du bottin téléphonique. Une quinzaine de jeunes filles, qui furent choisies de préférence à des hommes pour rassurer les mères de familles, ont appelé un nom de chaque colonne du bottin. Quand le dix-septième nom était une raison sociale ou un non-francophone assimilé aux Canadiens français, on prenait le nom suivant. On demandait s'il y avait à ce numéro-là un jeune homme ou une jeune fille âgés de 18 à 21 ans; on appelait ce numéro jusqu'à ce que la communication fût établie. Ce procédé fût beaucoup plus long que nous l'avions d'abord pensé. Après avoir suivi cette méthode pour les 1511 pages du bottin, en prenant le 17e nom de chacune des 4 colonnes de chaque page, nos téléphonistes n'avaient recueilli que 357 noms de jeunes gens, soit 1 sur 17 téléphones. Ces 357 noms ne rapportèrent que 188 entrevues complétées, soit que les jeunes gens n'aient pu être rejoints ou qu'ils aient refusé de se laisser questionner. Continuer à bâtir l'échantillon par téléphone nous eût pris un temps que nous n'avions pas. L'échantillon fut complété par des assistants de recherche qui allaient eux-mêmes dans les secteurs de recensement et procédèrent de la même façon que les interviewers de





province ainsi que décrit plus bas.

A partir du nombre d'entrevues faites dans les différents secteurs de recensement et du poids de population attribué à chaque secteur, voici les entrevues qui ont été faites.

<u>No du secteur</u> <u>de recensement</u>	<u>Nombre de</u> <u>questionnaires</u>	<u>No du secteur</u> <u>de recensement</u>	<u>Nombre de</u> <u>questionnaires</u>
17	8	197	10
67	9	204	10
68	7	215	8
71	10	237	7
97	5	283	12
115	21	341	11
117	12	348	32
135	12	374	7
156	5	294	5
178	16	396	6

Total: 213

$$188+213 = 401$$

#### L'échantillon de Province.

L'échantillon de Montréal fait, il nous restait à bâtir celui du reste du Québec. Nous le divisâmes en neuf régions selon l'usage en vigueur dans plusieurs organismes économiques et sociaux.

#### 1. Région de Montréal:

Comtés: Argenteuil, Bagot, Beauharnois, Chateauguay# Deux-Montagnes, # Huntingdon, Iberville, Joliette, Labelle, Laprairie, L'Assomption# Missisquoi, Montcalm, Napierville, Richelieu, Rouville, St-Hyacinthe, Saint-Jean, Soulanges, Terrebonne# Vaudreuil# Verchères, Yamaska.





2. Région de l'Outaouais:

Comtés: Gatineau, Hull, Papineau, Pontiac.

3. Abitibi:

Comtés: Abitibi, Témiscamingue.

4. Cantons de l'Est:

Comtés: Arthabaska, Brême, Campton, Drummond, Frontenac, Mégantic, Richmond, Shefford, Sherbrooke, Stanstead, Wolfe.

5. Mauricie:

Comtés: Berthier, Champlain, Maskinongé, Nicolet, St-Maurice.

6. Saguenay-Lac Saint-Jean:

Comtés: Chicoutimi, Lac Saint-Jean est, Lac Saint-Jean ouest.

7. Région de Québec:

Comtés: Beauce, Bellechasse, Charlevoix est, Charlevoix ouest, Dorchester, Lévis, Lotbinière, Montmorency 1, Montmorency 11, Portneuf, Québec.

8. Bas Saint-Laurent:

Comtés: Kamouraska, L'Islet, Matane, Matépédia, Montmagny, Rimouski, Rivière-du-Loup, Témiscouata.

9. Gaspésie:

Comtés: Gaspé est, Gaspé ouest, Bonaventure, Îles de-la-Madeleine.

# Partiellement compris.





Nous avons ensuite déterminé le poids de population de chacune de ces régions de la façon suivante: ramenant à 100 la population totale du Québec, nous avons mis en rapport la population de chaque région par rapport à celle du Québec. En voici le résultat:

<u>Régions</u>	<u>Population</u>	<u>% Population Totale</u>	<u>Nombre d'entrevues</u>
Québec (région)	643,843	21.4	86
Montréal (région)	624,454	20.8	83
Gatineau	181,755	6.0	24
Abitibi	168,601	5.6	22
Cantons de l'Est	459,467	15.3	61
Mauricie	301,252	10.0	40
Sag.-Lac St-Jean	262,426	8.7	35
Bas du Fleuve	248,073	8.3	33
Gaspésie	117,303	3.9	16
	<u>3,007,174</u>	<u>100.0</u>	<u>400</u>

Nous avons ensuite divisé la population en populations urbaines et rurales.

<u>Régions</u>	<u>Population totale</u>	<u>Population rurale</u>	<u>Population urbaine</u>	<u>Urbaine &amp;</u>	<u>Rurale &amp;</u>
Québec	643,843	219,459	424,384	65.91	34.09
Montréal	624,454	307,001	317,453	50.83	49.17
Gatineau	181,755	60,062	121,693	66.95	33.05
Abitibi	168,061	85,138	83,463	49.50	50.50
Cantons de l'Est	459,467	172,033	289,705	63.05	36.95
Mauricie	301,252	108,452	192,800	63.99	36.01
Sag.-Lac St-Jean	262,426	82,324	180,102	68.62	31.38
Bas St-Laurent	248,073	174,901	108,762	29.50	70.50
Gaspésie	117,303	97,950	19,153	16.50	83.50
	<u>3,007,174</u>	<u>1,307,320</u>	<u>1,699,854</u>	<u>56.5</u>	<u>43.5</u>

Dans le recensement, est considérée comme population rurale





toute municipalité ou groupement de mille personnes et moins; toutes les autres populations sont considérées comme urbaines. Nous avons divisé les villes ainsi:

- a) les villes de plus de 30000 habitants;
- b) de 10,000 à 30,000;
- c) moins de 10,000.

Villes de 30,000 habitants et plus par région  
avec la population de cette région.

<u>Région</u>	<u>Ville</u>	<u>Population</u>	<u>% du total</u> <u>(865,665)</u>
1. Gaspésie			
2. <u>Bas St-Laurent</u>			
3. <u>Québec</u>	Québec	357,568	41.40
4. <u>Cantons de l'Est</u>	Sherbrooke	66,554	7.70
	Granby	31,463	3.64
	Drummondville	37,273	4.31
	Total	135,290	15.65
5. <u>Mauricie</u>	Trois-Rivières	80,402	9.30
	Shawinigan	63,518	7.35
	Total	143,920	16.65
6. <u>Montréal</u>	St-Jean	34,576	4.0
7. <u>Sag.-Lac St-Jean</u>	Chicoutimi	105,009	12.15
8. <u>Outaouais</u>	Hull	56,929	6.59
9. <u>Abitibi</u>	Rouyn-Noranda	30,193	3.49
	TOTAUX	865,665	99.93



Villes de 1,000 à 10,000 par région et % par rapport au total.

<u>REGION</u>	<u>POPULATION</u>	<u>% du total</u>
1. Gaspésie	19,153	2.9
2. Bas St-Laurent	80,198	10.0
3. Québec	55,263	8.0
4. Cantons de l'Est	84,855	12.4
5. Mauricie	20,051	3.0
6. Montréal	273,769	40.9
7. Sag.-Lac St-Jean	61,785	8.9
8. Outaouais	51,742	7.5
9. Abitibi	42,272	6.2

Regroupements des tableaux

<u>Catégorie de population</u>	<u>Population</u>	<u>%</u>	<u>Nombre d'entrevues</u>
Villes de 30,000	863,665	28	112
Villes de 10,000 à 30,000	297,033	10	40
Villes de 1,000 à 10,000	689,082	18	72
Population rurale	1,307,320	44	176

Nombre d'entrevues à réaliser par région et type de population

<u>Région</u>	<u>Total</u>	<u>30,000 +</u>	<u>10-30,000</u>	<u>1-10,000</u>	<u>Rural</u>
1. Gaspésie	17	-	-	3	14
2. Bas St-Laurent	39	-	4	11	24
3. Québec	85	46	2	7	30
4. Cantons de l'Est	63	18	9	12	24
5. Mauricie	41	19	4	3	15
6. Montréal	79	4	16	16	43
7. Sag.-Lac St-Jean	35	14	2	8	11
8. Outaouais	24	7	2	7	8
9. Abitibi	23	4	1	6	12
	<u>—</u>	<u>—</u>	<u>—</u>	<u>—</u>	<u>—</u>
Totaux	406	112	40	73	181





Toutes les villes de 30,000 habitants et plus ont été retenues et chacune a fourni des interviewés ou prorata de leur population.

Quand aux villes de 10,000 à 30,000, nous avons limité notre choix à un seul comté par région et retenu une ville de cette catégorie pour chaque région excepté pour la région de Montréal où deux comtés et deux villes ont été choisies. A partir de la table de hasard et tenant compte de l'importance numérique de chacun des comtés, nous avons arrêté une ville de 1,000 à 10,000 dans chacun de ces comtés qui avait été choisi au hasard à l'intérieur de cette région.

Villes de 10,000 à 30,000 - population de ces villes  
% des villes par rapport à la population totale de cette catégorie

<u>Région</u>	<u>Villes</u>	<u>Population</u>	<u>% de 297,033</u>
1. <u>Gaspésie</u>	-	-	-
2. <u>Bas St-Laurent</u>	Rivière-du-Loup #	10,835	3.64
	Rimouski	<u>17,739</u>	<u>5.97</u>
	Total	28,574	9.61
3. <u>Québec</u>	Lauzon #	11,553	3.88
4. <u>Cantons de l'Est</u>	Victoriaville	18,720	6.30
	Thetford #	21,618	7.27
	Magog	13,139	4.42
	Asbestos	<u>16,083</u>	<u>5.41</u>
	Total	69,560	73.40
5. <u>Trois-Rivières</u>	GrandMère #	15,806	5.32
	La Tuque	<u>13,023</u>	<u>4.38</u>
	Total	28,829	9.70
6. <u>Montréal</u>	Valleyfield	27,297	9.18
	St-Jérôme #	24,546	8.26
	St-Hyacinthe	22,354	7.52
	Joliette	18,088	6.08
	Sorel #	17,147	5.77
	Ste-Thérèse	<u>11,771</u>	<u>3.96</u>
	Total	121,203	40.77





<u>Région</u>	<u>Villes</u>	<u>Population</u>	<u>% de 297,033</u>
7. <u>Outaouais</u>	Gatineau #	13,022	4.38
8. <u>Sag.-Lac St-Jean</u>	Alma #	13,309	4.48
9. <u>Abitibi</u>	Val d'Cr #	10,983	3.69

# Villes retenues pour interviews.

Comtés et villes de 1,000-10,000 choisies dans chaque catégorie

<u>Région</u>	<u>Comté choisi</u>	<u>Ville de 1,000-10,000</u>
1. Gaspésie	Bonaventure	Bonaventure
2. Bas St-Laurent	Rivière-du-Loup	Trois-Pistoles
3. Québec	Beauce	Saint-Georges
4. Cantons de l'Est	Campton	East-Angus
5. Mauricie	Champlain	La Pérade
6. Montréal	Montcalm, St-Hyacinthe	Randen, La Providence
7. Outaouais	Gatineau	Pointe-Gatineau
8. Sag.-Lac St-Jean	Chicoutimi	Bagotville
9. Abitibi	Abitibi	Amos

Quant à la population rurale, c'est-à-dire les agglomérations de moins de mille personnes, nous avons suivi le même procédé, la table de hasard, et choisi cinq municipalités pour chaque comté de chacune des neuf régions. Nous avons demandé aux interviewers de choisir leurs sujets dans des villages riches, moyens et pauvres.

Liste des municipalités rurales choisies dans chaque comté.

Celles qui sont suivies du signe # sont celles qui ont été retenues sur place, compte tenu de stratification riche, moyen, pauvre.



<u>Région</u>	<u>Municipalités choisies</u>
1. <u>Gaspésie</u>	Paspébiac # et agglomérations attenantes Bonaventure # et agglomérations attenantes
2. <u>Bas St-Laurent</u>	St-Clément #, St-Aubert #, St-Cyprien #, St-Eloi, St-Jean-de-Dieu.
3. <u>Montréal</u>	
Comté de Montcalm:	St-Agricole, Ste-Julienne de Rawdon, Ste- Marie-Salomé #, St-Jacques #, Chersey #.
Comté de St-Hyacinthe:	St-Barnabé #, St-Damase, Ste-Marie-Madeleine #, St-Charles #, Douville #.
4. <u>Québec</u>	St-Jean-de-Lalande #, East, St-Georges est #, Saints-Anges, St-Honoré #.
5. <u>Mauricie</u>	Ste-Thècle #, St-Maurice #, Ste-Tite #, N.D. du Mont Carmel, Ste-Anne-de-la Pérade.
6. <u>Outaouais</u>	Sicotte, De Liège, Almand #, Avelin #, Bois- Franc #.
7. <u>Abitibi</u>	Ste-Hélène #, Ste-Germaine, LaReine, Poularis #, LaSarre #.
8. <u>Cantons de l'Est</u>	Campton #, St-Isidore #, Dilton, Eaton #, Ascott Corner #.
9. <u>Sag.-Lac St-Jean</u>	Larouche #, Conton Bagotville, St-Fulgence #, St-Honoré #, Falardeau.

Les enquêteurs de province ont été munis de lettres qui les présentaient aux autorités locales (curé, agronome, médecin, etc.). Ces derniers étaient priés d'aider les étudiants à stratifier les agglomérations rurales en riches, moyennes et pauvres.

Dans les villes de province, la détermination de l'échantillon était faite par les étudiants eux-mêmes qui devaient suivre ces règles générales:





1. Diviser la ville en un certain nombre de secteurs après consultation avec des habitants de cette ville, choisir au hasard une rue dans chacun de ces secteurs et commencer à Nième porte en frappant à toutes M portes, la valeur de N et de M ayant été arrêtée au préalable.

2. Interroger un nombre de personnes proportionnel à l'importance numérique de ces secteurs.

### Les interviewers

a) Ils furent choisis parmi les étudiants de la Faculté des Sciences sociales; tous avaient déjà suivi un cours de méthodes de recherche.

b) Avant de commencer leur travail, ils furent convoqués à une réunion où leur fut expliqué le but de la recherche. La façon d'utiliser le questionnaire leur fut expliquée en détails. Nous leur avons expliqué comment choisir les sujets qui devaient passer les questionnaires.

c) Pendant toute la durée de la cueillette des matériaux, les étudiants qui travaillaient à Montréal et en province sont restés en contact avec nous, soit par téléphone ou par contacts personnels.

d) Pour chaque personne interviewée, l'étudiant devait remplir une fiche signalétique donnant les principales caractéristiques du sujet.

e) De façon à contrôler leur travail, nous leur avons dit que





nous ferions passer des entrevues par la suite à ceux qui avaient passé le questionnaire; ils ne pouvaient donc pas prendre la chance de remplir eux-mêmes les questionnaires.



## Caractéristiques principales de l'échantillon réel

### Provenance et Sexe

Nous avons déterminé dans notre échantillon théorique que 400 jeunes viendraient du grand Montréal et 400 de province. L'échantillon réel en compte 397 à Montréal et 407 en province, soit donc un échantillon total de 804. Les garçons sont sur-représentés dans notre échantillon puisqu'à Montréal, nous avons 233 garçons contre 174 filles et en province, 210 garçons contre 187 filles. On peut peut-être attribué cette différence au fait que les garçons constituaient la majorité de notre équipe d'interviewers et qu'en général, les filles surtout en province, sont moins accessibles et plus surveillées que les garçons.

### Milieux urbains et ruraux

D'autre part, en province, le total des jeunes provenant de milieux urbains représentent 55% de la population, soit 222 et ceux en provenance de milieux ruraux, 45% soit 185.

### Age des interviewés

Quant à l'âge des participants, il se lit comme suit: sur un total de 804, 33.6% ont 18 ans, 25.5% ont 19 ans, 21.3% ont 20 ans et 17.6% ont 21 ans. On voit donc qu'entre 18 et 21 ans les plus jeunes sont plus nombreux, cette tendance reste la même partout qu'il s'agisse des garçons de Montréal et de province et des filles de





Montréal, et de province.

### Etat matrimonial

Seulement 3.4 de notre échantillon représente des individus mariés; ce sont les filles de province et de Montréal qui forment le gros de ce pourcentage puisque sur les 27 individus mariés 14 sont des filles de Montréal et 7 des filles de province.

### Classe sociale

Nous avons demandé aux jeunes de se ranger dans la haute moyenne ou basse classe. 92.6 de la population totale, soit 745 sujets sur 804 se rangent dans la classe moyenne, 3.9 dans la haute classe et 3.5 dans la basse classe. Les filles ont encore plus tendance que les garçons à se ranger dans la classe moyenne. Seulement 12 garçons de Montréal et 11 en province se rangent dans la basse classe.

### Occupations au moment du questionnaire

Nous avons demandé aux interviewés de dire leur occupation au moment de passer le questionnaire. Voici la répartition de ces occupations: 44.4 de notre échantillon sont aux études secondaires, autant en province qu'à Montréal, autant de garçons que de filles en province; et plus de garçons que de filles à Montréal, 51.9 contre 35.8. Les collets blancs représentent 15% de notre échantillon; ce sont d'abord les filles de Montréal et ensuite de province qui l'emportent. 9.7 de notre échantillon représentent des étudiants au



technique ou des ouvriers spécialisés. Les garçons de Montréal et de province l'emportent nettement ici. Les ouvriers non spécialisés représentent 22.9% de notre échantillon. C'est la catégorie qui vient tout de suite après les étudiants du secondaire et où les garçons et les filles sont assez également répartis. Les cultivateurs ne représentent que 1.9% de notre échantillon soit 15. En bref, 2/5 de l'échantillon total travaillent et 3/5 sont aux études.

#### Salaires des parents

Quant aux revenus des parents, 8.1% de ceux-ci gagnent moins de \$2,000, 27.9% de 2,000 à 4,000, 35.6 de 4,000 à 6,000, 12.6 de 6,000 à 8,000 et 15.8 plus de 8,000. Les revenus des parents de province sont plus bas que ceux des parents de Montréal. Tous les milieux sont également représentés chez les garçons et les filles, ce qui tend à prouver que l'échantillon est valable.





## CHAPITRE II

Dans ce chapitre, on trouvera un certain nombre de données qui ne sont pas inclus dans le travail qui a été commandé par la Commission, mais qui peuvent éclairer les questions qui font l'objet du rapport proprement dit.

### L'importance relative des divers secteurs de vie.

La question 114 se lisait comme suit: "Voulez-vous indiquer l'ordre d'importance que ces divers domaines ont pour vous personnellement à l'Heure actuelle:

- 1) mon occupation,
- 2) ma participation à la politique provinciale,
- 3) ma famille (mes parents),
- 4) ma participation à la politique fédérale,
- 5) mes amies ou mes amis,
- 6) ma participation à des associations, à des mouvements,
- 7) l'amour (époux, épouse, ami, amie),
- 8) ma vie religieuse,
- 9) mes loisirs.

Chaque informateur devait donner pour chacun de ces secteurs un score de 1 à 9. Les résultats furent ensuite regroupés en trois catégories: 1er tiers, 2ième tiers et 3ième tiers.

Les deux secteurs, politique provinciale et politique fédérale, sont beaucoup moins valorisés que les autres secteurs: dans l'ensemble, plus de 75% des informateurs placent la politique provinciale et plus de 90% placent la politique fédérale aux trois derniers rangs.



T A B L E A U 1

	<u>Garçons de Montréal</u>	<u>Filles de Montréal</u>	<u>Garçons de province</u>	<u>Filles de province</u>
Politique prov.	69.0%	80.7	76.3	87.4
Politique féd.	88.5	90.9	88.8	96.0

L'évaluation indirecte (l'interviewé ayant à répondre pour lui, répond ensuite pour les autres) correspond, à peu près pour la politique à l'évaluation directe.

1. Les partis politiques.

Une question se lisait ainsi: "S'il y avait une élection provinciale demain, pour quel parti voteriez-vous ?

T A B L E A U 2

Pourcentage des informateurs qui voteraient pour divers partis.

	<u>Garçons de Montréal (No. 178)</u>	<u>Filles de Montréal (No. 109)</u>	<u>Garçons de l'extérieur (No. 194)</u>	<u>Filles de l'extérieur (No. 115)</u>
Parti libéral	61.8	63.3	55.2	59.1
U. N.	7.3	17.4	23.7	23.5
R. I. N.	16.3	8.2	4.6	4.4
Crédit Social	5.5	2.8	9.8	4.4
N. P. D.	5.5	4.6	5.1	2.7
P. S. Q.	1.6	1.8	-	0.9





Disons tout de suite qu'en nombre absolu, des 804 informateurs, 354 ont répondu qu'ils voteraient pour le parti libéral, 105 pour l'Union Nationale, 52 pour le R. I. N., 40 pour le Crédit Social, 28 pour le N. P. D., 6 pour le P. S. Q. Quelques informateurs ont répondu qu'ils voteraient pour d'autres candidats.

Le parti libéral est le seul qui recueille une proportion sensiblement égale de voix pour les quatre catégories mentionnées au Tableau 2. Partout le pourcentage est d'environ 60%, même si les informateurs de Montréal favorisent un peu plus les libéraux que ceux de l'extérieur de Montréal.

L'Union Nationale, par contre, recueille plus de voix à l'extérieur de Montréal (23%). A l'extérieur de Montréal, il n'y a pas de différences entre les garçons et les filles qui acceptent de poser un choix. Par contre à Montréal, il y a une différence remarquable entre les garçons (7.3%) et les filles (17.4%).

Pour le total des réponses, c'est le R. I. N. qui vient en troisième rang. Plus de la moitié de ses "votes" vient des garçons de Montréal - 29/52. Effectivement 16.3% des garçons de Montréal favorisent le R. I. N. En cela ils diffèrent significativement des filles de Montréal (8.2%) et encore plus des informateurs de l'extérieur de Montréal.

Le Crédit Social, par contre, recueille ses 40 partisans chez



les garçons de l'extérieur de Montréal: 9.8% de ceux-ci favorisent le Crédit Social (contre 5.5%, 2.8% et 4.4%).

Les 28 partisans du N. P. D. se repartissent en proportion égale entre les informateurs. Mais il ne faut pas oublier qu'il s'agit de nombres absolus assez petits.

Enfin 136 partisans du P. S. Q. se retrouvent chez les garçons de Montréal (3), chez les filles de Montréal (2) et chez les filles de l'extérieur de Montréal (1).

Dans l'ensemble, le parti libéral recueille donc partout plus de réponses favorables. Les milieux extérieurs de Montréal favorisent, plus qu'à Montréal, l'Union Nationale et le Crédit Social. Le R. I. N., par contre recueille un nombre relativement restreint de choix qui lui viennent surtout de Montréal (et surtout des garçons). Les deux partis socialistes sont ceux qui sont les moins souvent choisis.

A l'extérieur de Montréal. La comparaison rural-urbain, à l'extérieur de Montréal, montre que les jeunes ruraux favorisent beaucoup plus l'Union Nationale (30.3% et 18.0%). (Voir tableau 3). Le parti libéral est choisi un peu plus dans les zones urbaines (59.3% et 53.5%). Le Crédit Social, lui, est choisi à part égale (9.2% et 9.6%). Enfin, si on regroupe les trois autres partis minoritaires (R.I.N., N.P.D. et P.S.Q.) les informateurs des zones





urbaines les favorisent presque trois fois plus que les jeunes ruraux (17.4% et 6.3%).

T A B L E A U 3

Pourcentage des informateurs de l'extérieur de Montréal qui voterait pour certains partis.

	<u>Zones rurales</u>	<u>Zones urbaines</u>
Parti libéral	53.5	59.3
U. N.	30.3	18.0
Crédit Social	9.2	9.6
N.P.D., P.S.Q., R.I.N.	6.3	17.4

La proportion des informateurs n'ayant pas exprimé leur opinion politique. Nous analyserons plus loin les caractéristiques de ceux qui n'expriment pas leur opinion à diverses questions. Au plan du vote politique, il s'agit là d'un aspect extrêmement important. Dans l'ensemble, environ 15% des garçons n'ont pas exprimé leur choix (15.1% à Montréal et 16.7% à l'extérieur). Chez les filles, la proportion monte à 33.9% chez les filles de l'extérieur de Montréal et jusqu'à 41.7% chez les filles de Montréal. Le sexe constitue donc une variable importante pour expliquer l'abstention, au plan de l'opinion politique.

2. Le rôle du gouvernement: intervention du gouvernement dans divers secteurs de l'organisation sociale.



Nous avons demandé aux informateurs s'ils étaient en faveur que le gouvernement intervienne pour assurer la sécurité sociale, pour diriger l'économie, pour nationaliser la médecine. Nous leur avons aussi demandé, si, à leur point de vue, ils favorisaient l'intervention du gouvernement dans la vie de l'industrie et au moment des conflits syndicaux.

Le tableau 4 présente ces divers secteurs de l'organisation sociale dans un ordre décroissant: c'est dans le secteur de la sécurité sociale que les jeunes favorisent le plus l'intervention du gouvernement et c'est la nationalisation de la médecine qu'ils favorisent le moins.

En général, ils favorisent largement l'intervention de l'Etat dans la plupart des secteurs. Même le fait de favoriser la nationalisation de la médecine dans une proportion d'environ 60% apparaît comme un taux assez important. Toutefois, nous manquons encore ici de données comparatives qui seraient recueillies dans d'autres strates de la population.

Un autre phénomène ressort du tableau 4: la grande homogénéité parmi les diverses catégories d'informateurs. On n'y retrouve pas les écarts qui apparaissent pour d'autres questions.





T A B L E A U 1

Pourcentage des informateurs qui se déclarent en faveur de l'intervention du gouvernement dans divers secteurs de l'organisation sociale.

	<u>Garçons de Montréal</u>	<u>Filles de Montréal</u>	<u>Garçons de l'extérieur</u>	<u>Filles de l'extérieur</u>
Sécurité sociale	93.1	95.9	92.7	93.0
Direction de l'économie	89.0	86.3	87.5	89.1
Dans l'industrie	77.5	88.4	79.5	78.4
Dans les conflits syndicaux	70.9	73.5	74.5	66.4
Nationalisation de la médecine	61.9	56.7	57.8	57.7

Cette homogénéité statistique peut refléter une homogénéité réelle de l'opinion publique, mais elle pourrait également s'expliquer par le fait que les jeunes n'ont pas toujours eu à prendre une position précise à l'égard de ces divers "problèmes". Les questions étant volontairement posées de façon générale, il est possible que les réponses soient limitées également au niveau d'attitudes le moins profond. En d'autres termes, il ne faut pas (comme d'ailleurs pour toutes les autres questions) espérer prédire à partir de ces résultats les réponses que les jeunes donneraient à propos de questions très précises touchant de plus près encore l'opinion publique du moment.



Cette restriction n'enlève pas toute valeur à ces résultats. Il demeure significatif que le secteur de la sécurité sociale soit celui où l'on accepte le plus l'intervention de l'Etat et il est peu probable que dans l'ensemble de la population on ait retrouvé une proportion aussi forte de personnes favorisant l'intervention du gouvernement pour diriger l'économie. Par ailleurs, il est significatif que ce soit pour nationaliser la médecine, institution à la fois traditionnellement valorisée (pour ne pas dire "socra-tiser") et à la fois fortement opposée à la nationalisation, qu'on retrouve la tendance la moins prononcée.

Nous parlions plus haut de l'homogénéité parmi les informateurs. Une exception apparaît à propos justement de la nationalisation de la médecine. La comparaison milieu-rural-milieu-urbain de l'extérieur de Montréal, montre que seulement 47.6% des jeunes des villes (de l'extérieur de Montréal) favorisent la nationalisation de la médecine, mais que 70.1% des ruraux sont en faveur de cette nationalisation. C'est le seul secteur pour lequel il y ait une différence marquée entre les jeunes ruraux et les jeunes des villes.

### 3. Le nationalisme.

Nous avons choisi de poser plusieurs questions de rapportant d'une manière ou de l'autre au nationalisme canadien français. En voici rapidement le contenu et les résultats.





a) Que veut dire le terme nationalisme pour vous ?

C'est là une des questions posées à tous nos informateurs en leur demandant si être "nationaliste" signifiait pour eux être en faveur:

1. de la séparation du Québec du reste du Canada
2. de l'association des deux nations à l'intérieur de la Confédération
3. d'une plus grande indépendance à l'intérieur de la Confédération
4. d'un plus grand respect des Canadiens-Français (sans changer la Constitution)
5. de ce que les Canadiens-Français soient maîtres des industries et du commerce au Québec.

Les définitions offertes aux répondants prêtaient certes à une certaine confusion, car elles reflètent un certain nombre de prises de position qui ne sont ni toujours très précises ni toujours mutuellement exclusives.

Les garçons de Montréal sont ceux qui définissent le plus souvent le nationalisme par l'option séparatiste. Voici en effet la proportion de ceux qui ont choisi la première option (séparatiste):



(séparatiste):

•	à Montréal, garçons:	22.8%
•	à Montréal, filles:	16.4%
•	à l'extérieur de Montréal, garçons:	12.8%
•	à l'extérieur de Montréal, filles:	15.8%

Ce sont d'ailleurs les informateurs de Montréal qui choisissent en plus grand nombre la troisième option ("une plus grande indépendance à l'intérieur de la Confédération"). Il est fort possible que le terme "indépendance" ait été la partie de l'énoncé qui ait frappé le plus l'informateur. Si tel est le cas, les résultats indiquent que les montréalais (et particulièrement les garçons) ont une plus forte tendance à favoriser le concept d'indépendance, que celui-ci signifie ou non l'abandon de la Confédération. Voici la proportion de ceux qui ont choisi cette troisième réponse:

•	à Montréal, garçons:	40.3%
•	à Montréal, filles:	32.2%
•	à l'extérieur de Montréal, garçons:	26.0%
•	à l'extérieur de Montréal, filles:	27.3%

La cinquième définition du nationalisme ("désirer que les Canadiens-Français soient maîtres des industries et du Commerce au Québec") est choisi par environ le cinquième de l'échantillon.



Ces choix se répartissent de la façon suivante:

.	à Montréal, garçons:	21.4%
.	à Montréal, filles:	11.6%
.	à l'extérieur de Montréal, garçons:	28.2%
.	à l'extérieur de Montréal, filles:	17.5%

Il y a donc beaucoup plus de garçons que de filles qui définissent le nationalisme par une option au plan économique et, parmi les garçons, la proportion est un peu plus faible à Montréal.

La quatrième définition était la plus vague et la plus générale de toutes (favoriser un plus grand respect des Canadiens-Français sans changer la Constitution). Il est cohérent avec l'ensemble des résultats que les garçons de Montréal aient choisi cette réponse beaucoup moins souvent que les autres:

.	à Montréal, garçons:	19.4%
.	à Montréal, filles:	31.6%
.	à l'extérieur de Montréal, garçons:	26.4%
.	à l'extérieur de Montréal, filles:	28.5%

La deuxième définition, qui se rapprochant de la thèse des Etats associés, a été choisie plus souvent par les filles que par les garçons. Les filles se rapprocheraient-elles davantage de cette option nationaliste ? Ou le terme "association" signifierait-





il d'abord une "bonne entente", une absence de conflits ? Nos résultats ne nous permettent pas de le dire.

Dans l'ensemble, ces résultats posent plus de questions qu'ils n'en résolvent. Toutefois, une conclusion ressort très clairement de ces données: le nationalisme canadien-français ne se laisse pas cerner dans une seule attitude: sur les 5 définitions suggérées aux informateurs aucune n'a obtenu plus de 26.1% des choix.

La distinction rural-urbain, à l'extérieur de Montréal ne fait pas surgir des différences très marquées entre ces deux sous-groupes (Voir tableau 5)

T A B L E A U 5

Choix des informateurs de l'extérieur de Montréal parmi les cinq définitions suggérées.

	<u>Rural</u>	<u>Urbain</u>
1.	12.8	15.4
2.	20.5	24.7
3.	14.8	9.9
4.	26.7	28.0
5.	25.2	22.0

b) L'identification ethnique

Nous avons demandé à tous les informateurs (qui



étaient tous des Canadiens-Français): "vous considérez-vous d'abord comme Canadien "tout court" ? ou d'abord comme Canadien-Français ? ou seulement comme Canadien ? ou seulement comme Canadien-Français ?

Du point de vue du nationalisme canadien-français les quatre alternatives se situent sur un continuum allant de celui qui se considère seulement comme Canadien-Français à celui qui se considère seulement comme Canadien "tout court"

T A B L E A U 6

Pourcentage des informateurs qui se considèrent:

	<u>Garçons de</u> <u>Montréal</u>	<u>Filles de</u> <u>Montréal</u>	<u>Garçons de</u> <u>l'extérieur</u>	<u>Filles de</u> <u>l'extérieur</u>
d'abord comme Canadien "tout court"	18.6	10.2	10.7	10.3
d'abord comme Can-Français	50.0	61.5	56.2	53.4
seulement comme Canadien	6.2	7.5	13.7	14.9
seulement comme Can-Français	25.2	17.6	17.6	18.4

Dans l'ensemble les deux premières réponses, celles qui privilégient l'appartenance au groupe canadien-français sont les deux qui sont le plus souvent choisies: de 70% à 75% des jeunes





citoyens se définissent uniquement ou d'abord comme Canadien-Français (Tableau 6).

La réponse la plus "nationaliste, la première, reçoit cependant beaucoup moins de choix. Parmi ceux qui choisissent cette première réponse, les garçons de Montréal sont légèrement plus nombreux (25% contre 17% ou 18% pour les autres catégories). Par ailleurs, à l'extérieur de Montréal, les jeunes ruraux choisissent la première réponse aussi souvent que les garçons de Montréal, soit 23.8% alors que les jeunes urbains ne la choisissent que dans la proportion de 13.1% (Voir tableau 7).

La seconde réponse, qui privilégie l'appartenance au groupe canadien-français tout en ne niant pas l'appartenance au Canada dans son ensemble, est la réponse la plus souvent choisie: plus de 50% pour toutes les catégories d'informateurs, y compris les ruraux et les urbains de l'extérieur de Montréal.

Mais il demeure qu'entre 17.7% et 24.8% des jeunes de notre échantillon se définissent sans privilégier leur appartenance au groupe canadien-français.

Enfin pour ce qui est de la position la moins nationaliste, on la retrouve moins souvent à Montréal (6.2% et 7.5%) qu'à l'extérieur de Montréal. A l'extérieur de Montréal la tendance est partout la même quelle que soit la catégorie d'informateurs,



soit 14% (tableaux 6 et 7).

T A B L E A U 7

Pourcentage des informateurs de l'extérieur de Montréal qui se considèrent:

	<u>Zones rurales</u>	<u>Zones urbaines</u>
Seulement Canadien-Français	23.8	13.1
d'abord Canadien-Français	52.0	57.0
d'abord Canadien	7.6	13.1
Seulement Canadien	14.1	14.4

De façon globale, rappelons que quelle que soit la catégorie d'informateurs considérée, il y en a 70% ou plus qui privilégient le groupe canadien-français. Si on utilise le sentiment d'appartenance au groupe canadien-français comme un indice de nationalisme on peut considérer que cette proportion de 70% constitue une mesure de nationalisme canadien-français.

c) L'avenir du Canada français.

Trois questions ont porté sur l'avenir du Canada français. La première demandait: "Pensez-vous que les relations entre Canadiens-Français et Canadiens-Anglais dans l'avenir vont rester comme elles sont, vont être meilleures ou vont être pires qu'aujourd'hui ?"



La seconde demandait si le Québec deviendrait ou non un jour un état indépendant. La troisième demandait si le Québec ferait un jour partie des Etats-Unis.

Dans l'ensemble, environ 60% des informateurs pensent que les relations vont s'améliorer entre Canadiens-Français et Canadiens-Anglais. A Montréal, les garçons se montrent plus optimistes que les filles à cet égard (Tableau 8, 65% et 53%) <sup>(1)</sup>

T A B L E A U 8

Pourcentage des informateurs qui ont répondu que:

	<u>Garçons de</u> <u>Montréal</u>	<u>Filles de</u> <u>Montréal</u>	<u>Garçons de</u> <u>l'extérieur</u>	<u>Filles de</u> <u>l'extérieur</u>
les relations avec les Can.-Anglais vont être meilleures	65.0	53.0	66.0	60.0
le Québec sera indé- pendant un jour	63.5	66.1	53.0	59.1
le Québec fera partie des E. U. un jour	14.1	11.8	20.8	11.5

---

(1) Rappelons que ces pourcentages sont basés sur le total des seuls informateurs qui ont donné leur avis. En d'autres termes, même si moins de filles expriment leur opinion, comme on le verra plus loin, nous avons dégagé les tendances caractéristiques de celles qui expriment une opinion.





D'autre part une proportion sensiblement égale d'informateurs croient que le Québec deviendra un jour un état indépendant. Comment est-il possible de répondre à la fois que les relations avec les Canadiens-Anglais vont aller en s'améliorant et que le Québec deviendra un jour indépendant ? Il s'agit peut-être là de deux "aires" différentes d'opinions publiques que tous les informateurs n'ont pas nécessairement eu l'occasion de confronter entre elles. Il est possible ainsi qu'on puisse être optimiste ou non pour ce qui touche les "bonnes" relations avec les Canadiens-Anglais sans remettre nécessairement en cause le problème de l'indépendance politique. Il ne s'agit pas nécessairement, en tout cas, d'une simple incohérence logique qui mettrait en cause les capacités intellectuelles des informateurs.

Notons, qu'encore une fois, les jeunes de Montréal expriment une tendance plus nationaliste que ceux de l'extérieur (63.5% contre 53.0% chez les garçons et 66.1% contre 59.1% chez les filles, tableau 8.

Toutefois, à l'extérieur de Montréal, il faut distinguer entre les urbains et les ruraux.



T A B L E A U 9

	<u>Zones rurales</u>	<u>Zones urbaines</u>
Les relations avec les Canadiens- Anglais vont être meilleures	62.9	64.5
le Québec sera indépendant un jour	67.3	45.5
Le Québec fera partie des E. U. un jour	18.6	15.9

La proportion des ruraux qui croient que le Québec sera un jour indépendant est supérieure à la proportion qu'on vient de constater pour les jeunes de Montréal: 67.3% des ruraux croient à l'indépendance, alors que dans les autres villes à l'extérieur de Montréal, la proportion est de 45.5% seulement (Tableau 9).

Enfin, la proportion de ceux qui prévoient l'annexion aux Etats-Unis, est beaucoup moins élevée. Remarquons que cette proportion s'élève sensiblement dans le cas des garçons de l'extérieur de Montréal (Tableau 9).

d) Attitude vis-à-vis le terrorisme

Nous avons demandé l'opinion des jeunes à propos des diverses organisations terroristes. La question elle-même faisait mention du F.L.Q. et du A.L.Q.

Un certain nombre d'entre eux ont indiqué qu'ils n'étaient pas au courant de ces organisations. Il y a une très grande





variation à cet égard. Alors que 5.3% des garçons de Montréal ne sont pas au courant de ces mouvements, les proportions deviennent 13.4% chez les filles de Montréal, 18.5% chez les garçons de l'extérieur de Montréal et 22.9% chez les filles de l'extérieur de Montréal. Si on ne considère que les informateurs de l'extérieur de Montréal, la proportion de ceux qui n'étaient pas au courant du F.L.Q. monte à 27.4% alors que chez les urbains cette proportion est de 14.7%.

Si on considère les seules réponses favorables, les résultats sont les suivants:

•	à Montréal, garçons:	24.3%
•	à Montréal, filles:	14.9%
•	à l'extérieur de Montréal, garçons:	14.1%
•	à l'extérieur de Montréal, filles:	4.7%

Les deux groupes extrêmes sont donc les garçons de Montréal et les filles de l'extérieur de Montréal.

A l'extérieur de Montréal, il n'y a pas une grande variation entre ruraux et urbains (9.2% et 11.2%).

Une autre façon d'analyser ces données est de regrouper les informateurs "pas au courant" et les indifférents. Les résultats apparaissent au tableau 10.



T A B L E A U 10

Proportion de ceux qui ont répondu "pas au courant" ou "indifférent" à la question portant sur le terrorisme.

. Garçons de Montréal:	12.1%
. Filles de Montréal:	23.3%
. Garçons de l'extérieur de Montréal:	27.3%
. Filles de l'extérieur de Montréal:	36.3%

e) Attitude vis-à-vis la Commission Laurendeau-Dunton.

A propos de la Commission Laurendeau-Dunton, nous avons demandé à chaque informateur:

1. s'il était au courant de la commission.
2. s'il en attendait des résultats bons ou mauvais.
3. s'il croyait que la commission favoriserait en dernière analyse le séparatisme ou l'unité.

La proportion de ceux qui n'avaient pas entendu parler de cette commission est beaucoup plus forte que dans le cas du terrorisme: 28.6% chez les garçons de Montréal, 57.7% chez les filles de Montréal, 47.2% chez les garçons et 66.6% chez les filles de l'extérieur de Montréal. A l'extérieur de Montréal, les ruraux (garçons et filles ensemble) qui n'en ont pas entendu parler représentent également 66.3%, alors que chez les urbains la proportion est de 46.3%. Dans l'ensemble on est donc assez peu au courant de



l'existence de cette commission royale d'enquête même si notre questionnaire fut administré au moment où la commission tenait des réunions publiques régionales dans la province de Québec.

Les résultats prévus varient d'une catégorie à l'autre d'informateurs. Les garçons de Montréal en attendent moins souvent de bons résultats que ceux de l'extérieur (52.1% et 73.9%) et on retrouve la même tendance chez les filles (67.1% et 77.1%).

T A B L E A U 11

Pourcentage des informateurs qui croient que la Commission:

	<u>Garçons de Montréal</u>	<u>Filles de Montréal</u>	<u>Garçons de l'extérieur</u>	<u>Filles de l'extérieur</u>
produira de bons résultats	52.1	67.1	73.9	77.1
favorisera l'unité	79.4	81.8	89.5	81.5

Par ailleurs pour ce qui est de la dernière question, au moins 80% des informateurs (de toutes les catégories) croient que la commission va favoriser l'unité plutôt que la séparation entre le Québec et le reste du pays. Comme la proportion de ceux qui prévoient des "bons" résultats est beaucoup plus faible, il faut conclure que le fait de favoriser l'unité n'est pas considéré par tous comme un "bon" résultat.





### CHAPITRE III

#### COMMENTAIRES SUR LES ENTREVUES

Dans les questionnaires, comme dans les entrevues, nous voulions savoir comment les jeunes du Québec, ceux qui ont entre 18 et 21 ans, se situaient par rapport à leurs parents en ce qui regarde la famille, l'éducation, la religion, la politique et l'avenir. En somme, nous voulions savoir si les jeunes se pensent différents de leurs parents et en quoi ils se pensent et sont différents. Plutôt que de donner ici une analyse minutieuse du contenu de ces entrevues, nous voudrions montrer d'abord comment elles se groupent en fonction des questions principales que nous avons abordées au cours de ces entrevues.

Il semble qu'on pourrait faire trois grandes catégories  
1) Montréal et Québec, 2) Hull, Sherbrooke, Maniwaki, Bonaventure,  
3) Trois-Pistoles, La Sarre. Les deux dernières catégories sont composées d'endroits qui servent d'exemples; ce n'est pas une énumération exhaustive.

Avant de passer à l'analyse sommaire de ces trois catégories, disons que la facilité et l'abondance d'élocution varient beaucoup de région à région. Les réponses des jeunes de Montréal, de Québec et de Trois-Pistoles sont beaucoup plus longues, mieux structurées, énoncées dans un meilleur Français que celles des jeunes des régions de Hull, Maniwaki et même de Sherbrooke. En partant de cette constatation, on pourrait émettre l'hypothèse que



dans les régions bilingues les jeunes s'expriment moins spontanément et moins bien en Français que ceux des régions qui le sont moins. Les cas extrêmes se situent à Maniwaki, région bilingue axée sur l'Ontario, et Trois-Pistoles, région du Bas-Saint-Laurent, presque entièrement unilingue. Les premiers ont beaucoup de mal à construire et à s'exprimer: les derniers s'expriment très facilement.

1. Sentiment de rupture

a) Régions de Montréal et de Québec: il semble que ce soit les jeunes qui habitent ces deux villes qui se pensent les plus différents de leurs parents.

"J'ai franchement l'impression qu'à la suite des mouvements à la fois politiques et économiques du Québec, j'appartiens à une génération qui est différente de celle qui nous précède." Montréal (10).

"Je crois bien qu'on est une génération plus dynamique que disons la génération qui nous a précédés." Montréal (10).

"Je pense que la différence primordiale qui existe entre mes parents et moi par exemple, c'est, on pourrait dire, l'absence de dialogue." Montréal (10).

"Il n'y a pas de dialogue du tout". Montréal (10).

"L'impression que j'ai, c'est ne pas appartenir au même monde que celui de mes parents." Montréal (10).

"... comme si deux étrangers se rencontraient, comme si l'un venait





d'un monde assez peu évolué tandis qu'une autre personne la rencontrerait...le dialogue est très difficile parce que nous ne sommes pas à la même longueur d'onde, si on veut." Montréal (10).

"J'ai l'impression d'être bien différent (de mes parents)."  
Montréal (9).

"Très différent, oui. Je me considère différent comme je considère aussi la plupart des jeunes différents de leurs parents, parce qu'on ne peut pas agir comme eux agissaient. Tous a changé. Il n'y a plus rien de semblable." Montréal (9).

"Dialoguer, non, peut-être pas beaucoup. Je crois que c'est un des grands problèmes des jeunes..." (Montréal (9)).

b) Régions de Hull et autres.

"J'aimerais que ce soit la même chose que chez nous." Hull.

"Mais à bien y penser mes parents ont raison." Maniwaki.

"S'ils n'étaient pas sévères, on ferait tout ce qu'on voudrait et ça ne marcherait pas trop ça."

"Ca arrive des fois. Des fois ils nous disent en parlant des sorties:

"faut travailler pour tout. Des fois, on va bavasser un peu de nos parents, on est dans le tort pareil. Ils nous éduquent comme ils devraient nous éduquer. Pour être différents... on se dit toujours le temps modernise." Maniwaki.

"Pour être différents, on peut pas être différents d'eux; on est tous des êtres humains." Maniwaki.



"Eux, ils gardent des vieilles coutumes. Dans ce temps-là on se trouve très différents d'eux." Sherbrooke.

"Non, pas tellement différente (de mes parents). Mettons, mon père aimerait que mon futur mari ait un compte de banque, un travail stable, être assuré d'une belle vie avant de se marier. Si on a pas d'argent, on se marie pas." Sherbrooke.

"Eux pensent pour notre bien. Mais bien souvent je pense qu'ils ne nous comprennent pas. On comprend pas de la même manière." Sherbrooke.

c) Trois-Pistoles et autres.

"Je crois qu'on est différent de nos parents surtout sur deux points. Le point religieux . . . et le point d'instruction." Trois-Pistoles.  
"Pour faire différent de nos parents, c'est sûr, on va faire différent. La révolte, c'est un problème, On s'aperçoit d'abord de notre liberté. On se pense toujours plus fin qu'un autre. On fait des projets. On veut tout gagner. Mais je crois que c'est bien normal." Trois-Pistoles.

Il semble que le sentiment de brisure est plus accentué dans la première catégorie, qu'il l'est moins dans la deuxième et que la troisième région occupe une position intermédiaire.



2. Religion (différences et sentiment de différence)

a) Montréal.

"Je crois que mes parents sont plus religieux que moi." Montréal 10.

"J'ai abandonné presque totalement la pratique religieuse." Montréal (10).

"D'abord, je dois dire que mes parents sont plus religieux que moi."

"On dirait plutôt que je suis un catholique tiède en ce sens que je pratique à la "va comme je te pousse", mais c'est l'absence de motivation, je dirais plutôt." Montréal (10).

"C'est d'être chrétien qui est important et non d'être catholique." Montréal (10).

"Je dirais que je suis peut-être moins religieux. Dans le sens de religieux, le sens des prières, d'assistance à la messe. Je crois que c'est un peu révolu pour notre époque." Montréal (9).

"Je crois qu'il y a une très grande différence. Mes parents sont religieux... moi je ne le suis pas." Montréal (9).

"Je crois que mes parents étaient plus religieux que moi." Montréal (9).

"Je vais répondre que je suis plus religieux que mes parents . . . qui ne pratiquent pas." Montréal (10).

b) Régions de Hull et autres.

"Je suis bien croyant à ma religion catholique. Je ne sais pas si





c'est autant que mon père et ma mère, mais il me semble que ce qu'on nous a enseigné, ça doit être vrai. J'ai jamais eu de doute rien." Maniwaki.

"Je vais à la messe tous les dimanches. A part du dimanche, j'y vais pas. Je suis oomme mon père, ma mère ... la même chose qu'eux." Hull.

"Je suis aussi religieux que mes parents." Hull.

"Je suis aussi religieux que mes parents. Je trouve que la religion c'est une bonne chose ... ça fait du bien prier ... ça aide." Hull.

"On est aussi religieux. J'assiste à la messe, à part ça, j'y pense pas trop." Hull.

"Je suis religieux, à peu près comme mes parents..." Hull.

"Moi, je suis catholique comme les autres. Je pratique, mais je ne vois pas de différence." Bonaventure.

"On est aussi religieux qu'eux, mais ce n'est pas la même chose que dans leur temps, on dirait". Bonaventure.

"On pourrait aller communier plus souvent." Sherbrooke.

"Je pratique peut-être un peu moins que mes parents. Parce qu'ils sont plus vieux que moi peut-être. Si j'avais leur âge, ça serait peut-être pareil." Sherbrooke.

"Il me semble que je pourrais aller à la messe presque à tous les matins; je sais que ma mère quand elle était fille, elle y allait; on manque de volonté." Sherbrooke.



c) Région de Trois-Pistoles et autres.

"Je crois, moi, que dans l'ensemble, le siècle, les jeunes d'aujourd'hui sont beaucoup moins religieux que les parents." Trois-Pistoles.

"La plupart, aller à la messe, j'sais pas si c'est pour faire comme les autres, mais il y en a beaucoup qui n'y vont pas." Trois-Pistoles.

"Moi, je ne suis certainement pas aussi religieux que mes parents. Excepté comme dit Denis, une personne va aller à la messe ... ils savent que s'ils n'y vont pas c'est un péché. Mais je crois que ce n'est pas seulement ça. Si c'était seulement ça, il y en aurait plusieurs qui arrêteraient d'y aller." Trois-Pistoles.

"Mais une personne va arrêter d'aller à la messe deux ou trois dimanches de suite, puis je suis quasiment convaincu que si la personne est pas catholique beaucoup, que sa crainte va être partie, puis qu'elle n'ira plus à la messe." Trois-Pistoles.

"Je trouve que les parents sont beaucoup plus religieux que nous-mêmes ... Notre niveau se trouve inférieur au point de vue religieux à nos parents." Trois-Pistoles.

Il semble que du point de vue de la religion, ces trois régions suivent le même modèle que dans le premier cas: moins religieux à Montréal, beaucoup plus dans la deuxième catégorie et enfin, à mi-chemin entre les deux premières catégories, se place la troisième.





### 3. Education et instruction

#### a) Montréal.

"Quant à changer des choses, ce serait presque tout qui serait à changer." Montréal (10).

"Je pense que la grande différence entre les deux générations, c'est qu'une génération considérait le corps comme un objet ... et que ma génération et moi-même nous considérons le corps ... comme un objet d'admiration beaucoup plus qu'un objet de mépris." Montréal (10).

"Je pense moi que l'école secondaire où je suis allé ne correspond pas aux besoins de l' étudiant d'aujourd'hui." Montréal (10).

"On pourrait peut-être parler un peu de lavage de cerveau, puisque l'étudiant qui arrive du primaire est tout de suite orienté au niveau secondaire, enrégimenté dans un régime où le professeur est roi, où la direction de l'école a autorité sur tout et n'admet que sa propre opinion." Montréal (10).

"Pour ma part, je suis presque scandalisé, quand j'entre dans une maison, et les deux seuls bouquins qu'on trouve, c'est les deux annuaires de téléphone ... comment voulez-vous qu'un enfant ait le goût de la lecture, ait le goût de la recherche et le goût des connaissances ..." Montréal (10).

#### b) Hull

"Je suis assez satisfait." Maniwaki.



"Je crois que les professeurs d'aujourd'hui sont tous bien gradués."

Maniwaki.

"Du point de vue de ce qu'on nous enseigne, c'est parfait." Maniwaki.

"Moi, je suis bien satisfaite de la manière que mes parents m'éduque." Maniwaki.

"Mes parents nous ont laissés libres d'étudier ou de ne pas étudier, de faire ce qu'on voulait." Hull

"L'éducation, je voudrais que ce soit la même chose que chez nous." Hull.

"Pour la sévérité à la maison, ce serait la même chose que chez nous." Hull.

"Je donnerai une éducation à mes enfants comme celle que j'ai reçue." Sherbrooke.

"Je ne changerai pas tellement parce que j'ai eu une bonne éducation..." Sherbrooke.

"Pour, j'éduquerai mes enfants comme j'ai été éduquée." Bonaventure.

"L'éducation sera à peu près pareille." Bonaventure.

### c) Trois-Pistoles.

"A propos des professeurs que j'ai eus durant les années que je suis allé à l'école, j'ai été satisfait de l'éducation puis de ce qu'ils m'ont appris. Je n'ai pas à me plaindre des années d'école." Trois-Pistoles.



"La plupart des jeunes de la nouvelle vague, des jeunesses sont beaucoup plus instruites que les parents, en général." Trois-Pistoles.

"Dans les jeunes d'aujourd'hui, il y en a qui en montrent à leurs parents." Trois-Pistoles.

"J'avais besoin d'argent tout de suite. Je trouvais que sortir de l'école à vingt-quatre ou vingt-cinq ans, notre vie est trop avancée." Trois-Pistoles.

"Nos parents ne savent pas ce que c'est en ville. Ils savent, mais ils ne peuvent pas se douter comment c'est. Puis même s'ils savaient ce que c'est, ils préféreraient rester encore ici."

Dans le domaine de l'instruction et de l'éducation, Montréal se détache plus des autres catégories que dans d'autres domaines. Trois-Pistoles ressemble davantage à Hull dans ce domaine que dans d'autres domaines.

#### 4. Politique.

##### a) Montréal.

"Premièrement, le gouvernement, c'est pas lui qui mène. Disons que le gouvernement québécois qu'on a, ce n'est pas lui qui mène, c'est les Etats-Unis qui nous mène." Montréal (10).

"Malheureusement, la plupart du temps, les gars qu'on élit au gouvernement, sont à proprement parler des nouilles et qu'ils ne connaissent pas plus de choses du pays, d'une nation, que le plus





petit des ouvriers par exemple. La plupart des députés, ils sont là pour faire de l'argent." Montréal (10).

"Si on regarde toute l'Histoire du Canada, depuis quatre-vingt-quatorze ans que ça dure, franchement, je ne suis pas Canadien; je suis Canadien français uniquement à part entière et pour moi quand je parle de mon état national c'est le Québec, et quand je parle de pays étrangers, ça englobe tous les pays et même le Canada." Montréal (10).

"Peut-être que le séparatisme peut venir dans un certain nombre d'années. Je veux qu'on me respecte en tant que Canadien-français... je ne veux pas qu'on me dise: "T'es Canadien-français, bien mon vieux, tu ne peux pas aller plus haut." Montréal (10).

"Ca m'est arrivé seulement une fois de me faire refuser une position parce que j'étais Canadien français et puis ça m'avait choqué." Montréal (10).

"Depuis deux siècles, les Canadiens français ont joué le rôle de l'aplatventrisme." Montréal (10).

"Ce mot de socialisme me plaît terriblement." Montréal (10).

"Le socialisme, je pense qu'aujourd'hui, il est devenu une mesure tout à fait nécessaire, si on veut assurer le plein essor du Québec." Montréal (10).

"... Je crois que ce qui va faire l'indépendance du Québec, si indépendance il y a ... ce sera les vieux partis."



"Quatre participants sur quatre voteraient pour le parti libéral. Montréal (9).

"Je crois que l'indépendance pourrait se faire mais ... le français devrait se parler, disons ... égal avec l'anglais. Je ne dirais pas l'indépendance totale." Montréal (9).

"Mais je ne crois pas que l'indépendance veuille annihiler complètement ces capitaux étrangers, parce que ces capitaux étrangers c'est encore une richesse pour nous." Montréal (9).

"Moi, je ne suis pas séparatiste, mais je suis entièrement favorable au mouvement séparatiste. Je trouve qu'ils ont fait avancer le Canada français." Québec (4).

"Je suis même disons un peu séparatiste, plutôt dans le sens d'indépendant et non pas dans le sens d'être séparés." Québec (4).

"Moi, je suis en faveur d'une constitution refondue." Québec (4).

"Les F.L.Q. je les admire parce qu'ils ont eu le courage de se lever ... la masse reste assise, mais eux ils ont dit: "On lutte pour le Canada français." Québec (4).

"Moi, non seulement, je suis contre les actes de violence du F.L.Q. mais je suis contre leur but." Québec (4).

"Vous allez vous engager quelque part ... à un Canadien français, ils vont lui demander d'être bilingue. Si on est pas bilingue, évidemment, ils nous prennent pas. Mais, par contre, à un Canadien anglais, ils ne lui demanderont jamais d'être bilingue. Il est anglais, il parle anglais, un point c'est tout." Québec (4).





"Je trouve que les deux langues sont bonnes. Mais ... séparer le pays ... je suis contre." Hull.

"Je crois que les séparatistes ont un très bon but ... faire respecter notre langue. Mais dire ... se séparer du Canada ... je crois que ce n'est pas une bonne chose." Hull.

"Mais je ne suis pas pour le séparatisme par exemple. Si on était séparés, il y aurait plus de Français qui travailleraient à Ottawa. Il y en a bien plus qui travaillent à Ottawa que dans Hull." Hull.

"Non, je ne suis pas favorable au séparatisme pour la simple raison que le Québec aurait pas assez de quoi pour vivre séparé, faire un pays unique ... ça n'aurait pas de bon sens." Maniwaki.

"Pour le Canada et le Québec, les choses devraient rester comme elles sont." Maniwaki.

"Les choses vont maintenant pour le mieux au Canada." Maniwaki.

"Mais s'ils commencent à se séparer comme ça, ça avancera pas mieux, ça va toujours reculer. Puis il me semble qu'avec un bon coup de main, ça irait mieux, par exemple." Maniwaki.

"... les Anglais et les Français, on vit ensemble, on est unis. Mettons que le séparatisme ça séparerait une ville en deux. Moi, je suis pour l'Anglais, parce que d'ailleurs, je m'en vais rester aux Etats-Unis, ça nous aide." Sherbrooke.

"Ils veulent séparer le Français de l'Anglais. Si ça passe, je crois qu'il ne resterait plus grande industrie dans le Québec.



Parce que la plupart des industries, des magasins, c'est tous des Anglais, des Juifs. On peut compter les Français sur les dix doigts de la main." Sherbrooke.

Les quatre participants croient que ça devrait rester ainsi. "La province de Québec a de la misère à subvenir à ses besoins avec le reste du Canada, qu'ils s'attendent pas d'arriver tout seul." Bonaventure.

Les trois autres sont du même avis.

c) Trois-Pistoles.

"Pour ma part, j'ai pour mon dire que je suis Canadien français et je suis content d'être Canadien français. C'est une bonne race. J'aime être Canadien français." Trois-Pistoles.

"La langue française, c'est beaucoup plus clair. Prenez, dites une phrase en français, puis dites-la en anglais, puis vous allez ôter la moitié des mots. Le français est beaucoup plus clair que l'anglais, beaucoup plus simple." Trois-Pistoles.

"Je suis Canadien français. Je suis très satisfait. Je vois un touriste, par exemple, disons je vois un Anglais. Le plus gros problème que je trouve qui nous sépare, c'est la langue. On entend parler anglais, tout de suite on se dit: c'est plus notre pays ça." Trois-Pistoles.

"Je me considère supérieur à une personne qui ne parle qu'une langue parce que je parle un peu l'anglais." Trois-Pistoles.



"Il me semble que s'ils laissaient les "spaghetti" chez eux, et qu'ils nous donnaient ces jobs là, on pourrait faire aussi bien qu'eux." Trois-Pistoles.

"La province de Québec, de toutes les provinces, c'est elle qui est la plus riche. Eh bien, c'est elle qui est quasiment la plus pauvre, qui a le plus de misère. Toutes nos richesses, c'est le gouvernement d'Ottawa qui taxe ... taxe sur çà, taxe sur ça, puis nos richesses ça sert pour les autres provinces." Trois-Pistoles.

"Si le séparatisme arrivait, durant les quarante, cinquante années à venir, c'est un peuple qui aurait beaucoup de misère. Puis on va tous en souffrir. Ensuite, je croirais que le Québec pourrait se relever. Mais notre génération aurait beaucoup de misère."

Trois-Pistoles.

"Je suis pour l'annexion du Québec aux Etats-Unis." Trois-Pistoles.

"Moi, je suis contre l'annexion. Je crois même que le séparatisme me serait meilleur. Qu'on serait mieux d'être seuls, puis avoir de la misère à notre génération, pour que les autres générations aient un pays propre, puis un pays riche, qu'aller aux Etats-Unis."

Trois-Pistoles.

C'est en politique, semble-t-il, que les trois catégories sont le plus accusées.





CHAPITRE IV

REMARQUES GENERALES  
SUR L'ENQUETE



REMARQUES GENERALES SUR L'ENQUETE

Que conclure de cette enquête d'après l'analyse sommaire que nous en avons faite ? Il semble que les résultats présentent une image assez complexe de cette réalité et qu'ils reflètent assez bien l'image de la société globale canadienne-française.

Contradictions: apparentes ou réelles ?

On pourrait, en partant de certains pourcentages que nos tableaux présentent, tirer des interprétations contradictoires au sujet de la couche de population que nous avons étudiée.

1ère interprétation: les nouveaux citoyens sont nationalistes (plus de 75% se définissent d'abord et exclusivement comme canadien-français), ils sont indépendantistes (plus de 60% croient que le Québec sera indépendant un jour); ils sont socialistes (près de 90% accordent au gouvernement une place prépondérante dans l'industrie); ils sont de moins en moins religieux (dans l'évaluation indirecte des secteurs d'importance, moins de 25% placent la religion dans les trois premiers secteurs). 2ème interprétation: les jeunes citoyens sont traditionnalistes et voteraient comme leurs parents (plus de 60% voteraient pour le parti libéral); les indépendantistes sont très minoritaires (seulement 19% de ceux qui ont exprimé une opinion voteraient pour le R.I.N.); ils sont optimistes





quant à l'avenir des relations des Canadiens français avec les Anglo canadiens (plus de 60% croient que les relations entre les deux groupes vont s'améliorer); les nouveaux citoyens sont aussi religieux que leurs parents (93.8% se déclarent membres de l'Eglise catholique).

Pour expliquer ces interprétations contradictoires, on pourrait invoquer d'abord des raisons d'ordre général: il semble évident qu'à certaines questions, on a répondu par des stéréotypes (ce qui se dit, ce qui doit se dire); faute d'information et de réflexion, on a répondu par ce qui semblait le plus plausible de prime abord; à certaines autres questions, on a répondu par un oui ou un non qui correspondait vraiment à leurs opinions ou à leurs attitudes. Souvent aussi, le conflit de valeurs entre les générations a pu s'exprimer par des réponses qui empruntaient, dans un cas à l'échelle de valeurs des parents et dans un autre, à la leur propre. A ces raisons, on pourrait en ajouter de plus spécifiques: dans la période de changement que traverse présentement le Québec, les jeunes, comme leurs aînés et peut-être davantage, peut-on supposer, n'ont pas intégré ni concilier des opinions, des sentiments, des attitudes qui sont contradictoires.

Ce qui nous a frappé pendant les entrevues - et qui expliquerait partiellement certains éléments qui peuvent sembler contradictoires - c'est le petit nombre de jeunes qui, dans une



question débattue, était vraiment convaincu de ce qu'ils avançaient et défendaient leurs positions avec cohérence et vivacité. Dans de nombreux cas, nous avons observé une certaine variance des opinions. On a vu des participants commencer l'entrevue en se disant fédéralistes et les finir séparatistes. D'autres contradictions apparentes chez les jeunes s'expliquent différemment: par l'ambiguïté des hommes politiques, par exemple, et aussi par l'attentisme de larges segments de la société globale.

#### Sentiments de brisure

Une très forte majorité des jeunes citoyens (85%) se pensent différents de la génération de leurs parents. 65% croient que c'est parce que toute la société est en train de changer. D'autre part, quand on leur demande en quoi ils sont différents de leurs parents, ils sont beaucoup plus hésitants dans les entrevues pour nommer ces éléments de différence; dans les questionnaires, leurs réponses montrent qu'il y a presque autant de continuité que de brisure. Il semble que tout en se considérant différents de leurs parents, ils ne sont pas sans s'apercevoir d'une certaine homogénéité d'opinions et d'attitudes qui continue d'exister malgré certaines oppositions. Nous fondant sur les entrevues, nous pouvons supposer que les parents ne s'opposent pas trop aux différences qu'ils perçoivent entre eux et leurs enfants et que



d'autre part, les parents évoluent eux aussi; à un rythme moins accéléré qui laisserait persister des différences et surtout, de la part des jeunes, le sentiment d'être différents de leurs parents. Questionnés au sujet de certaines différences et certaines conduites, les jeunes répondent d'ailleurs que leurs parents sont d'accord avec eux.

A ce sentiment de brisure, s'ajoute un grand désir de mobilité géographique et sociale; presque 80% des jeunes de province croient qu'ils quitteront l'endroit où ils habitent présentement; plus surprenant encore, 32.6% des jeunes de Montréal croient, eux aussi, qu'ils émigreront. Et les parents sont encore d'accord dans une bonne proportion. Quoique se rangeant dans la classe moyenne dans une proportion de plus de 90%, les jeunes (60%) croient qu'ils changeront de classe.

C'est au sujet de l'importance accordée à la parenté que les jeunes se voient différents de leurs père et mère: 70.6% l'affirment. C'est un phénomène extrêmement important du point de vue de la différence entre ce qu'ils entrevoient pour l'avenir et la structure sociale traditionnelle du Québec.

### Politique

Dans ce domaine, il semble qu'il y ait certaines contradictions entre certaines réponses. On notera d'abord que la politique est un des secteurs auxquels ils attachent le moins





d'importance et que c'est aussi un des domaines qu'ils croient le moins en mesure de contrôler et d'influencer. On peut se demander alors pourquoi ils voteraient pour le parti libéral alors qu'ils sont en grande majorité pour la socialisation de l'économie et qu'ils croient que le Québec va devenir indépendant dans une proportion de 60%. Les entrevues nous aident ici à concilier ces contradictions apparentes. Le parti libéral semble avoir accredité chez une majorité de jeunes l'idée qu'il est le parti du changement, de la révolution tranquille, de la nationalisation et de l'étatisation. Pour ces jeunes, le parti libéral est, du point de vue économique et social, le plus progressiste. Parmi les mesures gouvernementales, les plus appréciées des jeunes se trouvent la nationalisation de l'électricité et de l'étatisation de l'instruction. D'autre part, ce sont les ministres René Lévesque et Gérin-Lajoie, le premier surtout, qui s'attirent le plus la sympathie des jeunes. Or M. Lévesque ne donne pas l'impression qu'il n'est pas possible que le Québec devienne indépendant un jour. On peut supposer que les réponses des jeunes reflètent l'ambiguïté même du régime libéral et les contradictions à l'intérieur du cabinet Lesage. Que les relations avec les anglo-canadiens iront en s'améliorant, il n'est pas d'homme politique qui ne l'ait affirmé.

Quant à l'opinion majoritairement favorable au sujet de



l'intervention du gouvernement dans différents secteurs de la vie économique et sociale, elle est aussi uniformément répandue en province qu'à Montréal, et autant chez les filles que chez les garçons. Il semble que là l'accord vient d'une part, d'une tradition toujours vivace en province que le gouvernement devrait s'occuper d'un grand nombre de secteurs et d'autre part, d'un renforcement de cette tradition par un certain socialisme diffus qui sévit chez les étudiants de la métropole.





DEUXIEME PARTIE

Nous avons donné dans une première partie ce qu'on pourrait appeler l'arrière plan de cette recherche, c'est-à-dire la partie qui avait été réalisée avant que notre travail fut entrepris pour la Commission; nous avons laissé de côté dans cette première partie les questions qui n'intéressent pas directement la Commission.

Dans cette deuxième partie, nous nous proposons d'exposer l'analyse de chacune des questions posées par la Commission. Dans un deuxième temps, une interprétation globale sera tentée qui tiendra compte de toutes les analyses terminées et des interprétations partielles.



## C H A P I T R E 1

### La nationalisation de la médecine

Il s'agit ici d'examiner si la nationalisation de la médecine considérée comme variable dépendante est influencée par un certain nombre de variables indépendantes et par la zone considérée comme variable indépendante constante.

La question 22 du questionnaire se lisait comme suit:

"Etes-vous en faveur que le gouvernement intervienne:

pour assurer la sécurité sociale	oui
	non
	sans opinion
dans l'industrie	oui
	non
	sans opinion
dans les conflits syndicaux	oui
	non
	sans opinion
pour diriger l'économie	oui
	non
	sans opinion
pour nationaliser la médecine	oui
	non
	sans opinion"

Cette question voulait mesurer les attitudes des jeunes en regard de l'intervention de l'Etat c'est-à-dire jusqu'à un



certain point leurs attitudes envers des mesures qu'on associe avec le socialisme.

La moitié des interviewés, soit 50.498%, a répondu par l'affirmative. Si nous gardons la zone constante et si nous mettons en interaction cette variable dépendante (nationalisation de la médecine) et certaines variables indépendantes (sexe, statut marital, scolarité, emploi et revenu du père), nous nous rendons compte que certains de ces facteurs influent sur l'opinion des jeunes. La zone entre en ligne de compte d'une façon significative.

TABLEAU 12

Nationalisation de la médecine (Zone)

<u>Zone</u>	<u>Oui</u>	<u>%</u>	S. O. ou		<u>Total</u>
			<u>non</u>	<u>%</u>	
Province	91	41.0	131	59.0	222
rural	110	59.5	75	40.6	185
Montréal	205	51.6	192	48.4	397
Tbtal:	406	50.5	398	49.5	804

Chi 2 BC (dép. vs zone) = 14.2 pour 2 d.l. significatif

Le tableau 12 indique que 59.5% des jeunes qui habitent le milieu rural sont en faveur de la nationalisation de la médecine tandis qu'à l'autre extrémité, les jeunes de province ne sont en faveur que dans la proportion de 41.0%. A mi-chemin, les jeunes de Montréal





dont 51.6% favorisent cette nationalisation.

Nous ne tenterons pas ici une interprétation partielle de ce phénomène; nous nous réservons de le mettre en relation avec d'autres phénomènes du même genre et d'en donner une interprétation plus globale.

TABLEAU 13

Nationalisation de la médecine (sexe)

<u>Zone</u>	<u>Sexe</u>	<u>Oui</u>	<u>%</u>	<u>S.O.+ non</u>	<u>%</u>	<u>Total</u>
Province	m.	57	42.2	78	57.8	135
	f.	34	39.1	53	60.9	87
Rural	m.	65	66.3	33	33.7	98
	f.	45	51.7	42	48.3	87
Montréal	m.	117	55.7	93	44.3	210
	f.	88	47.3	98	52.7	186
Toutes zones	m.	239	53.9	204	46.1	443
	f.	167	46.4	193	53.6	360
Total:		406	50.6	397	49.4	803

Chi 2 total 24.4 pour 11 d.l. significatif

Chi 2 (ind. vs zone) 4.2 pour 1 d.l. significatif

Le tableau 13 montre qu'il y a une différence significative entre le sexe et le fait de favoriser la nationalisation de la médecine. Dans toutes les zones, les jeunes de sexe masculin favorisent plus la nationalisation de la médecine que les jeunes de sexe féminin. Les différences entre les sexes sont plus



prononcées en milieu rural (66.3% et 51.7%) et à Montréal (55.7% et 47.3%) qu'en province où la différence est plus minime (42.2% et 39.1%).

TABLEAU 14

Nationalisation de la médecine (statut marital)

<u>Zone</u>	<u>Statut marital</u>	<u>Oui</u>	<u>%</u>	<u>S.O.+ non</u>	<u>%</u>	<u>Total</u>
Province	m.	3	75.0	1	25.0	4
	c.	88	40.4	130	59.6	218
Rural	m.	4	100.0	0	0.0	4
	c.	106	58.6	75	41.4	181
Montréal	m.	14	77.8	4	22.2	18
	c.	191	50.4	188	49.6	379
Toutes zones	m.	21	80.8	5	19.2	26
	c.	385	49.5	393	50.5	778
Total:		406	50.5	398	49.5	804

Chi 2 total 28.7 pour 11 d.l. significatif (manque de cas)

Chi 2 AB (ind. vs dép.) = 8.6 pour 1 d.l. significatif

Le tableau 14 indique qu'il y a une différence très significative entre les opinions des mariés et celles des célibataires quant à la nationalisation de la médecine. La zone ne semble pas jouer de rôle dans ce cas-ci.



TABLEAU 15

Nationalisation de la médecine (emploi)

<u>Zone</u>	<u>Emploi</u>	<u>Oui</u>	<u>%</u>	<u>S.O.+ non</u>	<u>%</u>	<u>Total</u>
Province	Etudiants	31	26.2	85	73.3	116
	Travailleurs	60	54.1	45	42.9	105
Rural	Etudiants	27	40.9	39	59.1	66
	Travailleurs	83	69.7	36	30.3	119
Montréal	Etudiants	82	46.3	95	53.7	177
	Travailleurs	120	55.3	97	44.7	217
Toutes zones	Etudiants	140	39.0	219	61.0	359
	Travailleurs	263	59.6	178	40.4	441
Total:		403	50.4	397	49.6	800

Chi 2 A B (ind. vs dép.) = 32.9 pour 1 d.l. significatif

Chi 2 total = 69.5 pour 11 d.l. significatif

Chi 2 3 dim. = 113 pour 2 d.l.

Le tableau 15 montre qu'il y a une différence significative entre les opinions des étudiants et des travailleurs quant à la nationalisation de la médecine. Pour l'ensemble des zones, les travailleurs sont à 60% en faveur de la nationalisation alors que 39.0% seulement des étudiants le sont. Les travailleurs du rural sont plus favorables (69.7%) que ceux de Montréal (57.1%) et ceux de province (55.3%).

Cette différence entre zones peut s'expliquer du fait que parmi les interviewés en milieu rural, il y en a 69.5% qui





travaillent tandis qu'à Montréal et en province il n'y a respectivement que 48% et 55.2%. Comme le fait de travailler implique déjà une probabilité plus forte d'être en faveur de l'intervention du gouvernement dans le domaine médical, il n'est pas surprenant qu'on retrouve une proportion plus forte pour cette prise de position chez les travailleurs.

TABLEAU 16

Nationalisation de la médecine (Revenu du père)

<u>Zone</u>	<u>Revenu du père</u>	<u>Oui</u>	<u>%</u>	<u>S.O.+ non</u>	<u>%</u>	<u>Total</u>
Province	- 4000.	31	51.7	29	48.3	60
	4-6000.	39	47.0	44	53.0	83
	6-8000.	2	10.5	17	89.5	19
	8000. +	8	20.0	32	80.0	40
Rural	- 4000.	63	65.6	33	34.4	96
	4-6000.	25	55.6	20	44.4	45
	6-8000.	4	28.6	10	71.4	14
	8000. +	8	47.0	9	53.0	17
Montréal	- 4000.	62	60.8	40	39.2	102
	4-6000.	58	45.3	70	54.7	128
	6-8000.	28	49.1	29	50.9	57
	8000. +	29	52.7	26	47.3	55
Toutes zones	- 4000.	156	60.5	102	39.5	258
	4-6000.	122	47.7	134	52.3	256
	6-8000.	34	37.8	56	62.2	90
	8000. +	45	40.2	67	59.8	112
Total:		357	49.9	359	50.1	716

Chi 2 A B (ind. vs dép.) = 21.16 pour 3 d.l. significatif

Chi 2 total = 95.133 pour 23 d.l. significatif

Le tableau 16, qui met en relation le revenu du père



des jeunes avec l'opinion qu'ils ont sur la nationalisation de la médecine, indique clairement que le revenu du père et la zone influencent l'opinion des jeunes sur cette question-là. Ainsi le jeune rural dont le père gagne moins de 4000.00 par année sera plus susceptible de favoriser la nationalisation de la médecine alors que le jeune de province dont le père aura le même revenu privilégiera beaucoup moins cette option, même si le pourcentage reste très élevé: 65.6% en région rurale et 51.6% pour les villes de province. On constate, cependant, que les différences absolues entre les zones ne sont pas très grandes. Il y a une tendance à l'homogénéité d'opinions dans cette catégorie du salaire, la plus basse. On peut donc remarquer que ce sont ceux dont les parents gagnent le moins qui sont le plus favorables à cette mesure. Les jeunes, dont les parents gagnent de 4000.00 à 6000.00, sont majoritairement contre la nationalisation de la médecine à Montréal et en province alors qu'en milieu rural ils sont majoritairement favorables à cette mesure (55.56%). Quant aux deux derniers groupes, ceux dont les parents gagnent entre 6000.00 et 8000.00 et ceux qui gagnent 8000.00 et plus, ce sont parmi eux qu'apparaissent les différences les plus significatives. Pour les deux catégories, les jeunes de province sont favorables à la nationalisation de la médecine dans la proportion de 15.5% alors qu'à Montréal ces mêmes catégories le sont dans une proportion de 51.0%. Comme c'est une



différence qu'on retrouve dans d'autres cas, nous en réservons l'interprétation globale.

Remarques sur notre échantillon.

Nous nous rendons compte par les données de la recherche que notre échantillon n'est pas tout à fait représentatif de la population en ce qui regarde le revenu des pères des jeunes répondants. En effet, même après avoir établi des proportions pour la représentation de Montréal et de province, après avoir fait les calculs nécessaires pour enlever les groupes d'âge des salariés à qui il était impossible d'avoir des enfants de 18 à 21 ans, nous nous sommes rendus compte que notre échantillon d'informateurs n'était pas conforme à la distribution de la population salariée. On notera cependant qu'il ne nous a pas été possible de contrôler la représentativité de notre échantillon pour les trois zones (province-rural-Montréal), parce que les données du recensement de 1961 indiquent seulement les salaires par groupes d'âge à Montréal et en province, le rural étant inclus dans la province.





Contrôle de l'échantillon

Salaires	<u>Distribution réelle</u>			<u>Echantillon</u>		
	% popula- tion pro- vince	% popula- tion Montréal	Total	% popula- tion pro- vince	% popula- tion Montréal	Total
- 4000.	52.5	45.0	48.7	41.7	29.8	36.0
4-6000.	30.0	34.0	32.0	34.2	37.1	35.6
6000. +	17.5	21.0	19.3	24.0	23.1	28.4

L'échantillon montre donc une sous-représentation de 12.7% au niveau des salaires de moins de 4000.00 et une sur-représentation de 9.6% des salaires de 6000.00 et plus et une sur-représentation de 3.6% pour les salaires entre 4000.00 et 6000.00. Deux facteurs peuvent expliquer la sur-représentation des catégories de 4000.00 à 6000.00 (3.6%) et de 6000.00 et plus (9.6%):

- 1) Le recensement de 1961 ne donne que le salaire des individus alors que l'enquête demandait le revenu total.
- 2) Les données du recensement datant de 1961 et l'enquête ayant été conduite en 1964, il faut souligner que 4000.00 en 1964 ne valaient que 3,766.00 en 1961 et que 6000.00 en 1964 ne valaient que 5,649.00 en 1961. Ainsi cette baisse de 6% de la valeur de l'argent peut expliquer l'écart de l'échantillon par rapport à la distribution des salaires en 1961. Ces deux facteurs peuvent expliquer que notre échantillon est sensiblement représentatif.



TABLEAU 17

Nationalisation de la médecine (scolarité).

<u>Zone</u>	<u>Scolarité</u>	<u>Oui</u>	<u>%</u>	<u>S.O.+ non</u>	<u>%</u>	<u>Total</u>
Province	- 10	25	69.4	11	30.6	36
	+ 10	66	35.5	120	64.5	186
Rural	- 10	44	80.0	11	20.0	55
	+ 10	66	50.8	64	49.2	130
Montréal	- 10	45	69.2	20	30.8	65
	+ 10	160	48.3	171	51.7	331.
Toutes zones	- 10	114	73.1	42	26.9	156
	+ 10	292	45.1	355	54.9	647
Total:		406	50.6	397	49.4	803

Chi 2 A B (ind. vs dép.) = 38.1 pour 1 d.l. significatif

Chi 2 total = 75.6 pour 11 d.l. significatif

Chi 2 A B C (3 dimensions) = 7.0 pour 2 d.l. significatif

Le tableau montre qu'il y a une corrélation positive entre le fait de favoriser la nationalisation de la médecine et celui d'avoir au moins 9 ans de scolarité. En effet, pour l'ensemble des zones 72% de ceux qui ont moins de dix ans de scolarité sont favorables à la nationalisation de la médecine, tandis que seulement 45% de ceux qui ont dix ans et plus de scolarité favorisent cette option. Le même phénomène se produit à l'intérieur de chaque zone. Et, encore une fois, les jeunes de milieu rural ayant moins de 10 ans de scolarité sont les plus susceptibles



d'opter pour cette mesure (80%), tandis que les jeunes de Montréal et de province ne le feront qu'à 69% de leurs effectifs. Cette tendance marquée du milieu rural à opter pour l'intervention gouvernementale peut s'expliquer par le fait que 29.9% des jeunes ruraux de notre échantillon ont moins de dix ans de scolarité alors que dans les deux autres zones, il n'y en a que 16%, ce qui a tendance à valider notre échantillon, le taux de scolarisation en milieu rural étant moins élevé que dans les autres zones. Nous pouvons donc dire que les jeunes de 18 à 21 ans ayant moins de dix années de scolarité ont 70% à 80% de chances d'être pour la nationalisation de la médecine tandis que de 35% à 45% de ceux qui ont plus de dix ans de scolarité ont des chances de l'être.

Encore ici l'interaction des trois variables est significative.

TABLEAU 18

Nationalisation de la médecine (parti politique).

<u>Zone</u>	<u>Parti Politique</u>	<u>Oui</u>	<u>%</u>	<u>S.O.+ non</u>	<u>%</u>	<u>Total</u>
	Un.Nationale	53	50.5	52	49.5	105
	Libéral	163	45.9	192	54.1	355
Toutes zones	Crédit Social	20	50.0	20	50.0	40
	R. I. N.	27	51.9	25	48.1	52
	S. O.	<u>120</u>	<u>57.7</u>	<u>88</u>	<u>42.3</u>	<u>208</u>
Total:		383	50.4	377	49.6	760





Chi 2 A B (ind. vs dép.) = 7.37 pour 4 d.l. non significatif

Chi 2 total = 80.28 pour 29 d.l. significatif

Dans le tableau 18, nous plaçons en relation le fait de favoriser un parti politique et la nationalisation de la médecine. Certaines différences significatives apparaissent à l'intérieur des zones mais non entre les zones. Cependant, ces différences n'ont de signification que du point de vue analytique puisque, statistiquement parlant, le nombre des valeurs attendues est trop restreint pour certaines catégories. A la lecture des données, on voit qu'en province il n'y a que 20% des Rinistes et 30% des Créditistes qui favorisent la mesure alors que ceux qui n'ont pas choisi un parti politique sont favorables dans la proportion de 54.3%. Au contraire, en milieu rural, ce sont justement les sans opinion politique qui favorisent le moins l'intervention gouvernementale en ce domaine (51.1%) tandis que les rinistes sont ceux qui y croient davantage. Chez les jeunes de Montréal, les partisans du parti libéral (42.7%) et du Crédit social (45.4%) sont proportionnellement beaucoup moins favorables à la nationalisation que ne le sont les sans opinion politique. Ces chiffres nous montrent qu'un parti peut signifier beaucoup de choses contradictoires pour l'ensemble du pays tout en signifiant quelque chose de bien déterminé pour une seule région. Ce qui indique aussi qu'il n'existe guère un ensemble d'idées cohérentes guidant la majorité des partis ans d'un parti relativement à une question précise. Les



partis peuvent recevoir des votes de la part d'individus dont les idées peuvent être tout à fait contradictoires.

Cette hypothèse-peut être étayée en comparant les résultats globaux pour l'ensemble des zones. Que les jeunes de 18 à 21 ans votent pour l'Union nationale, le parti libéral, le R.I.N. ou le Crédit social, leurs attitudes à l'égard de la nationalisation de la médecine ne présente aucune différence significative; aucun des groupes n'a une proportion supérieure à 51%. Cette homogénéité d'opinion entre des partis censément très différents nous amène à ce dilemme: ou bien les partis ne diffèrent pas, ou bien les partis à tendance socialisante n'attirent pas les jeunes les plus socialisants. Ainsi en est-il du R.I.N. et du parti libéral qui ne comptent pas plus de partisans en faveur de la nationalisation de la médecine que n'en comptent l'Union Nationale et le Crédit social, partis censément plus conservateurs. Il se peut que les jeunes tiennent moins compte du contenu du programme d'un parti que des chefs et des membres du parti pour qui ils votent à une époque donnée, dans une région donnée.



TABEAU 19

Nationalisation de la médecine (sécurité sociale).

<u>Zone</u>	<u>Sécurité sociale</u>	<u>Oui</u>	<u>%</u>	<u>S.O.+ non</u>	<u>%</u>	<u>Total</u>
Province	oui	79	40.7	115	59.3	194
	non + s.o.	12	42.9	16	57.1	28
Rural	oui	97	62.2	59	37.8	156
	non + s.o.	13	44.8	16	55.2	29
Montréal	oui					
	non + s.o.	189	53.2	166	46.8	355
Toutes zones	oui					
	non + s.o.	41	41.4	58	58.6	99
Total:		406	50.5	398	49.5	804

Chi 2 A B (ind. vs dép.) = 3.3 pour 1 d.l. tendance à signification

Chi 2 total = 23.0 pour 11 d.l. significatif

Pour vérifier le degré de cohérence des attitudes des jeunes en matière d'intervention gouvernementale, nous avons mis en relation deux questions touchant l'intervention gouvernementale: la médecine et la sécurité sociale. Les résultats de tests statistiques montrent qu'il n'y a qu'une tendance à y avoir une corrélation positive entre les deux options pour l'ensemble des zones, alors qu'à l'intérieur de certaines zones, les résultats n'indiquent aucune liaison entre les deux variables. Les jeunes de province favorisant la sécurité sociale étatique sont proportionnellement moins nombreux (40.7%) que ceux qui ne veulent pas de la





nationalisation de la médecine (42.8%). En milieu rural et à Montréal, cependant, la corrélation est positive entre les variables.

Nous avons aussi mis en corrélation la question de la nationalisation de la médecine avec le nombre d'enfants que les jeunes interviewés pensent avoir. Le nombre trop restreint de cas dans la catégorie de plus de six enfants nous invite à la prudence dans nos interprétations. On peut cependant dire que ceux qui pensent avoir plus de six enfants sont plus en faveur de la nationalisation de la médecine à Montréal (63.6%) et en milieu rural (70.0%) alors qu'en province les jeunes qui désirent avoir plus de six enfants sont le moins en faveur de la nationalisation (28.5% contre 45.9% et 39.2% pour les autres catégories).

Pour l'ensemble des zones, le test statistique ne nous permet pas d'affirmer qu'il y ait relation entre l'attitude à l'égard de la nationalisation de la médecine et le nombre d'enfants que les jeunes désirent. Cependant, si l'on considère toutes les zones, il semble que ceux qui veulent le plus d'enfants aient tendance à favoriser la nationalisation.

Nous avons voulu savoir si les parents des répondants étaient d'accord ou pas sur le nombre d'enfants qu'ils pensaient avoir après leur mariage. Pour fins d'analyse, nous nous sommes



demandés si le fait d'être en désaccord avec leurs parents à ce sujet, influait sur l'opinion qu'ont les jeunes au sujet de la nationalisation de la médecine. Nous avons trouvé que ce facteur ne joue pas puisque 47.6% seulement des jeunes dont les parents sont en désaccord avec eux favorisent la nationalisation de la médecine alors que 50.6% de l'autre catégorie font de même. Il n'y a donc pas nécessairement opposition systématique entre les générations.



## CHAPITRE II

### Possibilité de corriger les injustices

"Croyez-vous qu'il est possible de corriger les injustices ?" Telle est la question que nous avons posée à nos jeunes répondants et que nous mettons en relation avec certaines autres variables.

TABEAU 20

(Injustice vs zone)

<u>Zone</u>	<u>Oui</u>	<u>%</u>	<u>S.O.+ non</u>	<u>%</u>	<u>Total</u>
Province	156	70.3	66	29.7	222
Rural	131	70.8	54	29.2	185
Montréal	296	74.7	100	25.3	396
Toutes zones	583	72.6	220	27.4	803

Dans l'ensemble, comme on le voit au tableau 20, la majorité des répondants croient qu'il est possible de corriger les injustices puisque 72.6% d'entre eux l'affirment (583/803). Cependant, les jeunes de Montréal ont tendance à être légèrement plus optimistes que ceux des autres zones; 74.7% contre 70.2% pour la province et 70.8% pour le rural. La différence n'est pas statistiquement significative.





TABLEAU 21

(Injustice vs scolarité)

<u>Zone</u>	<u>Scolarité</u>	<u>Corriger les injustices</u>				<u>Total</u>
		<u>Oui</u>	<u>%</u>	<u>S.O.+ non</u>	<u>%</u>	
Province	- 10	28	77.8	8	22.2	36
	+ 10	128	68.8	58	31.2	186
Rural	- 10	38	69.1	17	30.9	55
	+ 10	93	71.5	37	28.5	130
Montréal	- 10	54	83.1	11	16.9	65
	+ 10	242	73.1	89	26.9	331

Chi 2 A B (ind. vs dép.) = 1.55 pour 1 d.l. non significatif

Chi 2 total = 21.76 pour 11 d.l. significatif.

Le tableau montre qu'il y a une corrélation effective entre la possibilité de corriger les injustices et chacune des zones. Pour les jeunes de Montréal (83.0% contre 73.2%) et de province (77.7% contre 68.8%) on croit plus facilement que les injustices peuvent être corrigées si l'on a neuf ans de scolarité ou moins que si l'on en a dix ans ou plus. En milieu rural ceux qui croient qu'on peut corriger les injustices sont légèrement plus nombreux dans la catégorie de dix ans et plus (71.5% contre 69.0%).



TABLEAU 22

(Injustice vs revenu du père)

<u>Zone</u>	<u>Revenu du père</u>	<u>Corriger les injustices</u>				<u>Total</u>
		<u>Oui</u>	<u>%</u>	<u>S.O.+ non</u>	<u>%</u>	
Province	-4000.	41	68.3	19	31.7	60
	4-6000.	65	78.3	18	21.7	83
	6-8000.	13	68.4	6	31.6	19
	8000.+	26	65.0	14	35.0	40
Rural	-4000.	64	66.7	32	33.3	96
	4-6000.	32	71.1	13	28.9	45
	6-8000.	12	85.7	2	14.3	14
	8000. +	11	64.7	6	35.3	17
Montréal	- 4000.	80	78.4	22	21.6	102
	4-6000.	93	72.7	35	27.3	128
	6-8000.	37	64.9	20	35.1	57
	8000. +	39	70.9	16	29.1	55
Total		513	71.6	203	28.4	716

Chi 2 A B (Ind. vs dép.) = 1.96 pour 3 d.l. non significatif

Chi 2 total = 55.84 pour 23 d.l. significatif

Le revenu du père a lui aussi tendance à influencer les attitudes des jeunes mais à l'intérieur de chacune des zones et non dans l'ensemble des zones. Ainsi le jeune de province dont le père a un revenu annuel de 8000.00 aura une probabilité de .65 de croire qu'il y a possibilité de corriger les injustices alors que ceux du milieu rural et de Montréal auront respectivement une probabilité de .64 et de .70. Les jeunes du milieu rural dont le revenu du père se situe dans la catégorie de 6000.00 à 8000.00 y



croient dans une proportion de 85.7% alors qu'on en trouve que 68.4% en province et 64.9% à Montréal. Quant à ceux dont le revenu du père est de moins de 4000.00 la plus forte proportion de ceux qui croient qu'on peut corriger les injustices se retrouve chez les jeunes de Montréal 78.4% et la plus faible en milieu rural 66.7%.

TABEAU 23

(Injustice vs parti politique)

<u>Zone</u>	<u>Parti po- litique</u>	<u>Oui</u>	<u>%</u>	<u>S.O.+ non</u>	<u>%</u>	<u>Total</u>
Province	U. N.	20	66.7	10	33.3	30
	Libéral	77	77.8	22	22.2	99
	C.social	12	75.0	4	25.0	16
	R. I. N.	5	50.0	5	50.0	10
	S. op.	35	63.6	20	36.4	55
Rural	U. N.	33	76.7	10	23.3	43
	C.social	10	76.9	3	23.1	13
	R.I.N.	1	25.0	3	75.0	4
	Libéral	56	73.7	20	26.3	76
	S. op.	27	62.8	16	37.2	43
Montréal	U.N.	24	75.0	8	25.0	32
	Libéral	135	75.0	45	22.0	180
	C.social	10	90.9	1	9.1	11
	R.I.N.	27	71.1	11	28.9	38
	S. op.	81	73.6	29	26.4	110
Toutes zones	U. N.	77	73.3	28	26.7	105
	Libéral	268	75.5	87	24.5	355
	C.social	32	80.0	8	20.0	40
	R.I.N.	33	63.5	19	36.5	52
	S. op.	143	68.8	65	31.2	208
Total		553	72.8	207	27.2	760

Chi 2 A B (ind. vs dép.) = 6.37 pour 4 d.l. non significatif

Chi 2 total = 55.52 pour 29 d.l. significatif





Le tableau 23 tend lui aussi à indiquer des différences significatives entre le fait de penser qu'on peut corriger les injustices et le choix d'un parti politique. Cependant un nombre trop restreint de cas dans les non et les sans opinion parmi les partisans de certains partis nous invitent à la prudence dans l'interprétation des données. A partir des données que nous avons en mains, il appert que ce sont les partisans R.I.N. qui croient le moins en la possibilité de corriger les injustices. Il est très curieux que ce soit chez les partisans du parti politique qui est le plus ouvertement en faveur de corriger les injustices envers les Canadiens français dont les partisans semblent le moins croire à cette possibilité théorique. A moins que les répondants aient exclus cette possibilité à l'intérieur de la Confédération ou qu'ils croient à la violence pour corriger les injustices.



TABLEAU 24

(Injustice vs départ)

<u>Zone</u>	<u>Partirai</u>	<u>Oui</u>	<u>%</u>	<u>S.O.+ non</u>	<u>%</u>	<u>Total</u>
Province	oui					
	non + s.o.	105	66.0	54	34.0	159
		51	80.9	12	19.1	63
Rural	oui	94	67.6	45	32.4	139
	non + s.o.	37	80.4	9	19.6	46
Montréal	oui	90	72.0	35	28.0	125
	non + s.o.	207	76.1	65	23.9	272
Toutes zones	oui	289	68.3	134	31.7	423
	non + s.o.	295	77.4	86	22.6	381
Total:		584	72.6	220	27.4	804

Chi 2 A B (ind. vs dép.) = 79.11 pour 1 d.l. significatif

Le fait pour les jeunes de penser qu'ils vont quitter l'endroit qu'ils habitaient au moment de l'enquête les influence dans leur opinion au sujet de la possibilité de corriger les injustices. Cette variable a une influence tant dans l'ensemble des zones qu'à l'intérieur de chaque zone. En effet, ceux qui veulent partir sont ceux qui proportionnellement pensent moins qu'on peut corriger les injustices (66.3% contre 77.4%). Les proportions varient cependant d'une zone à l'autre, particulièrement entre les jeunes de Montréal (76.1%) et les autres catégories (66.0% et 67.6%). C'est à Montréal que l'écart entre les deux attitudes est moindre (72.0% et 76.1%); en province,



l'écart est de 15% et 13.5% en milieu rural.

Si les jeunes de province et du milieu rural croient qu'ils devront quitter l'endroit qu'ils habitent présentement, c'est qu'ils croient qu'ils auront plus de chances de réussir à Montréal ou ailleurs. Croient-ils que les injustices ont plus de chances d'être corrigées à Montréal qu'en province ou en milieu rural ? Est-ce pour les mêmes raisons, mais en sens inverse, que les jeunes qui croient qu'ils vont quitter Montréal croient aussi que les injustices ont plus de chances d'être corrigées là où ils seront plus tard. Si l'on peut penser que les jeunes de province et du milieu rural croient qu'ils habiteront Montréal, on n'a indication où les jeunes de Montréal habiteront s'ils croient devoir un jour quitter Montréal.





TABLEAU 25

(Injustice vs indépendance)

<u>Zone</u>	<u>Québec  indép.</u>	<u>Oui</u>	<u>%</u>	<u>S.O.+ non</u>	<u>%</u>	<u>Total</u>
Province	oui	66	72.5	25	27.5	91
	non	75	68.8	34	31.2	109
	s.op.	15	68.2	7	31.8	22
Rural	oui	81	71.7	32	28.3	113
	non	36	65.5	19	34.5	55
	s.op.	14	82.4	3	17.6	17
Montréal	oui	178	75.1	59	24.9	237
	non	97	74.6	33	25.4	130
	s.op.	22	73.3	8	26.7	30
Toutes zones	oui	325	73.7	116	26.3	441
	non	208	70.7	86	29.3	294
	s.op.	51	73.9	18	26.1	69
Total:		584	72.6	220	27.4	804

Chi 2 A B (ind. vs dép.) = 6.37 pour 4 d.l. non significatif

Chi 2 total = 55.52 pour 29 d.l. significatif

Les répondants qui croient que le Québec sera indépendant ont légèrement plus tendance à croire que les injustices peuvent être corrigées s'ils habitent les villes de province (72.5% contre 68.8% et 68.1%) ou Montréal (75.1% contre 74.6% et 73.3%). En milieu rural, ce sont les jeunes sans opinion au sujet du Québec de demain qui croient davantage que les injustices peuvent être corrigées (82.3% contre 71.6% et 65.4%). Pour l'ensemble des zones, les différences entre les proportions sont



trop minces pour qu'il soit possible de dire qu'il y a liaison entre ces deux variables.

TABLEAU 26

(Injustice vs Nationalisation de la médecine)

Zone	National. médecine	<u>Corriger les injustices</u>				<u>Total</u>
		<u>Oui</u>	<u>%</u>	<u>S.O.+ non</u>	<u>%</u>	
Province	oui	66	72.5	25	27.5	91
	non + s.o.	90	68.7	41	31.3	131
Rural	oui	82	74.5	28	25.5	110
	non + s.o.	49	65.3	26	34.7	75
Montréal	oui	155	75.6	50	24.4	205
	non + s.o.	142	74.0	50	26.0	192
Toutes zones	oui	303	74.6	103	25.4	406
	non + s.o.	<u>281</u>	<u>70.6</u>	<u>117</u>	<u>29.4</u>	<u>398</u>
Total:		584	72.6	220	27.4	804

Chi total 18.4 pour 11 d.l. tendance à la signification

Chi AB (ind. vs dép.) 1.4 pour 1 d.l. non significatif

Ce tableau montre que les jeunes de 18 à 21 ans, de quelque zone qu'ils soient, ont tendance à croire davantage que les injustices peuvent être corrigées s'ils favorisent la nationalisation de la médecine. Cependant, c'est à Montréal que cette interaction joue le moins puisque les non et les sans opinion au sujet de la nationalisation de la médecine croient proportionnellement plus à la possibilité de corriger les injustices que ne le



font les jeunes qui croient aux deux possibilités en province (74.0% contre 72.5%). Ce qui indique qu'il y a simplement tendance à une corrélation positive entre les deux variables et à l'intérieur de certaines zones.

TABLEAU 27

(Injustice vs nombre d'enfants)

<u>Zone</u>	<u>Nombre enfants</u>	<u>Corriger les injustices</u>				<u>Total</u>
		<u>Oui</u>	<u>%</u>	<u>S.O.+ non</u>	<u>%</u>	
Province	- 3	58	66.7	29	33.3	87
	4-6	90	72.0	35	28.0	125
	6 +	5	71.4	2	28.6	7
Rural	- 3	34	72.3	13	27.7	47
	4-6	87	68.5	40	31.5	127
	6 +	10	100.0	0	00.0	10
Montréal	- 3	138	75.0	46	25.0	184
	4-6	146	74.5	50	25.5	196
	6 +	8	72.7	3	27.3	11
Toutes zones	- 3	730	72.3	88	27.7	318
	4-6	323	72.1	125	27.9	448
	6 +	23	82.1	5	17.9	28
Total:		576	72.5	218	27.5	794

Chi 2 total = 34.5 par 17 d.l. significatif mais cas manquent

Chi AB (ind. vs dép.) = 1.3 pour d.l. non significatif

Le tableau 27 montre qu'au niveau de toutes les zones, nous ne pouvons formuler de conclusions générales positives même si les jeunes qui pensent avoir plus de six enfants croient davantage qu'on peut corriger les injustices (82.1%





contre 72.3% et 72.1%). Cette différence marquée n'est pas significative pour l'ensemble des zones parce qu'en province et à Montréal les jeunes de cette même catégorie ne se placent pas dans un pourcentage aussi élevé que ceux du milieu rural. En fait, une catégorie n'est pas suffisamment nombreuse pour satisfaire aux exigences du Chi 2.

Pour ce qui est des variables mises en corrélation avec le fait de croire en la possibilité de corriger les injustices, rien n'indique qu'elles soient reliées. Ainsi, ni le sexe, ni le statut marital, ni l'emploi des répondants, n'ont d'influence décelable sur leurs attitudes à l'égard des injustices. Aussi ne trouvons-nous pas aucune corrélation positive entre ces variables indépendantes et la variable dépendante, que ce soit à l'intérieur de chacune des zones ou pour l'ensemble des zones. En ce qui concerne l'interaction entre ceux qui favorisent l'intervention gouvernementale en matière de sécurité sociale et la correction des injustices la même chose se produit: rien n'indique de relation de cause à effet entre les deux variables. Tout au plus peut-on dire qu'une tendance, à l'effet que les trois variables s'influencent réciproquement, semble se dessiner. Enfin, l'accord ou le désaccord des parents sur le nombre d'enfants que les répondants pensent avoir



n'implique aucune conséquence sur les attitudes de ceux-ci au sujet de la possibilité de corriger les injustices.

Il n'en reste pas moins que globalement les répondants croient dans une proportion de 72.6% qu'on peut corriger les injustices. Ce résultat indique que si la société pouvait être qualifiée de fataliste, ce n'est plus vrai des jeunes de 18 à 21 ans, interrogés en 1964. La même question, posée en France, en 1958, ne donnait des réponses affirmatives, pour les jeunes de 18 à 30 ans, que dans une proportion de 63%. (Françoise Giraud. "La Nouvelle Vague" Paris p. 337).



C H A P I T R E 111

L'identification ethnique

Nous avons demandé à tous les répondants (tous francophones québécois):

"Vous considérez-vous

- d'abord comme Canadien "tout court" ?

d'abord comme Canadien français ?

- seulement comme Canadien ?

- seulement comme Canadien français ?

- sans opinion ? "

Les questions se placent sur un continuum qui va du "seulement Canadien français au Canadien "tout court".

TABLEAU 28

(Identification ethnique vs zone)

<u>Zone</u>	<u>Seulement</u> <u>C. F.</u>		<u>d'abord</u> <u>C. F.</u>		<u>Seulement</u> <u>Canadien</u>		<u>d'abord</u> <u>Canadien</u>		<u>Total</u>
	<u>No.</u>	<u>%</u>	<u>No.</u>	<u>%</u>	<u>No.</u>	<u>%</u>	<u>No.</u>	<u>%</u>	
Province	29	13.3	128	58.7	32	14.7	29	13.3	218
Rural	44	24.4	96	53.3	26	14.7	14	7.8	180
Montréal	86	21.9	220	56.1	27	6.9	58	14.8	392
Toutes zones	159	20.1	444	56.2	85	10.8	101	12.8	790

Chi 2 BC (dép. vs zone) = 24.5 pour 8 d.l. signification





Le tableau 28 montre que les deux premières réponses, celles qui privilégient le groupe canadien-français, sont le plus souvent choisies; 76% des répondants se définissent uniquement ou d'abord comme Canadien français. La réponse la plus nationale (comme Canadien français seulement) reçoit beaucoup moins d'adhésions que la seconde (d'abord comme Canadien français) (20.1% contre 56.2%). Ceux qui choisissent la première option sont plus nombreux dans le rural et à Montréal (24.4% et 21.9%) qu'en province (13.3%).

Les trois zones répondent à peu près dans la même proportion à la deuxième option (58.7% prov., 53.3% rural et 56.1% à Montréal).

Il n'en reste pas moins que 23% des jeunes de notre échantillon se définissent tous privilégier de leur appartenance au groupe Canadien-français (les deux dernières options étant mises ensemble). C'est en province que nous retrouvons la plus forte proportion (28%) tandis que les jeunes ruraux et Montréalais sont à peu près également représentés. (22%).

Enfin, pour ce qui est de l'option la moins nationale (Canadien "tout court"), on la retrouve moins souvent à Montréal (6.9%) qu'à l'extérieur de Montréal (14.5%).



TABLEAU 29

(Identification vs sexe, toutes zones).

<u>Zone</u>	<u>Sexe</u>	<u>Seulement</u> <u>C. F.</u>		<u>d'abord</u> <u>C. F.</u>		<u>Seulement</u> <u>Canadien</u>		<u>d'abord</u> <u>Canadien</u>		<u>Total</u>
		<u>No.</u>	<u>%</u>	<u>No.</u>	<u>%</u>	<u>No.</u>	<u>%</u>	<u>No.</u>	<u>%</u>	
<u>Toutes</u> <u>zones</u>	Masc.	94	21.4	236	53.8	45	10.3	64	14.6	439
	Fém.	65	18.5	208	59.3	40	11.4	37	10.5	351

Chi 2 non significatif.

TABLEAU 30

(Identification vs sexe, par zone)

<u>Zone</u>	<u>Sexe</u>	<u>Seulement</u> <u>C. F.</u>		<u>d'abord</u> <u>C. F.</u>		<u>Seulement</u> <u>Canadien</u>		<u>d'abord</u> <u>Canadien</u>		<u>Total</u>
		<u>No.</u>	<u>%</u>	<u>No.</u>	<u>%</u>	<u>No.</u>	<u>%</u>	<u>No.</u>	<u>%</u>	
Prov.	M.	18	13.4	77	57.5	19	14.2	20	14.9	134
	F.	11	13.1	51	60.7	13	15.5	9	10.7	84
Rural	M.	23	24.2	54	56.8	13	13.7	5	5.3	95
	F.	21	24.7	42	49.4	13	15.3	9	10.6	85
Mont.	M.	53	25.2	105	50.0	13	6.2	39	18.6	210
	F.	33	18.1	115	63.2	14	7.7	19	10.4	182

Total: 790

Chi2 total = 43.9 pour 29 d.l. significatif.

Si, lorsque nous envisageons les résultats pour toutes les zones, aucune tendance particulière ne se dégage, nous en trouvons lorsque nous analysons les résultats zone par zone.



C'est ainsi que parmi ceux qui choisissent la réponse la plus nationale, les garçons de Montréal sont légèrement plus nombreux (25.3%) que les filles (18.1%). D'autre part, à l'extérieur de Montréal, les jeunes ruraux choisissent aussi nombreux l'option nationale que les garçons de Montréal, soit 24.2%, alors que les jeunes de province ne la choisissent que dans la proportion de 13.1%.

Ce sont aussi les garçons de Montréal qui se définissent le plus souvent comme "canadien tout court" (18.6%), alors que les filles de Montréal sont celles qui se présentent en plus grand nombre comme Canadiennes françaises d'abord (63.2%). Lorsque nous groupons ceux qui privilégient le groupe Canadien-français, les filles de Montréal sont les plus nombreuses (81.3% contre 75.2% chez les garçons) et les garçons du rural (81.0% contre 74.1% chez les filles) sont légèrement plus nombreux tandis que les jeunes de province y sont sous-représentés.





TABLEAU 31

(Identification ethnique & emploi)

<u>Zone</u>	<u>Emploi</u>	<u>Seulement</u> <u>C. F.</u>		<u>d'abord</u> <u>C. F.</u>		<u>Seulement</u> <u>Canadien</u>		<u>d'abord</u> <u>Canadien</u>		<u>Total</u>
		No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	
Province	Etud.	19	9.8	65	57.5	18	15.9	19	16.8	113
	Trav.	18	17.3	62	59.6	14	13.5	10	9.6	104
Rural	Etud.	13	20.0	34	52.3	10	15.4	8	12.3	65
	Trav.	31	26.9	62	53.9	16	13.9	6	5.2	115
Montréal	Etud.	41	23.4	101	57.7	8	4.6	25	14.3	175
	Trav.	45	20.9	117	54.4	19	8.8	33	15.3	215
Total:										787

Y 2 total 47.7 pour 29 d.l. significatif.

Le tableau 31 montre que pour l'ensemble des zones, l'emploi n'implique pas de différences sensibles dans la conception que les jeunes Canadiens français se font de leur identification ethnique. C'est au niveau des zones seulement que nous percevons quelques différences d'identification. Ainsi, alors qu'à Montréal les étudiants et les travailleurs se définissent comme canadiens tout court dans une proportion à peu près égale (14.7% et 15.4%), les étudiants de province et de milieu rural (16.8% et 12.3%) sont presque deux fois plus nombreux que les travailleurs dans cette catégorie (9.6% et 5.2%). D'autre part, les jeunes travailleurs sont proportionnellement plus nombreux à se définir comme "Canadiens français seulement" en province



(17.3% contre 9.7%) et en milieu rural (26.9% contre 20%); l'inverse se produit à Montréal (23.4% d'étudiants contre 20.9%). Ce que nous venons d'affirmer demeure vrai lorsque nous additionnons les définitions canadiennes-françaises. En somme, l'emploi comme tel n'indique pas de différences chez un groupe particulier pour l'ensemble des données. Ce n'est qu'à l'intérieur de deux zones que le fait d'être étudiant ou travailleur indique certaines tendances déterminantes à l'égard d'une identification ethnique particulière.

TABLEAU 32

(Identification ethnique vs scolarité (toutes zones))

<u>Zone</u>	<u>Scolarité</u>	<u>Seulement</u>		<u>d'abord</u>		<u>Seulement</u>		<u>D'abord</u>		<u>Total</u>
		<u>C. F.</u>		<u>C. F.</u>		<u>Canadien</u>		<u>Canadien</u>		
		<u>No.</u>	<u>%</u>	<u>No.</u>	<u>%</u>	<u>No.</u>	<u>%</u>	<u>No.</u>	<u>%</u>	
<u>Toutes</u>	- 10	45	29.4	73	47.7	18	11.8	17	11.1	153
<u>zones</u>	+ 10	115	18.1	370	58.1	67	10.5	84	13.2	637
<u>Total:</u>		160	20.3	443	56.1	85	10.8	101	12.8	790

Chi 2 AB = 11.1 pour d.l. significatif



TABLEAU 33

(Identification ethnique vs scolarité (chaque zone))

<u>Zone</u>	<u>Scolarité</u>	<u>Seulement</u> <u>C. F.</u>		<u>d'abord</u> <u>C. F.</u>		<u>Seulement</u> <u>Canadien</u>		<u>d'abord</u> <u>Canadien</u>		<u>Total</u>
		<u>No.</u>	<u>%</u>	<u>No.</u>	<u>%</u>	<u>No.</u>	<u>%</u>	<u>No.</u>	<u>%</u>	
Province	- 10	7	19.5	18	50.0	5	13.9	6	16.7	36
	+ 10	22	12.1	110	60.4	27	14.8	23	12.6	182
Rural	- 10	19	35.8	25	47.2	7	13.2	2	3.8	53
	+ 10	25	19.7	71	55.9	19	14.9	12	9.4	122
Montréal	- 10	19	29.7	30	46.9	6	9.4	9	14.1	64
	+ 10	68	20.7	189	57.6	21	6.4	49	14.9	<u>328</u>
Total:										790

Chi 2 total = 57.1 pour 29 d.l. significatif

Dans l'ensemble, le niveau de scolarité fait ressortir des différences dans les proportions au niveau des identifications au groupe canadien-français. C'est ainsi que les jeunes qui ont dix ans ou plus de scolarité sont davantage portés à se considérer d'abord comme canadiens-français (58.1% contre 47.7%) alors que les moins instruits sont proportionnellement plus nombreux lorsqu'il s'agit de se définir seulement comme canadien-français (29.4 contre 18.1%) (Voir tableau 32). Ce qui est vrai de l'ensemble des zones l'est aussi dans chaque zone mais avec des variations propres à chacune. Parmi ceux qui optent pour l'identification "canadienne-française d'abord", ce sont les jeunes ruraux et Montréalais dont la scolarité est la moins élevée qui ont les moins fortes proportions





(47.2% et 46.9%). D'autre part ces mêmes jeunes du milieu rural sont ceux qui sont les plus attirés par la définition la plus nationale (35.8%) (Voir tableau 33).

Si les définitions nationales (seulement et d'abord Canadien français) sont mises ensemble, on voit clairement que les jeunes ruraux ayant neuf ans ou moins de scolarité sont le plus favorables à l'option canadienne-française (83% contre 75.6% pour les dix ans et plus de scolarité). Chez les jeunes de province (69.4% contre 72.5%) et ceux de Montréal (76.6% contre 78.3%) les proportions sont renversées mais les écarts entre les deux catégories sont diminués. Ce qui signifie que la scolarité a une influence contradictoire et non déterminante lorsque les jeunes se définissent par rapport à l'une ou l'autre possibilité de définition nationale. Encore une fois, on constate que la scolarité est liée à la zone, qui, elle aussi est liée à la définition ethnique.



TABEAU 34

(Identification vs parti politique)

<u>Zone</u>	<u>Parti</u>	<u>Seulement C. F.</u>		<u>d'abord C. F.</u>		<u>Seulement Canadien</u>		<u>d'abord Canadien</u>		<u>Seul. &amp; d'abord C. F.</u>		<u>Seul. &amp; d'abord Canadien</u>		<u>Total</u>
		<u>No.</u>	<u>%</u>	<u>No.</u>	<u>%</u>	<u>No.</u>	<u>%</u>	<u>No.</u>	<u>%</u>	<u>No.</u>	<u>%</u>	<u>No.</u>	<u>%</u>	
<u>Toutes zones</u>	U. N.	26	24.8	56	53.3	14	13.3	9	8.6	82	78.1	23	21.9	105
	Libéral	55	15.6	214	60.6	33	9.3	50	14.2	269	76.2	83	23.8	353
	Cr. Social	7	17.9	17	43.6	6	15.4	9	23.1	24	61.5	15	38.5	39
	R. I. N.	23	44.2	24	46.2	3	5.8	2	3.8	47	90.4	5	9.6	52
	Sans op.	39	19.6	112	56.3	24	12.1	24	12.1	151	75.9	48	24.1	199
	Total:	150	20.1	423	56.5	80	10.7	94	12.6	573	76.6	174	23.4	748

Chi 2 AB (ind. vs dép.) = 36.72 pour 16 d.l. significatif



Le tableau 34 montre que l'identification ethnique prend une allure différente selon le parti politique pour lequel les répondants voteraient. Ces différences viennent surtout des fortes divergences d'identification chez les adeptes du R.I.N. et du Crédit Social. En effet, alors que les sans opinion, les partisans de l'Union Nationale et du parti libéral s'identifient au groupe canadien-français dans une proportion de 76.0% à 78.0%, ceux du Crédit Social ne le font que dans une proportion de 61.5%. D'autre part, les partisans du R.I.N. font des options les plus nationales (90.4%).

Ces différences s'expliquent assez facilement. D'une part, le Crédit Social est un parti fédéral qui pense que la partie politique se joue à Ottawa. Les chefs se sont toujours définis comme Canadiens français et Canadiens tout en défendant vigoureusement la Confédération et les droits des Canadiens français à Ottawa; ils ont fait la lutte aux séparatistes en prêchant la possibilité de bonne entente entre les deux principaux groupes ethniques. Aussi est-ce normal que les partisans du Crédit Social ne s'identifient pas autant au groupe Canadien-français que les autres partis.

D'autre part, les Rinistes sont beaucoup plus nombreux que ceux des autres partis à s'identifier presque exclusivement





au groupe canadien-français. Un parti qui prône l'indépendance du Québec en se fondant sur la nation canadienne-française et en dénonçant le colonialisme anglo-canadien au Québec ne peut faire autrement que d'attirer les plus nationaux des jeunes.

Le statut marital et le revenu des pères des répondants n'ont aucune influence sur les définitions ethniques des répondants. Il semble bien qu'encore ici la conscience nationale franchit les barrières que les différences de revenu auraient pu créer. La conscience nationale semble plus forte que la conscience de classe.



TABEAU 35

(Identification ethnique vs terrorisme)

<u>Zone</u>	<u>F. L. Q.</u>	<u>Seulement C. F.</u>		<u>d'abord C. F.</u>		<u>Seulement Canadien</u>		<u>d'abord Canadien</u>		<u>Seul. &amp; d'abord C. F.</u>		<u>Seul. &amp; d'abord Canadien</u>		<u>Total</u>
		<u>No.</u>	<u>%</u>	<u>No.</u>	<u>%</u>	<u>No.</u>	<u>%</u>	<u>No.</u>	<u>%</u>	<u>No.</u>	<u>%</u>	<u>No.</u>	<u>%</u>	
<u>Toutes</u>	Pas au courant	28	25.5	51	46.4	16	14.5	15	13.6	79	71.9	31	28.1	110
<u>zones</u>	Défavorable très défavor.	77	16.3	270	57.3	56	11.9	68	14.4	347	73.6	124	26.4	471
	Favorable	35	29.9	67	57.3	5	4.3	10	8.5	102	87.2	15	12.8	117
	Indifférent + sans op.	20	21.5	56	60.2	9	9.6	8	8.6	76	81.5	17	13.5	93
	<u>Total:</u>	160	20.2	444	56.1	86	10.7	101	12.8	604	76.3	187	23.7	791

Chi 2 AB (ind. vs dép.) = 67.2 pour 16 d.l. significatif



Pour l'ensemble des zones, les répondants qui sont favorables aux mouvements terroristes sont relativement plus portés à se définir comme étant seulement Canadiens français (29.9%) alors que ceux qui sont défavorables aux mouvements terroristes se reportent moins à cette définition d'eux-mêmes (16.3%). Parmi ceux qui se définissent d'abord comme Canadiens français, les répondants qui ne sont pas courant du F.L.Q. sont les moins nombreux (46.4%) comparativement à 57% ou 60% pour ceux qui ont une définition différente ou qui n'en ont pas. Les identifications au groupe canadien-français mises ensemble montrent que ceux qui sont favorables au F.L.Q. (87.2%) et les indifférents et sans opinion (81.5%) s'identifient davantage à la position nationale que ne le font les défavorables (73.6%) ou ceux qui ne "pas au courant". Ces résultats nous paraissent significatifs puisque ceux qui sont favorables au F.L.Q. se recrutent généralement chez les partisans du R.I.N. qui définissent en proportion plus grande l'option nationale en termes de séparation ou d'indépendance. Ceux qui favorisent proportionnellement plus le F.L.Q. sont en même temps plus portés à se définir comme Canadiens français. On se rend compte qu'il y a un lien étroit entre le fait de favoriser le F.L.Q., de voter pour le R.I.N., de définir l'option nationale en termes d'indépendance et de s'identifier comme étant seulement et d'abord Canadiens français.





TABIEAU 36

(Identification ethnique vs nationalisation de la médecine)

<u>ZONE</u>	<u>Médecine</u>	<u>Seulement C. F.</u>		<u>D'abord C. F.</u>		<u>Seulement Canadien</u>		<u>D'abord Canadien</u>		<u>Seul. &amp; d'abord C. F.</u>		<u>Seul. &amp; d'abord Canadien</u>		<u>Total</u>
		No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	
<u>Toutes</u>	oui	101	25.3	212	53.1	43	10.7	43	10.7	313	78.4	86	21.6	399
<u>zones</u>	s.o.+ non	59	15.1	232	59.2	42	10.7	58	14.8	291	74.3	100	25.7	391
<u>Total:</u>		160	20.2	444	56.1	85	10.7	101	12.8	604	76.3	186	23.7	790

non significatif

TABIEAU 37

(Identification ethnique vs nationalisation de la médecine)

<u>Zone</u>	<u>Médecine</u>	<u>Seulement C. F.</u>		<u>D'abord C. F.</u>		<u>Seulement Canadien</u>		<u>D'abord Canadien</u>		<u>Seul. &amp; d'abord C. F.</u>		<u>Seul. &amp; d'abord Canadien</u>		<u>Total</u>
		No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	
Province	oui	16	17.8	48	53.3	11	12.2	15	16.7	64	71.1	26	28.9	90
	s.o.+ non	13	10.2	80	62.5	21	16.4	14	10.9	93	72.5	35	27.5	128
Rural	Oui	31	29.2	52	49.1	18	16.9	5	4.7	83	78.3	23	21.7	106
	s.o.+ non	13	17.6	44	59.5	8	10.8	9	12.2	57	77.1	17	22.9	74
Montréal	oui	54	26.6	112	55.2	14	6.9	23	11.3	166	81.8	37	18.2	203
	s.o.+ non	33	17.4	108	56.8	13	6.8	35	18.4	141	74.2	48	25.8	189

Chi 2 AB (ind. vs dép.) = 15.1 pour 4 d.l. significatif



Il existe aussi une corrélation entre le fait de vouloir nationaliser la médecine et la définition ethnique. Dans l'ensemble, les jeunes qui favorisent la nationalisation de la médecine se définissent plus comme seulement Canadiens français (25.3% contre 15.1%), alors que ceux qui ne la favorisent pas ou qui n'ont pas d'opinion sur le sujet sont proportionnellement plus nombreux à se définir d'abord Canadiens français (59.2% contre 53.3%) (Tableau 36). A l'intérieur de chaque zone, le même phénomène se produit, c'est en milieu rural que se trouve la plus forte proportion de jeunes à choisir, parmi ceux qui favorisent la nationalisation de la médecine, l'option la plus nationale.

Quant à ceux qui se définissent d'abord comme Canadien français, c'est chez les répondants de province qu'on les retrouve le plus souvent (62.5%) (Tableau 37). Cependant, lorsque nous réunissons les deux définitions les plus nationales, ce sont les jeunes de Montréal qui sont favorables à la nationalisation de la médecine qui se rattachent le plus au groupe canadien-français (81.8%).



TABEAU 38

(Identification ethnique vs Québec indépendant)

<u>Zone</u>	<u>Québec</u> <u> indép.</u>	<u>Seulement</u> <u>C. F.</u>		<u>D'abord</u> <u>C. F.</u>		<u>Seulement</u> <u>Canadien</u>		<u>D'abord</u> <u>Canadien</u>		<u>Seul. &amp;</u> <u>d'abord</u> <u>C. F.</u>		<u>Seul. &amp;</u> <u>d'abord</u> <u>Canadien</u>		<u>Total</u>
		<u>No.</u>	<u>%</u>	<u>No.</u>	<u>%</u>	<u>No.</u>	<u>%</u>	<u>No.</u>	<u>%</u>	<u>No.</u>	<u>%</u>	<u>No.</u>	<u>%</u>	
Province	oui	17	18.9	57	63.3	9	10.0	7	7.8	74	82.2	16	17.8	90
	s.o.+ non	12	9.3	71	55.4	23	18.0	22	17.1	93	64.7	45	35.3	128
Rural	oui	26	23.9	61	55.9	16	14.2	6	5.5	87	79.8	22	20.2	109
	S.o.+ non	18	25.3	35	49.2	10	14.0	8	11.2	53	74.5	18	25.5	71
Montréal	oui	65	27.7	134	57.0	10	4.3	25	10.6	199	84.7	35	15.3	234
	s.o.+ non	22	13.9	86	54.4	17	10.7	33	20.8	108	68.3	50	31.7	158
Toutes zones	oui	108	24.9	252	58.1	35	8.1	38	8.8	360	83.0	73	17.0	433
	s.o.+ non	52	14.5	192	53.6	50	11.2	63	17.6	254	68.1	113	31.8	357
Total:		160	20.2	444	56.1	85	10.7	101	12.8	614	76.3	186	25.7	790

Chi 2 AB (ind. vs dép.) = 35.7 pour 8 d.l.      significatif

Chi 2 AC (ind. vs zone) = 23.95 pour 4 d.l.      significatif





Dans l'ensemble et pour chaque zone, les répondants qui croient que le Québec deviendra indépendant se définissent le plus souvent comme étant d'abord ou seulement Canadiens français (Voir tableau 38). Une exception cependant en milieu rural: ceux qui ne croient pas que le Québec sera indépendant sont plus nombreux à se considérer comme seulement Canadien français (25.3% contre 23.9%).

Le regroupement des deux identifications au groupe canadien-français indique que ceux qui pensent que le Québec deviendra indépendant sont nettement plus attirés par les définitions les plus nationales (83.0% contre 68.1%). Cette supériorité proportionnelle se maintient dans chaque zone et c'est chez les jeunes de Montréal (84.7%) et de province (82.2%) que nous retrouvons les plus grandes proportions en même temps que les écarts les plus larges.

Nous avons déjà vu que ceux qui croient à la séparation du Québec un jour n'étaient pas tous séparatistes; au contraire, ils n'étaient qu'une minorité à l'être (18.9%). Cependant, comme ils sont plus nombreux que les autres à s'identifier comme Canadiens français seulement (24.9% contre 14.5%), on peut dire que le fait de croire à la possibilité d'un Québec indépendant implique une probabilité plus grande à se considérer Canadien français seulement.



TABIEAU 39

(Identification ethnique vs nationalisme)

<u>Zone</u>	<u>Nationalisme</u>		<u>Seulement C. F.</u>		<u>D'abord C. F.</u>		<u>Seulement Canadien</u>		<u>D'abord Canadien</u>		<u>Scul. &amp; d'abord C. F.</u>		<u>Scul. &amp; d'abord Canadien</u>		<u>Total</u>
	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	
<u>Toutes Zones</u>			40	37.0	71	55.0	8	6.2	10	7.7	111	86.0	28	14.0	129
	Séparation		25	14.8	99	58.6	21	12.4	24	14.2	124	73.4	45	26.6	169
	Assoc. conf.		20	18.4	61	55.9	11	10.1	17	15.6	81	74.2	28	25.8	109
	Plus autonome		38	19.3	115	58.4	21	10.7	23	11.7	153	78.7	44	21.3	197
	Plus de respect		32	20.3	84	54.5	17	11.0	20	12.9	116	76.3	37	23.7	153
	Maîtrise écon.														
Total:			155	20.4	430	56.7	78	10.3	94	12.4	585	77.1	172	22.9	757

Chi 2 AB (ind. vs dép.) = 21.11 pour 16 d.l. non significatif



la relation entre le nationalisme et l'identification ethnique n'est significative qu'au niveau de ceux pour qui le nationalisme représente la séparation. Les jeunes de cette catégorie sont en effet plus portés à s'identifier comme Canadien français (86.0%) que ne le sont ceux pour qui le nationalisme signifie autre chose (de 73.0% à 78.0%). Cette supériorité proportionnelle demeure au niveau de chaque zone lorsqu'il s'agit de se définir comme Canadien français seulement mais ce ne sont pas les séparatistes qui sont les plus représentés lorsque les répondants se définissent comme Canadiens français d'abord.

Même s'il existe une proportion plus élevée de séparatistes qui s'identifient au groupe canadien-français, il ne faut pas perdre de vue que la différence n'est pas très grande avec ceux des autres catégories; plus de 75% des jeunes, en effet, s'identifiant d'une façon ou d'une autre au groupe canadien-français. Il est donc évident que les répondants de 18 à 21 ans, qu'ils soient séparatistes ou ne sont pas enclins à se définir comme Canadiens mais comme Canadiens français.

Enfin, que les jeunes informateurs pensent devoir partir ou non de l'endroit où ils vivent présentement, qu'ils croient ou non que les injustices peuvent être corrigées, quelque soit le nombre d'enfants qu'ils pensent avoir et que leurs parents soient





d'accord ou non avec eux là-dessus, ne change en rien la définition ethnique pour laquelle ils optent. On peut retrouver quelques légères différences à l'intérieur d'une zone, mais dans l'ensemble ces variables n'ont aucun effet.



C H A P I T R E   IV

La signification du nationalisme pour les jeunes

"Que veut dire nationalisme pour vous ?". Telle est la question que nous avons posée aux jeunes de 18 à 21 ans en leur demandant si nationalisme signifiait pour eux être en faveur:

1. de la séparation du Québec du reste du Canada
2. de l'association de deux nations à l'intérieur de la Confédération
3. d'une plus grande indépendance à l'intérieur de la Confédération
4. d'un plus grand respect des Canadiens français (sans changer la Constitution)
5. de ce que les Canadiens français soient maîtres des industries et du commerce au Québec

Les définitions proposées aux répondants prêtent certes à une certaine confusion car elles reflètent un certain nombre de prises de positions qui ne sont ni toujours très précises ni toujours mutuellement exclusives. Cependant, elle couvrent assez bien la gamme des définitions possibles du nationalisme québécois.



TABLEAU 40

(Nationalisme vs zone)

<u>Zone</u>	<u>Séparation</u>		<u>Association</u>		<u>Plus d'autonomie</u>		<u>Plus de respect</u>		<u>Maîtrise de l'économie</u>		<u>Séparation + maîtres écon.</u>		<u>Total</u>
	<u>No.</u>	<u>%</u>	<u>No.</u>	<u>%</u>	<u>No.</u>	<u>%</u>	<u>No.</u>	<u>%</u>	<u>No.</u>	<u>%</u>	<u>No.</u>	<u>%</u>	
Province	27	12.9	43	20.5	31	14.8	56	26.7	53	25.2	80	38.0	210
Rural	28	15.4	45	24.7	18	9.9	51	28.0	40	22.0	68	37.2	182
Montréal	75	19.9	81	21.5	63	16.8	93	24.7	64	17.0	139	36.9	376
Total:	130	16.9	169	22.0	112	14.6	200	26.0	157	20.4	287	37.3	768





Le tableau 40 indique que dans l'ensemble 16.9% des jeunes définissent le nationalisme par l'option séparatiste. C'est à Montréal que nous trouvons la plus grande proportion (19.9%), tandis qu'en milieu rural 15.4% des jeunes optent de même; les jeunes de province n'optent qu'à 12.4% pour le séparatisme.

L'option, "plus de respect des C.F. à l'intérieur de la Confédération" obtient l'adhésion 26% des jeunes, alors que l'option Confédération obtient 22%. Cependant, si nous regroupons ceux qui optent pour la séparation du Québec (16.9%) et ceux qui veulent que les industries et le commerce du Québec appartiennent au C.F. (20.4%), nous obtenons un pourcentage de 37.3% des jeunes qui ont tendance à définir leur nationalisme par l'indépendance directement (16.9%) ou indirectement (20.4%). Dans les entrevues, plusieurs jeunes voyaient l'indépendance comme aboutissant de cette option. Enfin, une plus grande indépendance à l'intérieur de la Confédération est l'option la moins souvent choisie (14.6%).



TABEAU 41

(Nationalisme et sexe)

<u>Zone</u>	<u>Sexe</u>	<u>Séparation</u>		<u>Association</u>		<u>Plus d'autonomie</u>		<u>Plus de respect</u>		<u>Maîtrise de l'économie</u>		<u>Total</u>
		<u>No.</u>	<u>%</u>	<u>No.</u>	<u>%</u>	<u>No.</u>	<u>%</u>	<u>No.</u>	<u>%</u>	<u>No.</u>	<u>%</u>	
TOUTES	masc.	76	17.5	83	19.2	66	15.2	100	23.1	108	24.9	433
ZONES	fém.	54	16.1	86	25.7	46	13.7	100	29.8	49	14.6	335
<u>Total:</u>												768

Chi 2 AB = 17.3 pour 4 d.l.      significatif



Le tableau 41 indique que si nous mettons en relation la définition du nationalisme et le sexe certaines différences significatives apparaissent. Pour l'ensemble des zones, les filles sont portées à considérer l'association confédérale (25.7% contre 19.2%) et à demander plus de respect pour les C.F. sans changer la Constitution (29.9% contre 23.1%) alors que les garçons optent plus pour que les Québécois soient maîtres de leur économie (24.9% contre 14.6%). Cependant lorsqu'il s'agit de définir le nationalisme en termes de séparation ou d'une plus grande indépendance à l'intérieur de la Confédération, il n'y a guère de différences dans les proportions de réponses de l'un et l'autre sexe.





TABEAU 42

(Nationalisme vs sexe)

<u>Zone</u>	<u>Sexe</u>	<u>Séparation</u>		<u>Association</u>		<u>Plus d'indépendance</u>		<u>Plus de respect</u>		<u>Maîtrise de l'économie</u>		<u>Total</u>
		<u>No.</u>	<u>%</u>	<u>No.</u>	<u>%</u>	<u>No.</u>	<u>%</u>	<u>No.</u>	<u>%</u>	<u>No.</u>	<u>%</u>	
Province	masc.	18	13.7	24	18.3	20	15.3	33	25.2	36	27.5	131
	fém.	9	11.4	19	24.1	11	13.9	23	29.1	12	21.5	79
Rural	masc.	11	11.5	20	20.8	10	10.4	27	28.1	28	29.2	96
	fém.	17	19.8	25	29.1	8	9.3	24	27.9	12	13.9	86
Montréal	masc.	47	22.8	39	18.9	36	17.5	40	19.4	44	21.4	206
		28	16.5	42	24.7	27	15.9	53	31.2	20	11.8	170

Chi 2 AB (ind. vs dép.) = 17.3 pour 4 d.l. significatif

TABEAU 43

(Nationalisme vs sexe)

<u>Zone</u>	<u>Sexe</u>	<u>Séparation &amp; maîtrise de l'économie</u>		<u>Association conf. Plus d'indépendance Plus de respect C.F.</u>	
		<u>No.</u>	<u>%</u>	<u>No.</u>	<u>%</u>
Province	masc.	54	41.1	77	58.9
	fém.	26	32.8	53	67.2
Rural	masc.	39	40.5	57	59.5
	fém.	29	33.6	57	66.4
Montréal	masc.	91	44.1	115	65.9
	fém.	48	28.1	122	71.9



Le tableau 42 indique qu'au niveau des zones, ce sont les filles du milieu rural qui favorisent le plus le "statu quo", c'est-à-dire l'union de deux nations dans la Confédération (29.1%) alors que celles de Montréal les dépassent en proportion lorsqu'elles définissent le nationalisme par un plus grand respect des Canadiens français sans que soit changée la Confédération. Quant à l'option séparatiste, ce sont les garçons de Montréal qui la favorisent le plus (22.8%) suivis des filles de milieu rural (19.8%) (Tableau 42).

Cependant si nous regroupons séparation et maîtrise économique, les garçons sont plus nombreux pour ces options que ne le sont les filles et cette supériorité proportionnelle se maintient dans chaque zone avec un écart ne dépassant pas 3%. Ce sont les filles de Montréal qui choisissent le moins ces options (Tableau 43).

Le statut marital pourrait probablement apporter certaines différences dans la conception que se font les jeunes du nationalisme mais le pourcentage des jeunes mariés entre 18 et 21 ans étant trop minime comparativement à celui des célibataires, nous nous abstiendrons de faire état des résultats au niveau de cette variable.



L'emploi, c'est-à-dire le fait pour les répondants d'être travailleur ou étudiant, n'entraîne pas de différences appréciables dans l'option nationaliste que les jeunes adoptent. Il y a certes de légères différences à l'intérieur d'une zone donnée mais elles ne sont pas assez importantes pour qu'il vaille la peine de les discuter. Dans l'ensemble, donc, cette variable n'est pas assez significative pour que nous puissions nous permettre d'affirmer quoi que ce soit dans l'interprétation des données.





Tableau 44

(Nationalisme vs scolarité)

Zone	Scolarité	Séparation		Association		Plus d'indépendance		Plus de respect		Maîtrise de l'économie		Séparation + maîtrise de l'écon.		Total
		No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	
Province	- 10	5	17.9	6	21.4	4	14.3	4	14.3	9	32.1	14	50.0	28
	+ 10	22	12.1	37	20.3	27	14.8	52	28.6	44	24.2	66	36.3	182
Rural	- 10	10	18.5	10	18.5	4	7.4	16	29.6	14	25.9	24	44.4	54
	+ 10	18	14.1	35	27.3	14	10.9	35	27.3	26	20.3	44	34.4	128
Montréal	- 10	13	23.2	10	17.9	11	19.6	8	14.3	14	25.0	27	48.2	56
	+ 10	62	19.4	72	22.5	52	16.2	84	26.2	50	15.6	112	35.0	320
Total:		130	16.9	170	22.1	112	14.6	199	25.9	157	20.4	287	37.3	768

Chi 2 total = 49.0 pour 29 d.l. significatif



Le niveau de scolarité indique une certaine liaison avec la définition que les répondants donnent de leur nationalisme. Dans chaque zone, ceux qui ont neuf ans ou moins de scolarité sont proportionnellement plus nombreux à définir le nationalisme en termes de séparation. C'est à Montréal que les jeunes de cette catégorie sont en plus grand nombre (23.2%) cependant que l'écart le plus considérable entre ceux-ci et ceux qui ont dix ans et plus de scolarité se trouve dans les villes de province (17.9% contre 12.0%). Par ailleurs, ce sont encore les moins instruits qui ont le plus tendance à définir le nationalisme en termes de maîtrise économique (26.8% contre 19.1%). Cette fois-ci, ce sont les jeunes de province qui ont tendance à adopter cette définition (32.1% contre 25.9% pour les ruraux et 25.0% pour les Montréalais).

Le nationalisme, entendu au sens d'une association de deux nations dans la Confédération actuelle attire en plus grand nombre les jeunes dont le niveau de scolarité dépasse dix ans et qui habitent Montréal (22.5% contre 17.8%) et ceux du milieu rural (27.3% contre 18.5%) tandis qu'en province cette option est choisie à proportion à peu près égale (20.3% contre 21.4%).

Si nous réunissons les deux options, séparation et maîtrise économique, nous constatons que les jeunes qui sont le



moins scolarisés sont davantage portés à considérer le nationalisme en termes de force politique et économique (de 44% à 50%) alors que ceux qui ont dix ans ou plus de scolarité le sont beaucoup moins (de 34% à 36%). En résumé, on peut dire que les plus scolarisés sont nettement plus en faveur de la bonne entente entre les deux nations à l'intérieur de la Confédération alors que ceux qui le sont moins se partagent également entre cette même position et celle plus revendicatrice qu'est la politique économique du "maîtres chez nous".

Le revenu du père des jeunes interviewés ne semble pas influencer la conception que ceux-ci se font du nationalisme. Au niveau de l'option séparatiste, aucune différence n'est vraiment déterminante. Si nous groupons les options séparation politique et maîtrise économique, nous constatons que les fils des moins fortunés optent légèrement plus pour ces options que les fils des parents qui gagnent davantage; la différence est si minime qu'elle n'est pas significative. Encore une fois, ces résultats démontrent qu'au niveau de la définition ethnique, les différences de revenus ne jouent pas. Les jeunes ont certes des définitions variées de leur nationalisme mais à l'intérieur de chaque option, le revenu des parents n'est pas déterminant.





TABEAU 45

(Nationalisme vs parti politique)

<u>Zone</u>	<u>Parti Politique</u>	<u>Séparation</u>		<u>Association</u>		<u>Plus d'indépendance</u>		<u>Plus de respect</u>		<u>Maîtrise de l'économie</u>		<u>Séparation + maîtrise de l'écon.</u>		<u>Total</u>
		<u>No.</u>	<u>%</u>	<u>No.</u>	<u>%</u>	<u>No.</u>	<u>%</u>	<u>No.</u>	<u>%</u>	<u>No.</u>	<u>%</u>	<u>No.</u>	<u>%</u>	
<u>Toutes zones</u>	Un. Nat.	14	14.1	15	15.2	16	16.2	29	29.3	25	25.3	39	39.6	99
	Libéral	50	14.4	80	23.1	53	15.3	97	27.9	67	19.3	117	33.7	347
	Cr. Social	5	12.8	14	35.9	5	12.8	7	17.9	8	20.5	13	33.3	39
	R.I.N.	24	48.0	5	10.0	3	6.0	7	14.0	11	22.0	35	68.5	50
	Sans op.	29	15.3	46	24.2	26	13.7	54	28.0	35	18.4	64	33.6	190
Total:		122	16.8	160	22.1	103	14.2	194	26.8	146	20.1	268	36.9	725

Chi 2 AB (ind. vs dép.) = 50.1 pour 16 d.l. significatif



Le parti politique pour lequel les jeunes voteraient donne déjà une idée de la définition du nationalisme que les jeunes donneront. Il reste que ces différences sont surtout perceptibles entre le R.I.N. et les autres partis. En fait, il n'existe pas de différences entre les partisans des partis traditionnels au sujet de la définition qu'ils donnent à leur nationalisme parce que chaque parti donne des proportions à peu près égales à chacune des options possibles. Si le test statistique indique une corrélation positive entre nationalisme et parti politique c'est dû à l'influence déterminante du R.I.N. Alors que les jeunes qui appuient l'Union nationale, le parti libéral ou le Crédit Social ne pensent le nationalisme en termes de séparation que dans une proportion de 13%, ceux du R.I.N. le choisissent dans une proportion de 50%. Il n'y a que le R.I.N. qui possède une idéologie définie au sujet du nationalisme. Quant aux autres partis, leur option nationaliste est plus vague; ce qui permet à leurs partisans de se répartir sur plusieurs options.



TABLEAU 46

(Nationalisme vs Québec indépendant)

<u>Zone</u>	<u>Québec  indép.</u>	<u>Séparation + maîtrise économique</u>		<u>Association conf. Plus d'indépendance Plus de respect</u>		<u>Total</u>
		<u>No.</u>	<u>%</u>	<u>No.</u>	<u>%</u>	
<u>Toutes</u>	oui	180	42.1	246	57.9	426
<u>zones</u>	s.o.+ non	107	31.1	236	68.9	343
<u>Total:</u>		287	36.6	482	63.4	769

Le tableau 46 indique que ceux qui croient que le Québec deviendra indépendant un jour sont proportionnellement plus nombreux à considérer le nationalisme sous l'angle de la séparation politique et de la maîtrise économique (42.1% contre 31.1%). En d'autres mots, les répondants qui ne pensent pas à la possibilité de l'indépendance ou qui n'ont pas d'opinion là-dessus sont beaucoup plus tentés par un nationalisme traditionnel (68.9% contre 57.9%).





TABEAU 47

(Nationalisme vs Québec indépendant)

<u>Zone</u>	<u>Québec  indép.</u>	<u>Séparation + maîtrise économique</u>		<u>Association conf. Plus d'indépendance Plus de respect</u>		<u>Total</u>
		<u>No.</u>	<u>%</u>	<u>No.</u>	<u>%</u>	
Province	oui	41	46.0	48	54.0	89
	s.o.+ non	39	32.2	82	67.8	121
Rural	oui	38	34.5	72	65.5	110
	s.o.+ non	30	41.6	42	58.4	72
Montréal	oui	101	44.4	126	55.6	227
	s.o.+ non	38	25.3	112	74.7	250
Total:		287	37.3	482	62.7	769

Chi 2 AB (ind. vs dép.) = 18.34 pour d.l. significatif

Le tableau 47 indique que si l'on fait l'analyse par zone le milieu rural fait exception puisque les jeunes ne croyant pas à un Québec indépendant sont plus nombreux à penser le nationalisme en terme de séparation politique et de maîtrise économique (41.6%, contre 34.5%. C'est à Montréal que les jeunes qui ne croient pas à l'indépendance du Québec sont les plus nombreux à croire à l'association confédérale (74.7%) alors que ceux de même opinion en milieu rural sont moins favorables à cette option (58.4%). Quant à ceux qui croient à la possibilité de l'indépendance du Québec, ce sont les jeunes des villes de province (46%) suivis de ceux de Montréal (44.4%) qui définissent le plus souvent leur nationalisme en termes de séparation politique ou de maîtrise économique.



TABEAU 48

(Nationalisme vs nationalisation de la médecine)

<u>Zone</u>	<u>Nationalisation de médecine</u>	<u>Séparation</u>		<u>Association confédérale</u>		<u>Plus d'indépendance</u>		<u>Plus de respect</u>		<u>Maîtrise de l'économie</u>		<u>Total</u>
		<u>No.</u>	<u>%</u>	<u>No.</u>	<u>%</u>	<u>No.</u>	<u>%</u>	<u>No.</u>	<u>%</u>	<u>No.</u>	<u>%</u>	
	oui	82	21.3	82	21.3	48	12.5	93	24.2	80	20.8	385
	s.o.+ non	48	12.5	88	22.9	64	16.7	107	27.9	77	20.1	384
<u>Total:</u>		130	16.9	170	22.1	112	14.6	200	26.0	157	20.4	769

Chi 2 AB = 12.4 pour 4 d.l.    signification



Le tableau 48 indique que les répondants qui favorisent la nationalisation de la médecine sont presque deux fois plus nombreux que ceux qui ne la favorisent pas à définir le nationalisme en termes de séparation (21.3% contre 12.5%). L'option maîtrise économique retient le choix d'une proportion égale de ceux qui pour ou contre la nationalisation de la médecine (20.0%). Les options à tendance confédérale et traditionnelle attirent davantage ceux qui ne sont pas favorables à la nationalisation de la médecine ou qui n'ont pas d'opinion.





TABEAU 49

(Nationalisme vs nationalisation de la médecine, zone)

<u>Zone</u>	<u>Nationalisation de la médecine</u>	<u>Séparation</u>		<u>Association confédérale</u>		<u>Plus d'indépendance</u>		<u>Plus de respect</u>		<u>Maîtrise de l'économie</u>		<u>Total</u>
		<u>No.</u>	<u>%</u>	<u>No.</u>	<u>%</u>	<u>No.</u>	<u>%</u>	<u>No.</u>	<u>%</u>	<u>No.</u>	<u>%</u>	
Province	oui	14	16.7	17	20.2	7	8.3	24	28.6	22	26.2	84
	s.o. + non	13	10.3	26	20.6	24	19.0	32	25.4	31	24.6	126
Rural	oui	22	20.6	25	23.4	8	7.5	26	24.3	26	24.3	107
	s.o. + non	6	8.0	20	26.7	10	13.3	25	33.3	14	18.7	75
Montréal	oui	46	23.7	40	20.6	33	17.0	43	22.2	32	16.5	194
	s.o. + non	29	15.8	42	22.9	30	16.4	50	27.3	32	17.5	183
Total:		130	16.9	170	22.1	112	14.6	200	26.0	157	20.4	769

Chi 2 AB (ind. vs dép.) = 12.43 pour 4 d.l. significatif

Chi total = 46.93 pour 29 d.l. significatif



Le tableau 49 indique que c'est chez les ruraux où le fait de favoriser la nationalisation de la médecine est le plus lié au nationalisme, défini en termes de séparation politique ou de maîtrise économique. En effet, en milieu rural trois fois plus de répondants étant en faveur de la nationalisation de la médecine optent pour nationalisme séparatiste. Le même fait s'observe à Montréal et en province mais les écarts ne sont pas si grands; la supériorité proportionnelle demeure probante. Ainsi dans chaque zone, les plus socialisants sont davantage enclins à définir globalement leur position nationale dans un cadre autre que celui qui existe présentement au Canada.



TABEAU 50

(Nationalisme vs F.L.Q.)

<u>Zone</u>	<u>F. L. Q.</u>	<u>Séparation</u>		<u>Association</u>		<u>Plus</u>		<u>Plus de</u>		<u>Maîtrise de</u>		<u>Total</u>
		<u>No.</u>	<u>%</u>	<u>No.</u>	<u>%</u>	<u>No.</u>	<u>%</u>	<u>No.</u>	<u>%</u>	<u>No.</u>	<u>%</u>	
	Pas au courant	15	14.4	25	24.0	12	11.5	28	26.9	24	23.1	104
<u>Toutes</u>	Défavorable	76	16.6	109	23.7	68	14.8	126	22.5	80	17.7	459
<u>Zones</u>	Favorable	25	21.7	15	13.0	20	17.4	22	19.1	33	28.7	115
	S. opinion											
	Indifférent	14	15.3	21	23.0	12	13.1	24	26.3	20	21.9	91
Total:		130	16.9	170	22.1	112	14.6	200	26.0	157	20.4	769

Chi 2 AB (ind. vs dép.) = 12.43 pour 4 d.l. significatif

Chi 2 total = 46.93 pour 29 d.l. significatif





Le tableau 50 montre que l'opinion qu'ont les répondants au sujet du F.L.Q. et des mouvements terroristes est liée à leur définition du nationalisme. Ainsi les jeunes qui sont favorables au F.L.Q. sont davantage portés à définir leur nationalisme en termes de séparation politique ou de maîtrise économique (21.8% et 28.7%); ceux qui ont une opinion défavorable sur le F.L.Q. acceptent plus volontiers un nationalisme qui n'implique pas de changements. Si nous mettons ensemble les options séparatiste et économique, plus de la moitié de ceux qui sont favorables au F.L.Q. ont tendance à être plus radicaux en matière de nationalisme alors qu'un peu plus de 35% des jeunes appartenant à d'autres catégories d'opinion le sont. C'est chez les jeunes de Montréal que se retrouvent le plus grand nombre de répondants favorables au F.L.Q. dont la définition nationaliste est séparatiste (28.0%), tandis que ceux du milieu rural ayant la même opinion sont proportionnellement les moins nombreux à être séparatistes.

Enfin, le fait d'être en faveur de l'intervention de l'Etat en matière de sécurité sociale, de penser que les injustices peuvent être corrigées, de croire qu'on sera obligé de quitter un jour sa région, de penser avoir moins de trois enfants ou plus de trois et que les parents soient ou non d'accord sur ce nombre, n'influence pas d'une façon déterminante la définition que les jeunes



donnent du nationalisme. Ces variables peuvent avoir une influence à l'intérieur d'une zone particulière, mais elle n'est jamais globale et décisive au sujet d'une option nationaliste précise.



C H A P I T R E   V

TABLEAU   51

(Indépendance vs zone)

<u>Zone</u>	<u>Oui</u>	<u>%</u>	<u>Non</u>	<u>%</u>	<u>Sans opinion</u>	<u>%</u>	<u>Total</u>
Province	91	41.0	109	49.0	22	10.0	222
Rural	113	61.0	55	29.8	17	9.2	185
Montréal	237	59.7	130	32.7	30	7.6	397
Total:	441	54.9	294	36.6	69	8.5	804

Chi 2 BC (dép. vs zone) = 25.2    significatif

Le tableau 51 indique que 54.9% de nos répondants croient que le Québec deviendra un jour indépendant. Parmi ceux-ci ce sont les jeunes ruraux qui sont les plus nombreux (61.0%), suivis des jeunes de Montréal (59.7%) et loin derrière les jeunes de province (41.0%).

TABLEAU   52

(Indépendance vs sexe)

<u>Zone</u>	<u>Sexe</u>	<u>Oui</u>	<u>%</u>	<u>Non</u>	<u>%</u>	<u>Sans opinion</u>	<u>%</u>	<u>Total</u>
Province	masc.	61	45.2	68	50.4	6	4.4.	135
	fém.	30	34.2	41	47.1	16	18.4	87
Rural	masc.	55	56.1	35	35.7	8	8.2	98
	fém.	58	66.7	20	23.0	9	10.3	87
Montréal	masc.	129	61.4	74	35.2	7	3.4	210
	fém.	108	58.1	55	29.6	23	12.3	186
Toutes zones	masc.	245	55.3	177	39.9	21	4.8	443
	fém.	196	54.4	116	32.2	48	13.4	360
Total:		441	54.9	293	36.5	69	8.6	803





Chi 2 AB (ind. vs dép.) = 20.3 pour 2 d.l. significatif

Chi 2 total = 55.5 pour 17 d.l. significatif

Le tableau 52 montre, que pour l'ensemble des zones, le sexe ne permet guère de variations quant à la possibilité de l'indépendance du Québec (55.3% pour les garçons et 54.4% pour les filles). Au niveau de ceux qui n'y croient pas et des sans opinion, on note des différences plus fortes. 39.9% des garçons n'y croient pas et 4.8% n'ont pas d'opinion là-dessus alors que 32.2% des filles n'y croient pas et 13.4% d'entre elles n'ont pas d'opinion sur cette question.

Les différences les plus importantes se retrouvent à l'intérieur de chaque zone. Alors qu'à Montréal (61.4% contre 58.1%) et en province (45.2% contre 34.5%) les garçons croient davantage en la possibilité d'un Québec indépendant, nous trouvons le phénomène inversé en milieu rural où les filles ont une supériorité de 10.6% en ce domaine. Les filles de province sont deux fois plus négatives face à cette option (47.1%) que ne le sont les filles de milieu rural (23.0%). Dans toutes les zones, nous retrouvons plus de filles sans opinion que de garçons; cette différence est la plus sensible en province où seulement 4.4% des garçons ne se prononcent pas alors que les filles sont (8.4%). La zone et le sexe jouent un rôle important face à l'avenir du Québec. L'importance du sexe n'est pas significative



en soi mais par rapport à la zone où il est mis en corrélation.

TABLEAU 53

(Indépendance vs scolarité)

<u>Zone</u>	<u>Scolarité</u>	<u>Oui</u>	<u>%</u>	<u>Non</u>	<u>%</u>	<u>Sans opinion</u>	<u>%</u>	<u>Total</u>
Province	- 10	15	41.7	16	44.5	5	13.9	36
	+ 10	76	40.9	93	50.0	17	9.1	186
Rural	- 10	29	52.7	16	29.1	10	18.2	55
	+ 10	84	64.6	39	30.0	7	5.4	130
Montréal	- 10	37	56.9	18	27.7	10	15.4	65
	+ 10	199	60.1	112	33.8	20	6.1	331
Toutes zones	- 10	81	51.9	50	32.1	25	16.0	156
	+ 10	359	55.5	244	37.7	44	6.8	647
Total:		440	54.8	294	36.6	69	8.6	803

Chi 2 AB (Ind. vs dép.) = 13.8 pour 2d.l. significatif

Chi 2 total = 59.4 pour 17 d.l. significatif

Le tableau 53 indique que les répondants qui ont plus de dix ans de scolarité pensent davantage que le Québec sera indépendant un jour (55.5% contre 51.9%) en même temps qu'ils sont un plus grand nombre à penser le contraire (37.7% contre 32.1%). Cependant, ils sont moins nombreux à ne pas avoir d'opinion sur ce sujet-là (6.8% contre 16.0%). A l'intérieur des zones rurales (64.6% contre 52.7%) et montréalaise (60.1% contre 56.9%), le même phénomène se produit mais, en province, les jeunes dont la scolarité est différente croient à proportions égales à la séparation du Québec



(40.9% contre 40.9%). Quant aux catégories négatives et sans opinion, elles ont sensiblement les mêmes proportions pour l'ensemble des zones. Il apparaît que ceux qui sont les moins scolarisés hésiteraient davantage à se prononcer sur une question aussi difficile à prévoir: cela n'est vrai que si nous envisageons les résultats de chaque zone en soi sans les comparer entre elles. Ce qui indique que la scolarité a une influence sur l'opinion des jeunes que cette influence est beaucoup moins déterminante que celle de la zone.

TABEAU 54

(Indépendance vs emploi)

<u>Zone</u>	<u>Emploi</u>	<u>Oui</u>		<u>Non</u>	<u>Sans opinion</u>		<u>Total</u>
		<u>Oui</u>	<u>%</u>		<u>%</u>	<u>%</u>	
Province	Etudiant	45	38.8	63	54.3	8	116
	Trav.	46	43.8	45	42.9	14	105
Rural	Etudiant	42	63.6	22	33.3	2	66
	Trav.	71	59.7	33	27.7	15	119
Montréal	Etudiant	106	59.9	61	34.5	10	177
	Trav.	130	59.9	67	30.9	20	217
Toutes zones	Etudiant	193	53.8	146	40.7	20	359
	Trav.	247	56.0	145	32.9	49	441
Total:		440	55.0	291	36.4	69	800

Chi 2 AB (ind. vs dép.) = 10.52 pour d.l. significatif

Chi 2 total = 50.1 pour 17 d.l. significatif

L'emploi des répondants paraît influencer leur opinion mais à degré moindre que la scolarité. L'influence de l'emploi





ne joue dans notre enquête que par une marge de 2.3% en faveur des travailleurs qui croient plus nombreux que les étudiants que le Québec deviendra indépendant (53.7% contre 56.0%). Par contre, la différence est beaucoup plus marquée lorsque nous comparons l'emploi de ceux qui ne croient pas. A cet égard, les étudiants ont une supériorité de 8% sur les travailleurs (40.6% contre 32.8%). Les travailleurs sont, d'autre part, beaucoup plus nombreux chez les travailleurs (11.1%) que chez les étudiants (5.5%).

Le tableau 54 indique qu'à l'intérieur de chaque zone il y a des différences très significatives selon l'emploi des répondants. C'est à Montréal que nous avons le moins de différence puisque les deux groupes sont en proportion égale - chez ceux qui pensent que le Québec deviendra indépendant (59.9%). En général les travailleurs croient plus à cette possibilité que les étudiants à l'exception des répondants du milieu rural où les répondants étudiants sont un peu plus nombreux à donner leur voix à cette possibilité (63.6% contre 59.6%). Cette différence pourrait s'expliquer du fait que la majorité des étudiants en milieu rural sont des filles et que les filles favorisent l'indépendance plus que les garçons en milieu rural. Quant aux répondants de province, on voit que les travailleurs sont davantage plus enclins à penser que le Québec deviendra indépendant que



les étudiants ne le sont (43.8% contre 38.7%). Encore une fois, il faut se garder d'accorder une importance trop globale à la variable emploi sur l'opinion des jeunes parce qu'elle est elle-même moins déterminante que celle de la zone.

TABLEAU 55

(Indépendance vs nationalisation de la médecine)

Zone	Nationalisation de la médecine	Oui		Non		Sans opi.		Non + s.o.		Total
			%		%		%		%	
Province	oui	42	46.2	39	42.9	10	11.0	53.9		91
	non	49	37.4	70	53.4	12	9.2	62.6		131
Rural	oui	69	62.7	29	26.3	12	11.0	37.3		110
	non	44	58.7	26	34.7	5	6.6	41.3		75
Mont.	oui	138	67.3	53	25.9	14	6.8	32.7		205
	non	99	51.6	77	40.1	16	8.3	48.4		192
Toutes zones	oui	249	61.3	121	29.8	36	8.9	38.7		406
	non	192	48.3	173	43.5	33	8.3	51.8		398
Total:		441	54.9	294	36.6	69	8.5	45.0		804

Chi 2 AB (ind. vs dép.) = 16.6 pour 2 d.l. significatif

Chi 2 total = 58.1 pour 17 d.l. significatif

Le tableau 55 indique qu'il existe une corrélation entre le fait de favoriser la nationalisation de la médecine et celui de prévoir que le Québec deviendra indépendant. Cette corrélation est significative puisque nous retrouvons dans toutes les zones plus de jeunes favorisant la nationalisation de la médecine et prévoyant l'indépendance du Québec que parmi ceux qui ne veulent



que la médecine soit nationalisée tout en prévoyant l'indépendance du Québec (61.3% contre 48.3%)

C'est chez les jeunes de Montréal que nous trouvons le plus de différence dans cette catégorie (67.3% pour la nationalisation et 51.6%); c'est en milieu rural que la différence est la moins significative (62.7% contre 58.7%). Les filles du milieu rural sont plus en faveur de l'indépendance du Québec que la nationalisation de la médecine. Si on admet que les filles du milieu rural représentent le groupe le plus traditionnel, dont-on en conclure que l'aspiration à l'indépendance du Québec est plus ancienne, plus assise que la nationalisation de la médecine, profession traditionnelle à laquelle on ne peut toucher.

TABLEAU 56

(indépendance vs revenu du père)

<u>Zone</u>	<u>Revenu du père</u>	<u>Oui</u>	<u>%</u>	<u>Non</u>	<u>%</u>	<u>Sans opinion</u>	<u>%</u>	<u>Total</u>
	- 4000.	143	55.4	87	33.7	28	10.9	258
	4-6000.	144	56.2	96	37.5	16	6.3	256
	6-8000.	51	56.7	35	38.9	4	4.4	90
	8000. +	58	51.8	47	41.9	7	6.3	112
Total:		396	55.3	265	37.0	55	7.7	716

Chi 2 AB (ind. vs dép.) = 7.50 pour 6 d.l. non significatif





Le tableau 56 indique que le revenu du père des répondants n'influe pas sur la prévision qu'il faut que le Québec soit indépendant. Comme dans d'autres analyses, il faut souligner que la question nationale n'est pas liée chez les jeunes à des groupes socio-économiques. Il semble, au contraire, que l'homogénéité de ces couches se manifeste sur des questions nationales plutôt que sur des questions sociales comme la nationalisation de la médecine. Parmi ceux qui ne prévoient pas que le Québec sera indépendant, on note que le pourcentage s'élève un peu à chacune des catégories économiques (de 33.7% à 41.9%). Doit-on interpréter cette légère augmentation, de catégorie en catégorie, comme nous le donnent à penser les entrevues que nous avons conduites, que l'argument de la récession économique, advenant la séparation du Québec, a un certain poids sur l'option des jeunes; plus la catégorie économique des pères s'élève, plus les fils choisissent l'option négative.

TABLEAU 57

(indépendance vs partis politiques)

<u>Zone</u>	<u>Parti politique</u>	<u>Québec indépendant</u>				<u>Total</u>
		<u>Oui</u>	<u>%</u>	<u>Non + s.o.</u>	<u>%</u>	
<u>Toutes zones</u>	Union Nationale	53	50.4	52	49.6	105
	Libéral	181	50.9	174	49.1	355
	Crédit Social	24	60.0	16	40.0	40
	R. I. N.	44	84.6	8	15.4	52
	Sans opinion	107	51.4	101	48.6	208
Total:		409	53.8	352	46.2	760

Chi 2 AB (ind. vs dép.) = 46.03 pour 8 d.l.    significatif



Le tableau 57 montre que le parti politique auquel les jeunes accorderaient leur appui peut indiquer la probabilité de leur option en ce qui a trait à l'indépendance du Québec. Nous ne pouvons déceler cette influence dans chacune des zones, notamment en province et en milieu rural où nous manquerons de cas pour le parti Riniste. Si nous mettons ensemble les répondants qui ne croient pas que le Québec sera indépendant et ceux qui n'ont pas d'opinion là-dessus, nous pouvons proposer certaines liaisons de phénomènes dans l'ensemble des zones. C'est ainsi que 80% des Rinistes croient que le Québec sera indépendant comparativement à 50% pour le parti libéral, l'Union Nationale et les sans parti et à 60% pour les partisans du Crédit Social. On voit aussi que l'adhésion à l'un ou l'autre des partis traditionnels (libéral, U.N.) n'implique aucune différence quant à l'opinion qu'on peut avoir sur la possibilité de l'indépendance du Québec.



TABEAU 58

(Indépendance vs sécurité sociale)

Zone	<u>Sécurité sociale</u>	<u>Québec indépendant</u>				<u>Total</u>
		<u>Oui</u>	<u>%</u>	<u>Non + s.o.</u>	<u>%</u>	
Province	Oui	76	39.2	118	60.8	194
	non + s.o.	15	53.6	13	46.4	28
Rural	oui	98	62.8	58	37.2	156
	non + s.o.	15	51.7	14	48.3	29
Montréal	oui	216	60.8	139	39.2	355
	non + s.o.	21	50.0	21	50.0	42
Toutes zones	oui	390	55.3	315	34.7	705
	non + s.o.	51	51.5	48	48.5	99
Total:		441	54.8	368	35.2	804

Chi 2 AB (ind. vs dép.) = 46.03 pour 8 d.l. significatif

Si l'on se demande si les répondants qui favorisent l'intervention de l'Etat en matière de sécurité sociale croient davantage à la possibilité d'un Québec indépendant, on ne peut répondre pour l'ensemble parce que la différence 4% est trop mince. Cependant, nous trouvons une corrélation positive à l'intérieur de certaines zones si nous regroupons ceux qui ne croient pas à la possibilité d'un Québec indépendant et ceux qui n'ont pas d'opinion sur le sujet. Les jeunes de Montréal et du milieu rural qui ont répondu affirmativement aux deux questions sont proportionnellement plus nombreux que les jeunes de province qui





ont opté dans le même sens. En effet, en milieu rural, 62.8% des jeunes favorisant l'intervention gouvernementale croient en un Québec indépendant pendant que 51.7% de ceux qui ne veulent pas de l'Etat en ce domaine et ceux qui n'ont pas d'opinion croient à la même possibilité; chez les jeunes de Montréal, nous retrouvons à peu près les mêmes proportions (60.8% contre 50.0%) alors qu'en province les proportions sont renversées puisque les répondants qui n'ont pas d'opinion et qui sont contre la sécurité sociale ont davantage l'impression que le Québec sera indépendant (39.1% contre 53.5%). Il semble donc que la variable examinée a un effet contradictoire. En effet, les jeunes de province acceptant l'intervention gouvernementale en matière de sécurité sociale et ne croyant pas à la séparation du Québec des autres provinces Canadiennes (60.9%) sont plus nombreux que ceux de milieu rural (37.2%) et de Montréal (39.2%) se trouvant dans la même catégorie. Aussi nous ne pouvons pas affirmer l'influence déterminante de ce facteur sur l'opinion que les jeunes du Québec de demain pour l'ensemble des zones; tout au plus cette influence ne joue qu'au niveau des jeunes de Montréal et de milieu rural. Nous pouvons tout de même affirmer que les trois dimensions de notre tableau statistique sont liées entre elles. Aussi, l'influence d'une seule variable n'est pas déterminante en soi, mais l'interaction des trois variables joue à l'intérieur des zones rurale et Montréalaise de la façon que nous avons vue et en province d'une autre façon.



TABLEAU 59

(Indépendance vs nombre d'enfants)

Québec indépendant

<u>Zone</u>	<u>Nombre d'enfants</u>	<u>Oui</u>	<u>%</u>	<u>S.O. + non</u>	<u>%</u>	<u>Total</u>
	- 4	192	60.3	126	39.7	318
<u>Toutes</u>	4-5-6	226	50.4	222	49.6	448
<u>zones</u>	6 +	19	67.8	9	32.2	28
Total:		437	55.0	357	45.0	794

Chi 2 AB (ind. vs dép.) = 14.55 pour 4 d.l. significatif

Chi 2 total = 75.53 pour 26 d.l. significatif

TABLEAU 60

Québec indépendant

<u>Zone</u>	<u>Parents sur no.d'enfants</u>	<u>Oui</u>	<u>%</u>	<u>non + S.O.</u>	<u>%</u>	<u>Total</u>
<u>Toutes</u>	d'accord	27	64.3	15	35.7	42
<u>zones</u>	pas d'accord	414	54.3	348	45.7	762
Total:		441	54.8	363	45.2	804

Chi 2 AB (ind. vs dép.) = 1.85 pour 2 d.l. non significatif

Chi 2 total = 34.57 pour 17 d.l. significatif

Les tableaux 59 et 60 portent sur l'examen de deux variables, le nombre d'enfants désirés et l'accord ou le désaccord des parents sur ce nombre: sur l'opinion que les jeunes se font de l'avenir du Québec. Au niveau de chaque zone nous ne pouvons



nous prononcer sur l'importance que ces deux variables peuvent avoir à cause du nombre trop restreint de réponses dans les catégories autres que celle prévoyant l'indépendance du Québec. Cependant, pour l'ensemble des zones, lorsque nous regroupons les non et les sans opinion, certaines corrélations significatives apparaissent à la lecture des données.

D'une part, les jeunes qui pensent avoir plus de six enfants croient dans une proportion de (67.8%) à la possibilité d'un Québec séparé alors que ceux qui pensent en avoir moins de trois y croient dans une proportion de 60%. Quand nous comparons la proportion de ces jeunes - - avec celle de ceux qui pensent avoir 4-5-6 enfants (50%), nous constatons que de penser avoir un nombre peu élevé d'enfants est liée à la probabilité plus forte de croire à la possibilité de l'indépendance du Québec (Tableau 59).

D'autre part, si nous comparons l'idée que se font les répondants de la réaction des parents face au nombre d'enfants que les jeunes pensent avoir avec l'opinion de ces jeunes sur l'avenir du Québec, nous constatons qu'il existe une différence significative entre ceux dont les parents sont d'accord et ceux dont les parents sont en désaccord et sans opinion. Cette corrélation positive en faveur de ceux dont les parents ne sont pas





d'accord n'est cependant vraie que pour l'ensemble des zones et à condition que nous mettions ensemble ceux qui ne pensent pas que le Québec deviendra indépendant et les sans opinion. Quant à chacune des zones, nous ne pouvons affirmer quoique ce soit à cause du nombre trop limité de réponses dans les deux catégories déjà mentionnées. Pour l'ensemble des jeunes répondants, nous constatons que ceux dont les parents ne sont pas d'accord sur le nombre d'enfants désirés sont plus enclins à croire que le Québec se séparera du Canada (64.3% contre 54.0%). Il peut paraître surprenant que les jeunes qui ont des aspirations traditionnelles au sujet du nombre d'enfants désirés croient en même temps à un changement aussi total que celui d'un Québec séparé. Il faut d'abord dire que les pourcentages mentionnés ne sont que des proportions à l'intérieur des zones; nous trouvons beaucoup de parents d'accord (et sans opinion) avec les répondants sur le nombre d'enfants que ceux-ci pensent avoir parmi ceux qui croient en la possibilité d'un Québec indépendant (414 contre 27) que parmi ceux qui sont en désaccord avec cette même opinion à l'intérieur de cette même catégorie (27). Les jeunes ne sont donc pas éloignés de leurs parents là-dessus. Quant à la contradiction apparente entre le fait d'avoir des aspirations traditionnelles au sujet du nombre d'enfants et le fait de prévoir que le Québec sera indépendant, on pourrait croire que cette dernière



option est peut-être elle-même traditionnelle; on a vu ailleurs, en effet, que les filles du milieu rural, considérées traditionnelles dans plusieurs de leurs attitudes, prévoient en grand nombre l'indépendance du Québec.

En somme, on peut dire que l'étudiante de province qui a plus de dix ans de scolarité, qui est en faveur de la sécurité sociale, contre la nationalisation de la médecine, qui voterait pour l'Union Nationale ou le parti libéral, qui pense avoir de quatre à six enfants et dont les parents sont d'accord ou sans opinion sur le nombre, cette fille a statistiquement beaucoup de chances de penser que le Québec sera un jour indépendant, si on la compare aux garçons et aux filles de n'importe quelle autre zone.

A certaines reprises, nous avons fait des regroupements de données à l'intérieur de certaines zones pour nous permettre de faire quelques comparaisons statistiques significatives. Ces regroupements ont toujours été fait entre les non et les sans opinion, méthode qui tend à minimiser les résultats favorisant le changement.

Disons enfin, que le statut marital n'a aucune influence sur l'opinion que les jeunes se font de l'avenir du Québec.



CHAPITRE VI

Les attitudes des jeunes à l'égard du terrorisme

Voici la question que nous avons posée au sujet du terrorisme:

"Etes-vous au courant du F.L.Q., du A.L.Q. ou d'autres organisations terroristes ? Non ?

Si oui, quelle opinion avez-vous à leur sujet ? Défavorable, favorable, très défavorable, indifférent, sans opinion ?





TABIEAU 61

(Terrorisme vs zones)

Zone	Pas au courant	%	Déf. très défavorable	%	Favora- ble	%	S. O. + Indiff.	%	Indifférent	
									S. O. Pas au courant	Total
Province	32	14.4	140	63.1	20	9.0	30	13.5	62	222
Rural	49	26.5	93	50.3	20	10.8	23	12.4	72	185
Montréal	35	8.8	242	61.1	77	19.4	42	10.6	72	396
Total:	116	14.4	475	59.1	117	14.6	95	11.8	211	803

Chi 2 BC (dép. vs zones) = 46.3 pour d.l. significatif



Le tableau 61 indique que pour l'ensemble des zones 59.2% des répondants se déclarent défavorables ou très défavorables à ces mouvements alors que 14.6% leur sont favorables. Chez les autres, 23.7% n'étaient pas au courant de ces organisations et 11.8% n'avaient pas d'opinion là-dessus ou étaient indifférents. C'est au niveau des comparaisons des pourcentages entre les zones qu'apparaissent des différences importantes. La zone elle-même influence l'opinion que les jeunes expriment sur ce sujet. C'est ainsi que les jeunes de province et de Montréal sont proportionnellement plus défavorables à ces mouvements (63.1% et 61.1%) que ne le sont ceux du milieu rural. Par contre, c'est à Montréal que nous trouvons une proportion plus forte de répondants qui est favorable au terrorisme (19.4%), alors qu'en province et en milieu rural, les proportions sont plus basses et à peu près égales (9.1% et 10.8%). Les jeunes du milieu rural sont donc proportionnellement un peu moins défavorables et moins favorables à ces mouvements comparativement aux jeunes de Montréal. Cependant, ce sont eux qui sont le moins au courant (26.5%) du sujet comparés à ceux de province (14.4%) et de Montréal (8.8%). Si nous regroupons les indifférents, les sans opinion et les "pas au courant", nous constatons que le milieu rural fournit encore 38.9% de ses répondants à cette catégorie alors qu'en province et à Montréal, nous en trouvons



respectivement 27.9% et 19.4%. Cette proportion si élevée de répondants ruraux qui ne se prononcent pas ou qui ne sont pas au courant peut expliquer la sous-représentation de cette zone dans les catégories favorable et défavorable.





TABLEAU 62

(terrorisme vs sexe)

<u>Zone</u>	<u>Sexe</u>	<u>Pas au courant</u>	<u>%</u>	<u>Déf. très défavorable</u>	<u>%</u>	<u>Favora- ble</u>	<u>%</u>	<u>S. O. + Indiff.</u>	<u>%</u>	<u>Indifférent Sans opinion Pas au courant</u>	<u>% Total</u>
<u>Toutes</u>	<u>Masc.</u>	53	11.9	264	59.6	82	18.5	44	9.8	97	21.7
<u>zones</u>	<u>Fém.</u>	63	17.5	211	58.6	35	9.7	51	14.0	114	31.5
<u>Total:</u>		116	14.4	475	59.1	117	14.6	95	11.8	211	26.2
											803

Chi 2 AB (ind. vs dép.) = 17.9 pour 4 d.l. significatif



Le tableau 62 montre que le sexe a une influence sur les attitudes envers le terrorisme. Dans l'ensemble, les garçons sont davantage favorables à l'extrémisme (18.5%) que ne le sont les filles (9.7%). Cette différence ne se trouve pas dans la distribution des attitudes défavorables puisque les proportions des deux sexes sont à peu près égales dans cette catégorie d'opinion (59.6% et 58.6%). Les filles sont cependant moins au courant que les garçons (17.5% contre 11.9%) et elles sont plus indifférentes (11.4 % contre 7.7%). Lorsque nous regroupons ces deux catégories avec les sans opinion, nous constatons que les filles ont plus tendance à ne pas se prononcer que ne le font les garçons (31.5% contre 21.7%). Si les filles semblent moins favorables à la violence que les garçons et qu'elles lui sont aussi défavorables dans la même proportion qu'eux, est-ce parce qu'elles s'occupent moins de politique que les garçons et qu'elles sont moins au courant ?



TABLEAU 63

(Terrorisme vs sexe et zone)

<u>Zone</u>	<u>Sexe</u>	<u>Pas au</u>		<u>Déf. très</u>	<u>Favora-</u>	<u>S. O. +</u>		<u>Sans opinion</u>		<u>Total</u>
		<u>courant</u>	<u>%</u>		<u>ble</u>	<u>%</u>	<u>Indiff.</u>	<u>Pas au courant</u>	<u>%</u>	
Province	M.	14	10.4	86	17	12.6	18	32	23.5	135
	F.	18	20.7	54	3	3.4	12	30	34.2	87
Rural	M.	28	28.6	47	15	15.3	8	36	36.5	98
	F.	21	24.1	46	5	5.7	15	36	41.2	87
Montréal	M.	11	5.2	131	50	23.8	18	29	13.7	210
	F.	24	12.9	111	27	14.5	24	48	25.7	186
Total:		116	14.4	475	117	14.6	95	211	26.2	803

Chi 2 total 77.1 pour 29 d.l.      significatif





Le tableau 63 indique qu'au niveau de chacune des zones des différences existent au sujet de certaines opinions; l'influence du sexe n'est pas nécessairement totale et à sens unique pour toutes les zones. Prenons le cas de ceux qui ne sont pas au courant des activités terroristes dans chacune des zones et comparons les résultats avec ceux de l'ensemble des zones. Alors que le sexe féminin est beaucoup moins au courant du terrorisme que le sexe masculin dans l'ensemble des zones, nous retrouvons l'inverse en milieu rural (24.1% contre 28.6%). Cependant, ce que nous affirmions pour l'ensemble demeure vrai en province (20.7% contre 10.4%) et à Montréal (12.9% contre 5.2%), c'est-à-dire que les filles sont moins au courant que les garçons. Quant à ceux qui sont favorables à ces mouvements, on constate que les filles de Montréal (14.5%) y sont plus fortement représentées que les garçons de province (12.6%) et évidemment beaucoup plus que les filles de province (3.4%) et du milieu rural (5.7%). Ce même phénomène se produit aussi parmi les jeunes qui ne sont pas au courant, les filles de Montréal sont moins nombreuses dans cette catégorie (12.9%) que le sont les garçons du milieu rural (28.6%), les filles de province (20.7%) et de milieu rural (24.1%).

Lorsqu'on regroupe les indifférents, les sans opinion et les "pas au courant", les répondants de sexe féminin sont



sur-représentés dans ces catégories. Cependant, les garçons de milieu rural (36.5%) y sont représentés davantage que les filles de Montréal (25.7%), alors que ceux de province s'approchent sensiblement des mêmes proportions. Ces résultats nous permettent donc d'affirmer que le sexe a une influence déterminante mais à degrés déterminants selon les zones.



TABEAU 64

(Terrorisme vs scolarité)

<u>Zone</u>	<u>Scolarité</u>	<u>Pas au</u>		<u>Déf. très</u>	<u>Favora-</u>	<u>S. O. +</u>		<u>Sans opinion</u>		<u>Total</u>
		<u>courant</u>	<u>%</u>		<u>ble</u>	<u>%</u>	<u>Indiff.</u>	<u>Pas au courant</u>	<u>%</u>	
<u>Toutes</u>	<u>- 10</u>	63	40.4	57	14	9.0	22	85	54.5	156
<u>zones</u>	<u>10 +</u>	53	8.2	419	103	15.9	72	125	19.3	647
<u>Total:</u>		116	14.4	476	117	14.6	94	210	26.1	803

Chi 2 AB (ind. vs dép.) = 112.2 pour 4 d.l. significatif





TABIEAU 65

(terrorisme vs scolarité et zone)

Zone	Scolarité	Pas au courant		Déf. très défavorable	%	Favorable	S. O. + Indiff.		Sans opinion		Total	
			%					%	Pas au courant	%		
Province	- 10 10 +	14	38.9	16	44.4	3	8.3	3	8.3	17	47.2	36
		18	9.7	124	66.7	17	9.1	27	14.6	45	24.3	186
Rural	- 10 10 +	28	50.9	13	23.6	5	9.1	9	15.3	37	67.3	55
		21	16.2	80	61.5	15	11.5	14	10.8	35	27.0	130
Montréal	- 10 10 +	21	32.3	28	43.1	6	9.2	10	15.4	31	47.2	65
		14	4.2	215	64.9	71	21.4	31	9.3	45	13.5	331

Chi 2 total = 199.9 pour 29 d.l. significatif

Chi 2 ABC (3 dimensions) = 24.7 pour 8 d.l. significatif



Le niveau de scolarité a aussi une influence sur l'opinion que les jeunes émettent sur le terrorisme. Pour l'ensemble des zones, les jeunes qui ont neuf ans ou moins de scolarité sont presque cinq fois moins au courant que ceux qui ont dix ans et plus de scolarité (40.4% contre 8.2%). Cependant les plus scolarisés sont à la fois plus défavorables (64.8% contre 36.5%) et plus favorables (15.9% contre 8.9%) au F.L.Q. que ne le sont les moins scolarisés. Ces écarts importants dans les proportions peuvent s'expliquer par le fait que ceux qui ont le plus de scolarité sont plus au courant de la question discutée et se prononcent davantage. Quant aux indifférents et aux sans opinion, nous les retrouvons dans une proportion un peu plus grande chez les moins instruits (14.1% contre 11.1%). Lorsque nous regroupons ceux qui ne se prononcent pas et ceux qui ne sont pas au courant nous constatons que plus de la moitié des moins de dix ans de scolarité (54.5%) se retrouvent dans cette catégorie comparative-ment à (19.3%) seulement chez les plus de 10 ans de scolarité (Voir tableau 64).

Lorsque nous comparons les zones entre elles, c'est entre Montréal et le milieu rural que nous constatons les plus grandes différences même si certaines autres différences apparaissent des répondants de province (Voir tableau 65). C'est ainsi que quatre fois plus de jeunes de milieu rural qu'à Montréal et



ayant plus de dix ans de scolarité ne sont pas au courant des activités terroristes (16.2% contre 4.2%). Pour ceux qui ont moins de dix ans de scolarité, l'écart est moins grand entre les deux zones mais il demeure encore significatif (50.9% contre 32.3%). Dans cette même catégorie, les jeunes de Montréal sont deux fois plus défavorables au F.L.Q. que ne le sont ceux de milieu rural (43.1% contre 23.6%). En même temps, nous avons à peu près les mêmes proportions de jeunes de scolarité plus élevée dans les deux zones qui sont défavorables à ce mouvement (64.9% contre 61.5%) alors que lorsqu'il s'agit d'être favorables au terrorisme, les jeunes de Montréal le sont deux fois plus que les jeunes de province ou de milieu rural. D'autre part, lorsque nous réunissons ceux qui ne se prononcent pas et ceux qui ne sont pas au courant, nous constatons que 67.3% des jeunes de milieu rural ayant moins de dix ans de scolarité se retrouvent dans cette catégorie comparativement à 47% de ceux de province et de Montréal. Ainsi le degré de scolarité influence l'opinion que les jeunes peuvent avoir au sujet des organisations terroristes mais cette influence n'est pas absolue puisqu'elle est en même temps liée à la zone qui, elle, influence aussi l'opinion des jeunes au sujet du F.L.Q. On ne peut donc pas affirmer l'influence déterminante d'une variable en particulier mais celle de trois variables qui s'interinfluencent.





TABIEAU 66

(Terrorisme vs revenu du père)

<u>Zone</u>	<u>Revenu du père</u>	<u>Pas au courant %</u>	<u>Déf. très défavorable</u>	<u>%</u>	<u>Favora- ble</u>	<u>%</u>	<u>Sans opinion Indifférent Pas au courant</u>	<u>%</u>	<u>Total</u>
	- 4000.	64	24.8	127	49.2	29	11.2	39.5	253
<u>Touta</u>	<u>4-5000.</u>	25	9.8	165	64.5	41	16.0	19.6	256
<u>ZONE</u>	<u>5-5000.</u>	3	3.3	60	66.7	20	22.2	11.0	90
	8000. +	10	8.9	78	69.6	13	11.6	17.9	112

Chi 2 total = 174.9 pour 59 d.l. significatif



Le tableau 66 indique que dans l'ensemble le revenu du père amène certaines différences dans l'option que les répondants font à l'égard du terrorisme. Ainsi, ceux dont le père a un revenu de moins de 4000.00 sont plus fortement représentés que les autres dans la catégorie des "pas au courant" (24.8% contre 9.8%, 3.3% et 8.9%). D'autre part, ce sont ces mêmes jeunes (<4000.) qui défavorisent moins le terrorisme (49.2%) en même temps qu'ils sont les moins favorables (11.2%). Cela s'explique en partie par le fait qu'une plus grande proportion de ce groupe n'est pas au courant, est indifférente ou n'a pas d'opinion (39.5% contre 19.6%, 11.0% et 17.9%). En revanche, les répondants dont le revenu du père est supérieur à 4000.00 sont peu à ne "pas être au courant": ils sont plus défavorables (64.5% et 69.6%) et en même temps plus favorables (11.6% à 22.2%). Il semble donc que le revenu du père peut déterminer à l'avance le degré d'information politique que les jeunes auront et par voie de conséquence la probabilité de se prononcer sur un sujet comme le terrorisme.



TABIEAU 67

(Terrorisme vs revenu du père et zone)

Zone	Revenu du père	Pas au courant		Déf. très défavorable		Favora- ble		Sans opinion Indifférent		Total
		%		%		%		Pas au courant		
Province	- 4000.	11	18.3	35	58.3	4	6.7	21	35.0	60
	4-6000.	9	10.8	49	59.0	12	14.5	22	21.5	83
	6-8000.	1	5.3	15	78.9	1	5.3	3	15.9	19
	8000. +	5	12.5	31	77.5	1	2.5	8	20.0	40
Rural	- 4000.	31	32.3	45	46.9	5	5.3	46	68.0	96
	4-6000.	10	22.2	27	60.0	5	11.1	13	28.9	45
	6-8000.	1	7.1	6	42.9	6	42.9	2	14.2	14
	8000. +	3	17.6	8	47.1	3	17.6	6	35.2	17
Montréal	- 4000.	22	21.6	47	46.1	20	19.6	35	34.3	102
	4-6000.	6	4.7	89	69.5	24	18.7	15	11.7	128
	6-8000.	1	1.8	39	68.4	13	22.8	5	8.8	57
	8000. +	2	3.6	39	70.9	9	16.4	7	12.7	55
Total:		102	14.2	430	60.1	103	14.4	183	25.5	716

Chi 2 AB (Ind. vs dép.) = 57.7 pour 12 d.l. significatif





Le tableau 67 indique qu'à l'intérieur de chacune des zones, on retrouve le même phénomène puisque la catégorie -4000. est toujours plus représentée que les autres dans la catégorie "pas au courant". Cela est notamment vrai pour les répondants de Montréal; en effet, ils sont six fois moins au courant que ceux des autres catégories (21.6% contre 4.7%, 1.8% et 3.6%). En milieu rural, bien que la différence n'ait pas la même signification qu'à Montréal, les répondants dont le père est -4000. ont aussi une proportion plus forte de "pas au courant" (32.3%); les écarts entre les autres catégories sont moins forts (22.2%, 7.1% et 17.6%). Ces écarts plus restreints en milieu rural peuvent s'expliquer par le fait que les "mass media" sont moins accessibles à l'ensemble de la population et aussi parce que les répondants ayant moins de dix ans de scolarité sont sur-représentés dans notre échantillon. Cette sur-représentation est due non à la non-représentativité de notre échantillon mais au fait que cette zone compte une population sous-scolarisée par rapport aux autres régions. Ce qui invite à la prudence dans l'interprétation des données, puisqu'il suffirait quelques fois d'avoir un ou deux répondants de plus dans une catégorie de revenu pour changer les résultats.



(Terrorisme vs emploi)

TABIEAU 68

Zone	Emploi	Pas au courant %	Déf. très défavorable	Favorable %	S. O. + Indiff. %			Sans opinion Indifférent Pas au courant %		Total
					%	Indiff.	%	Pas au courant	%	
Toutes	Etudiant	23	6.4	240	66.8	64	17.8	32	8.8	359
zones	Travailleur	91	20.6	235	53.3	52	11.8	63	14.2	441
Total:		114	14.2	475	59.4	116	14.5	95	11.9	800

Chi 2 AB (Ind. vs dép.). = 112.2 pour d.l. significatif

(Terrorisme vs emploi et zone)

TABIEAU 69

Zone	Emploi	Pas au courant %	Déf. très défavorable	Favorable %	S. O. + Indiff. %			Sans opinion Indifférent Pas au courant %		Total
					%	Indiff.	%	Pas au courant	%	
Province	Etudiant Trav.	7 24	6.0 22.9	87 53	75.0 50.5	9 11	7.8 10.5	13 17	11.1 16.1	116 105
Rural	Etudiant Trav.	12 37	18.2 31.1	36 57	54.5 47.9	9 11	13.6 9.2	9 14	13.6 11.7	66 119
Montréal	Etudiant Trav.	4 30	2.3 13.8	117 125	66.1 57.6	46 30	26.0 13.8	10 32	5.6 14.6	177 217

Chi 2 total = 115.5 pour 29 d.l. significatif



Le tableau 68 indique que dans l'ensemble les travailleurs sont plus nombreux à ne pas être au courant du terrorisme (20.6% contre 6.4%) alors que les étudiants sont à la fois plus défavorables (66.8% contre 53.3%) et plus favorables (17.8% contre 11.8%). Lorsque nous mettons ensemble ceux qui n'ont pas d'opinion et ceux qui ne sont pas au courant, nous constatons que les jeunes travailleurs sont deux fois plus nombreux que ne le sont les étudiants dans cette même catégorie (34.8% contre 15.2%).

A l'intérieur de chaque zone, ce sont encore les travailleurs qui sont les moins au courant mais les proportions varient selon que les jeunes sont de province, de milieu rural ou de Montréal (Tableau 69). Les proportions sont de 31.1% au rural, 22.9% en province et de 13.8% à Montréal. Cependant, pour constater que l'emploi n'a pas la même influence partout, il suffit de comparer les travailleurs de Montréal et les étudiants ruraux. Nous trouvons que ces derniers sont moins au courant de la question que les travailleurs de Montréal (18.2% contre 13.8%). Ce qui signifie que le fait de ne pas être au courant des activités terroristes n'est pas uniquement lié à l'emploi mais aussi à la zone qui a une importance capitale en ce domaine.

Le même phénomène se produit lorsqu'on analyse les répondants qui sont défavorables à ces mouvements. Dans chaque zone,





ce sont les étudiants qui sont les plus défavorables, mais lorsque nous comparons les travailleurs de Montréal et les étudiants du rural, nous constatons que les proportions sont inversées (57.6% contre 54.5%). Il faut souligner que ce sont les étudiants de province qui sont les plus défavorables au F.L.Q. (75.0%) en même temps qu'ils sont les moins favorables (7.8%). Ce sont les étudiants de Montréal qui favorisent davantage ces mouvements (26.0%) alors que les étudiants du rural et les travailleurs de Montréal occupent des proportions à peu près égales (13.6% contre 13.8%).



TABIEAU 70

(Terrorisme vs parti politique)

<u>Zone</u>	<u>Parti politique</u>	<u>Déf. très défavorable</u>	<u>%</u>	<u>Favorable</u>	<u>%</u>	<u>Sans opinion Indifférent Pas au courant</u>	<u>%</u>	<u>Total</u>
<u>Toutes zones</u>	U. N.	54	51.4	12	11.4	39	37.1	105
	Libéral	237	66.8	43	12.1	75	29.8	355
	Cr. Social	17	42.5	6	15.0	17	42.5	40
	R. I. N.	25	48.1	22	42.3	5	9.6	55
	S. opinion	118	56.7	18	8.6	62	34.6	208
<u>Total:</u>		451	59.3	101	13.3	133	27.3	760

Chi 2 AB (Ind. vs dép.) = 79.6 pour 16 d.l.      significatif



Le tableau 70 indique que le parti politique influence l'opinion que les répondants ont sur le terrorisme. A cause du manque de cas à l'intérieur de certaines zones, nous ne pouvons interpréter les données pour chaque zone. Aussi nous bornerons-nous à analyser les données pour l'ensemble des zones, en ayant soin de regrouper les "pas au courant", les indifférents et les sans opinion. Ce sont les répondants qui voteraient libéral qui sont les plus défavorables (66.8%) suivis des sans opinion au sujet du parti pour lequel ils voteraient (56.7%) et de ceux qui voteraient pour l'Union Nationale (51.4%). Du côté des favorables au terrorisme, ce sont ceux qui n'ont pas d'opinion sur les partis politiques qui le sont moins (8.6%) alors que les rinistes arrivent en tête avec 42.3%. Cet écart considérable entre R.I.N. et les autres partis (11.4%, 12.1% et 15.0%) peut s'expliquer par le fait que plusieurs de ses partisans veulent l'indépendance du Québec et sont prêts à accepter le terrorisme si c'était nécessaire. De plus, la majorité des rinistes viennent de Montréal et cette zone indique déjà une plus forte probabilité d'être favorable du terrorisme. Le Crédit Social fournit le plus de partisans qui ne se prononcent pas ou ne sont pas au courant (42.5%) alors que le R.I.N. est de loin le parti qui fournit le moins de répondants à cette catégorie (9.6%). Cette abstention en si grand nombre des partisans du Crédit social (42.5%) et de l'Union





Nationale (37.1%) s'explique surtout par le fait que ces deux partis recrutent leurs membres en majorité dans le milieu rural et en province et que cette variable géographique détermine déjà à une plus grande indifférence ou à ne pas "être au courant".



TABEAU 71

(terrorisme vs nationalisation de la médecine)

Zone	Nation. de la médecine	Pas au courant	%	Déf. très défavorable	%	Favorable	%	S. O. + Indiff.	%	Sans opinion	
										Pas au courant	Total
<u>Toutes zones</u>	Oui	81	19.9	210	51.7	63	15.5	52	12.8	133	406
	S.O. + non	35	8.8	266	66.8	54	13.6	43	10.7	78	398
<u>Total:</u>		116	14.4	476	59.2	117	14.5	95	11.8	211	804

Chi 2 AB (ind. vs dép.) = 27.4 pour 4 d.l. significatif

TABEAU 72

(Terrorisme vs nationalisation de la médecine et zone)

Zone	Nation. de la médecine	Pas au courant	%	Déf. très défavorable	%	Favorable	%	S. O. + Indiff.	%	Sans opinion	
										Pas au courant	Total
<u>Province</u>	oui	19	20.9	48	20.9	10	10.9	14	15.2	33	91
	s. o. + non	13	9.9	92	9.9	10	10.7	16	12.7	29	131
<u>Rural</u>	oui	35	31.8	48	31.8	11	10.0	16	14.5	51	110
	s. o. + non	14	18.7	45	18.7	9	12.0	7	9.3	21	75
<u>Montréal</u>	oui	27	13.2	114	13.2	42	20.5	22	10.7	49	205
	s. o. + non	8	4.2	129	4.2	35	18.2	20	10.3	28	192

Chi 2 total = 92.3 pour 29 d.l. significatif



Le tableau 71 montre que ceux qui favorisent la nationalisation de la médecine sont dans l'ensemble moins au courant du terrorisme (19.9% contre 8.8%), sont moins défavorables (51.7% contre 66.8%) et sont un peu plus favorables à ces mouvements (15.5% contre 13.6%) que ne le sont ceux qui ne sont pas en faveur de cette nationalisation.

Le tableau 72 indique que cette affirmation reste vraie pour chaque zone à l'exception du milieu rural où ceux qui favorisent la nationalisation sont un peu moins favorables au F.L.Q. que les autres (10.0% contre 12.0%). Cependant ces affirmations globales ne sont justes que dans la mesure où nous ne comparons pas les proportions entre elles. Par exemple, ceux qui ne sont pas au courant du terrorisme, désirent la nationalisation de la médecine dans une proportion de 13.2% à Montréal, 31.8% en milieu rural et de 20.9% en province; ce qui indique des différences pour chaque zone à l'intérieur des mêmes catégories.

On peut donc conclure que ce que nous pouvons affirmer pour l'ensemble des zones est significatif en soi mais qu'il faut tenir compte de chaque zone en particulier selon qu'on examine une question ou une autre.





TABEAU 73

(Terrorisme vs indépendance du Québec)

Zone	Indépen- dance	Défavorable très défav.	%	Favorable	%	Sans opinion		Total
						Indifférent	Pas au courant	
<u>Toutes</u>	oui	246	55.8	88	19.9	107	24.3	441
<u>zones</u>	non + s.o.	230	63.3	29	8.1	104	28.6	363
<u>Total:</u>		476	59.2	117	14.5	211	24.2	804

Chi 2 AB (ind. vs dép.) = 83.56 pour 8 d.l. significatif

TABEAU 74

(Terrorisme vs Indépendance du Québec vs zone)

Zone	Indépendance du Québec	Déf. très défavorable	%	Favorable	%	Sans opinion		Total
						Indifférent	Pas au courant	
Province	oui	55	60.4	16	17.6	20	22.0	91
	non + s. o.	85	64.8	3	3.2	42	32.0	131
Rural	oui	52	46.0	16	14.2	45	39.9	113
	non + s. o.	41	56.9	4	5.6	27	37.5	72
Montréal	oui	139	58.7	56	23.6	42	17.8	237
	non + s. o.	104	65.0	21	13.2	35	21.8	160

Chi 2 BC (Dép. vs zone) = 46.38 pour 8 d.l. significatif



Le tableau 73 indique que si l'on met en relation l'opinion que les répondants ont au sujet de l'indépendance du Québec et leur attitude à l'égard du terrorisme, certaines différences significatives apparaissent. Pour l'ensemble des zones, il est frappant de constater quelle proportion importante des jeunes qui n'ont pas d'opinion sur l'avenir politique du Québec ne sont pas au courant, sont indifférents ou sans opinion à l'égard des mouvements terroristes (55.0%). Par contre, ceux qui ont manifesté une opinion sur l'avenir du Québec sont beaucoup moins nombreux à ne pas être au courant ou à ne pas se prononcer (23.0%). Ceux qui ne s'intéressent pas à l'avenir du Québec sont pour la plupart sans opinion ou n'ont pas les moyens de s'informer de questions politiques aussi importantes que celle des mouvements terroristes. Lorsqu'on réunit ceux qui ne pensent pas que le Québec deviendra indépendant et les sans opinion sur ce sujet, on constate que ces répondants sont beaucoup plus défavorables (63.3%) et moins favorables (8.1%) au F.L.Q. que ne le sont ceux qui prévoient un Québec indépendant (55.8% et 20.0%).

Le tableau 74 montre que si l'on compare les résultats de chacune des zones, on voit que les villes, province et Montréal fournissent le plus grand nombre de répondants défavorables au F.L.Q. dans la catégorie des sans opinion et de ceux qui ne pensent pas que l'indépendance du Québec se fera (65% à Montréal et



en province contre 56.9% en milieu rural). On observe le même phénomène dans la catégorie de ceux qui croient que le Québec sera indépendant. D'autre part, même parmi ceux qui ne croient pas que le Québec sera indépendant, on retrouve à Montréal une proportion presque aussi grande de répondants (13.2%) qui sont favorables au F.L.Q. que celle que nous avons en milieu rural (14.1%) qui eux, croient que le Québec sera indépendant et qui sont favorables au F.L.Q. Evidemment, l'écart des proportions entre les deux groupes de répondants est plus fort en province ( $17.6\% - 3.2\% = 14.4\%$ ) qu'à Montréal ( $23.6\% - 13.2\% = 10.4\%$ ) parce que le nombre des favorables est partagé plus également dans chacune des catégories. Ce qui est dû au fait qu'à Montréal, les jeunes se prononcent davantage dans chacune des catégories et qu'en même temps la zone leur donne une plus grande probabilité d'accepter plus facilement ces mouvements terroristes. C'est à Montréal, enfin, que nous retrouvons le moins d'abstentions dans l'une ou l'autre catégorie (17.8% et 21.8%) alors que c'est en milieu rural que nous en trouvons le plus (39.9% et 37.5%).

Le nombre d'enfants que les jeunes pensent avoir a tendance à influencer lui aussi l'opinion qu'ils ont à l'égard du F.L.Q. En effet, ceux qui pensent avoir moins de trois enfants sont moins défavorables au F.L.Q. (56.9%) et lui sont





plus favorables (19.2%) que ceux qui croient en avoir plus de trois (60.5% et 11.8%). Cependant ces écarts ne sont pas grands ni assez répandus dans toutes les zones pour qu'on puisse dire que cette variable joue un rôle significatif.

Enfin, les variables: départ prévu de sa région, favoriser la sécurité sociale, penser qu'on peut corriger les injustices ou avoir des parents qui sont d'accord sur le nombre d'enfants qu'on pense avoir, n'influencent aucunement, pour l'ensemble des zones, l'opinion que les répondants ont du F.L.Q. on note que ces variables jouent légèrement à l'intérieur d'une zone ou l'autre.



C H A P I T R E    V I I

Le nombre d'enfants que les jeunes pensent avoir

Nous avons posé la question suivante:

"Quand vous serez marié, combien d'enfants pensez-vous que vous aurez ?"

TABLEAU    75

(Nombre d'enfants vs zone)

<u>Zone</u>	<u>3 enfants ou moins</u>		<u>4 enfants ou plus</u>		<u>Total</u>
	<u>No.</u>	<u>%</u>	<u>No.</u>	<u>%</u>	
Province	87	39.7	132	60.3	219
Rural	47	25.5	137	74.5	184
Montréal	184	47.2	206	62.8	390
Total:	318	40.1	475	59.9	793

Le tableau 75 indique que 40.1% des répondants croient avoir moins de trois enfants alors que les autres (59.9%) pensent en avoir quatre ou plus. Parmi ceux de la première catégorie, ce sont les jeunes de Montréal qui ont la plus grande proportion (47.0%) tandis que les jeunes ruraux sont les moins représentés avec 25.5% de leurs effectifs. De leur côté, les jeunes se situent entre les deux groupes avec 39.7%. On peut en conclure que les ruraux adhèrent encore largement au modèle de la famille



traditionnelle canadienne-française tandis que ceux de Montréal ont tendance à s'en éloigner.

TABLEAU 76

(Nombre d'enfants vs sexe)

<u>Zone</u>	<u>Sexe</u>	<u>3 enfants ou moins</u>		<u>4 enfants ou plus</u>		<u>Total</u>
		<u>No.</u>	<u>%</u>	<u>No.</u>	<u>%</u>	
<u>Toutes</u>	Masc.	204	46.7	233	53.3	437
<u>zones</u>	Fém.	114	32.0	242	68.0	356

TABLEAU 77

(Nombre d'enfants vs sexe et zone)

<u>Zone</u>	<u>Sexe</u>	<u>3 enfants ou moins</u>		<u>4 enfants ou plus</u>		<u>Total</u>
		<u>No.</u>	<u>%</u>	<u>No.</u>	<u>%</u>	
Province	M.	63	46.7	72	53.3	135
	F.	24	28.6	60	71.4	84
Rural	M.	29	29.9	68	70.1	97
	F.	18	20.7	69	79.3	87
Montréal	M.	112	54.6	93	45.4	205
	F.	72	38.9	113	61.1	185

Le tableau 76 indique que pour l'ensemble des zones les garçons sont beaucoup plus enclins à se prononcer pour une famille restreinte (trois ou moins) (46.7%) que ne le sont les filles. Le même phénomène se produit dans chaque zone mais avec des variations dans les proportions. Les garçons de Montréal optent le plus souvent pour une famille de trois enfants ou moins (54.6%) tandis que





les filles de Montréal sont plus enclines à faire ce choix: si on les compare à celles des autres zones. C'est en milieu rural que les filles sont le plus en faveur d'une famille de plus de quatre enfants (74.7%) et les garçons du rural sont à peu près dans le même cas (63.9%). Ces résultats indiquent que le sexe joue un rôle prépondérant dans les prédictions que les jeunes font sur le nombre d'enfants qu'ils auront mais il faut ajouter que la zone a une importance capitale dans ces choix.

Le statut marital des jeunes interviewés n'indique pas de différences significatives quant au nombre d'enfants qu'ils pensent avoir. Le nombre trop restreint de répondants dans la catégorie des individus mariés nous empêche d'affirmer quoique ce soit à partir de nos données.



TABEAU 78

(Nombre d'enfants vs emploi)

Zone	Emploi	3 enfants ou moins		4 enfants ou plus		Total
		<u>No.</u>	<u>%</u>	<u>No.</u>	<u>%</u>	
Province	Etudiant	45	38.8	71	61.2	116
	Trav.	41	40.2	61	59.8	102
Rural	Etudiant	18	27.3	45	72.7	66
	Trav.	29	24.6	82	75.4	118
Montréal	Etudiant	81	46.6	93	53.4	174
	Trav.	101	47.2	113	52.8	214
Toutes zones	Etudiant	144	40.4	212	59.5	356
	Trav.	171	39.4	263	60.5	434
Total:		315	39.9	475	60.1	790

Chi 2 total 39.73 pour 17 d.l.    significatif

Le tableau 78 montre que l'emploi des répondants n'est pas non plus un facteur déterminant sur le nombre d'enfants qu'ils pensent avoir plus tard. On note quelques minimes différences à l'intérieur de certaines zones mais elle ne sont pas assez importantes pour être significatives. La distribution des proportions --- à peu près également représentées chez les étudiants et les travailleurs mais avec des variations chez les deux groupes selon la zone indique que le milieu plus que l'emploi est important.



TABLEAU 79

(NOMBRE d'enfants vs scolarité)

<u>Zone</u>	<u>Scolarité</u>	<u>3 enfants ou moins</u>		<u>4 enfants ou plus</u>		<u>Total</u>
		<u>No.</u>	<u>%</u>	<u>No.</u>	<u>%</u>	
Province	- 10	22	61.1	14	38.9	36
	10 +	65	35.5	118	64.5	183
Rural	- 10	12	22.2	42	77.8	54
	10 +	35	26.9	95	73.1	130
Montréal	- 10	26	41.3	37	58.7	63
	10 +	158	48.3	169	51.7	327
Toutes zones	- 10	60	39.2	93	60.8	153
	10 +	258	40.3	382	59.7	640
Total:		318	40.1	475	59.9	793

Chi 2 total 52.9 pour 12 d.l.    significatif

Le tableau 59 montre que la corrélation entre le niveau de scolarité et le nombre d'enfants n'est pas significative pour l'ensemble des zones mais qu'elle est à l'intérieur de chacune. C'est ainsi que ce sont les jeunes de province dont la scolarité ne dépasse neuf ans qui sont proportionnellement les plus nombreux à penser qu'ils auront trois enfants ou moins (61.1%), suivis des répondants de Montréal ayant 10 ans et plus de scolarité (48.3%). Enfin, c'est parmi les jeunes du milieu rural ayant moins de dix ans de scolarité que nous retrouvons la plus grande proportion de ceux qui optent pour une famille de plus de trois enfants.





Ces résultats montrent que le niveau de scolarité a une influence sur le nombre d'enfants mais que, seule, cette variable n'est pas déterminante. Il est clair, en effet, que la scolarité n'a pas la même signification en milieu rural qu'en milieu urbain et que l'influence qu'elle exerce dans une zone peut jouer en sens opposé dans une zone. Nous sommes obligés de constater que, même si le niveau de scolarité influe sur le choix, le milieu semble plus important quant aux attitudes au sujet de la natalité.

TABEAU 80

(Nombre d'enfants vs revenu du père)

Zone	Revenu du père	3 enfants ou moins		4 enfants ou plus		Total
		No.	%	No.	%	
Province	- 4000.	24	40.0	36	60.0	60
	4-6000.	26	32.1	55	67.9	81
	6-8000.	9	47.4	10	52.7	19
	8000. +	17	43.6	22	56.4	39
Rural	- 4000.	28	29.5	67	70.5	95
	4-6000.	8	17.8	37	82.3	45
	6-8000.	1	7.1	13	92.9	14
	8000. +	3	17.6	14	82.4	17
Montréal	- 4000.	47	46.5	54	53.4	101
	4-6000.	57	45.6	68	54.4	125
	6-8000.	36	64.3	20	35.7	56
	8000. +	24	43.6	31	56.3	55

Chi 2 total = 95.0 pour 35 d.l.    significatif



TABLEAU 81

(Nombre d'enfants vs revenu du père et zone)

<u>Zone</u>	<u>Revenu du père</u>	<u>3 enfants ou moins</u>		<u>4 enfants ou plus</u>		<u>Total</u>
		<u>No.</u>	<u>%</u>	<u>No.</u>	<u>%</u>	
<u>Toutes</u> <u>zones</u>	- 4000.	99	38.7	157	61.3	256
	4-6000.	91	36.3	160	63.8	251
	6-8000.	46	51.7	43	48.4	89
	8000. +	44	39.6	67	60.4	111
Total:		280	39.6	427	60.4	707

Les tableaux 80 et 81 montrent que lorsque nous considérons le revenu du père des répondants comme variable indépendante, seule la catégorie de revenu 6000.-8000. ne va pas dans le même sens que les autres. En effet alors que les jeunes dont le revenu du père est de moins de 4000. à 6000. ou de 8000. et plus pensent avoir trois enfants ou moins dans des proportions variant de 36% à 39%, ceux de 6000. à 8000. y pensent dans une proportion de 52.0% - - (Voir tableau 81). Il semble donc que les jeunes de cette catégorie sont moins attirés par une grande famille que ne le sont les autres. Cependant, cette différence vient surtout des jeunes de Montréal qui optent le plus souvent pour ce nombre (64.3%), tandis que seulement 7.1% des jeunes de milieu rural font de même (Tableau 80).

Il semble donc que le revenu joue un rôle sur le



nombre d'enfants que les jeunes pensent avoir mais le rôle varie selon la zone où ils habitent. Aussi sommes-nous à même de constater qu'un revenu de 6000. à 8000. en milieu rural signifie beaucoup plus d'aisance qu'il ne le fait à Montréal. En effet, un tel revenu à Montréal signifie qu'une famille est dans la classe moyenne alors qu'en milieu rural celle-ci serait dans la catégorie des niveaux de vie assez élevés. Aussi les résultats auxquels nous arrivons sont conformes à l'hypothèse générale à l'effet que les revenus les plus bas et les plus élevés soient ceux qui favorisent les familles plus nombreuses. Comme les revenus n'ont pas la même signification pour les deux zones en question, il est normal que des revenus semblables n'incitent pas les répondants à avoir le même nombre d'enfants lorsqu'ils sont dans des zones différentes. On peut donc conclure que le revenu du père des répondants a une certaine influence sur le nombre d'enfants que les jeunes pensent avoir mais que cette influence est liée à la zone.





TABLEAU 82

(Nombre d'enfants vs parti politique)

Zone	Parti politique	<u>3 enfants ou moins</u>		<u>4 enfants ou plus</u>		<u>Total</u>
		<u>No.</u>	<u>%</u>	<u>No.</u>	<u>%</u>	
	Union Nat.	37	35.2	68	64.8	105
	Libéral	139	40.1	208	59.9	347
<u>Toutes</u>	Crédit Soc.	14	35.6	26	65.0	40
<u>zones</u>	R. I. N.	25	48.1	27	41.9	52
	S.opinion	76	36.9	130	63.1	206
Total:		291	38.8	459	61.2	750

Chi 2 AB (ind. vs dép.) = 6.7 pour 8 d.l. non significatif

Le tableau 82 indique qu'à l'exception des partisans du R.I.N. ceux des autres partis se répartissent à peu près également lorsqu'il s'agit de prévoir le nombre d'enfants qu'ils auront. En effet alors que 60% à 64% de ces derniers pensent avoir quatre enfants et plus, seulement 41.9% des rinistes font le même choix. Il semble que cette différence vienne du fait que la majorité des partisans du R.I.N. se recrutent à Montréal et que cette zone soit celle qui favorise le moins la famille nombreuse. Aussi croyons-nous que le parti politique n'est en soi aucunement responsable de ces options, le milieu semble être le facteur d'explication.



TABLEAU 83

(nombre d'enfants vs accord des parents sur ce nombre et zone)

<u>Zone</u>	<u>Accord sur No.d'enfants</u>	<u>3 enfants ou moins</u>		<u>4 enfants ou plus</u>		<u>Total</u>
		<u>No.</u>	<u>%</u>	<u>No.</u>	<u>%</u>	
Province	pas d'accord	2	20.0	8	80.0	10
	d'accord + s.o.	85	40.7	124	59.3	209
Rural	pas d'accord	5	35.7	9	64.3	14
	d'accord + s.o.	42	24.7	128	75.3	170
Montréal	pas d'accord	12	66.7	6	33.3	18
	d'accord + s.o.	172	46.1	201	39.9	373

Le tableau 83 indique que les jeunes dont les parents sont d'accord ou sans opinion sur le nombre d'enfants que leurs fils et filles pensent avoir sont proportionnellement un peu plus nombreux dans la catégorie des plus de trois enfants (61.2% contre 54.8%). Cela est notamment vrai chez les jeunes de Montréal et du milieu rural (75.3% contre 64.3%). En effet, plus de 65% des jeunes de Montréal dont les parents ne sont pas d'accord sur ce nombre pensent avoir trois enfants ou moins. Cependant, les proportions sont inversées en province où les jeunes dont les parents sont en désaccord avec eux (estiment-ils) sont plus nombreux à penser qu'ils auront plus de trois enfants (80.0% contre 59.3%).



C H A P I T R E    VIII

VIVRE ICI OU PARTIR

Nous avons demandé aux interviewés:

"Croyez-vous que vous continuerez toujours à vivre ici  
ou pensez-vous qu'un jour vous partirez ?"

TABLEAU    84

(Départ vs zones)

<u>Zone</u>	<u>Oui</u>	<u>%</u>	<u>Non</u>	<u>%</u>	<u>Total</u>
Province	159	7.16	63	28.4	222
Rural	139	75.6	46	24.9	185
Montréal	<u>125</u>	<u>31.5</u>	<u>272</u>	<u>68.5</u>	<u>397</u>
Total:	423	52.6	381	47.4	804

Chi 2 BC (dép. vs zone) = 140.8 pour d.l.    significatif

Le tableau 84 indique des différences significatives au niveau des zones. En effet, les jeunes de province et du milieu rural sont proportionnellement plus nombreux (71.6% et 75.1%) que ne le sont ceux de Montréal (31.6%). Comment expliquer ces écarts ? Les jeunes de province et de milieu rural songent à quitter leur région en si grand nombre pour des raisons économiques et sociales: salaires plus élevés et plus grande mobilité sociale. Notre instrument ne nous permet pas de savoir où ces jeunes veulent aller en quittant la province et le milieu rural. Si l'on peut, à coup





sûr, dire qu'un grand nombre pense en particulier à Montréal, on ne peut dire où iront les répondants de Montréal (31.5%) qui croient qu'ils en partiront. U.S.A. ? Canada anglais ? En province ?

TABLEAU 85

(Départ vs sexe)

<u>Zone</u>	<u>Sexe</u>	<u>Oui</u>	<u>%</u>	<u>s. o. +</u> <u>Non</u>	<u>%</u>	<u>Total</u>
Province	Masc.	97	71.9	38	28.1	135
	Fém.	62	71.3	25	28.7	87
Rural	Masc.	66	67.3	32	32.7	98
	Fém.	73	83.9	14	16.1	87
Montréal	Masc.	64	30.5	146	69.5	210
	Fém.	61	32.8	125	67.2	186
Total:		423	52.7	380	47.3	803

Chi 2 BC (dép. vs zone) = 140.19 pour d.l. significatif

Chi 2 total = 151.08 pour 11 d.l. significatif

Le tableau 86 montre que le sexe n'est pas déterminant pour l'ensemble des zones mais que pour les jeunes du milieu rural une proportion de 83.9% de filles pensent à quitter l'endroit où elles demeurent présentement alors 67.3% des jeunes hommes croient la même chose. Dans les villes de province, aucune différence n'existe, alors qu'à Montréal les filles pensent davantage devoir quitter. Il faut dire que la distribution que nous avons dans ce tableau 85 montre qu'il y a interaction des trois variables.



Le statut marital a lui aussi une certaine influence à l'intérieur de certaines zones, notamment en province et à Montréal sur l'attitude que les jeunes expriment quant à leur départ possible. En effet, ceux des jeunes de province et de Montréal qui sont mariés ont davantage tendance à prévoir qu'ils partiront comparativement aux célibataires de même zone (75.0% contre 71.5% en province et 44.4% contre 30.8% à Montréal). Cependant, l'influence contraire se fait sentir en milieu rural où les mariés croient moins qu'ils partiront (50.0%) que le font les célibataires (75.7%). L'influence du statut marital n'est pas la même dans toutes les zones. De plus, le nombre restreint de personnes mariées dans notre échantillon nous invite à être prudent et ne pas conclure à une corrélation positive entre les deux variables.



TABLEAU 86

(Départ vs scolarité)

<u>Zone</u>	<u>Scolarité</u>	<u>Oui</u>	<u>%</u>	<u>S. O. + Non</u>	<u>%</u>	<u>Total</u>
Province	- 10	23	63.9	13	36.1	36
	10 +	136	73.1	50	26.9	186
Rural	- 10	35	63.6	20	36.4	55
	10 +	104	80.0	26	20.0	130
Montréal	- 10	15	23.1	50	76.9	65
	10 +	110	33.2	221	66.1	331
Toutes zones	- 10	73	46.8	83	53.2	156
	10 +	350	54.1	297	45.9	642
Total:		423	52.7	380	47.3	803

Chi 2 BC (Dép. vs zone) = 140.19 pour 2 d.l. significatif

Le tableau 86 indique que le degré de scolarité et l'attitude envers le départ possible de l'endroit où les jeunes habitent présentement sont significativement liés à l'intérieur de chaque zone mais à cause d'une proportion trop faible chez les jeunes de Montréal (33.2%), nous ne pouvons parler de corrélation positive pour l'ensemble des zones. C'est en province (63.9% contre 73.1%) et en milieu rural (63.6% contre 80.0%) que ceux qui ont plus de dix ans de scolarité pensent plus devoir partir que ceux qui ont neuf ans ou moins de scolarité. Il nous paraît significatif que ce soit ceux qui ont le plus de scolarité qui veulent partir puisque ce sont justement ceux qui ont





d'avantage de difficulté à se placer en province et en milieu rural et chez lesquels la scolarisation a développé plus d'aspiration à la mobilité.

TABLEAU 87

(Départ vs emploi et zone)

<u>Zone</u>	<u>Emploi</u>	<u>Oui</u>	<u>%</u>	<u>S. O. +</u>		<u>Total</u>
				<u>Non</u>	<u>%</u>	
Province	Etudiant	92	79.3	24	20.7	116
	Travailleur	67	63.8	38	36.2	105
Rural	Etudiant	57	81.4	9	13.6	66
	Travailleur	82	68.9	37	31.1	119
Montréal	Etudiant	52	29.4	125	70.6	177
	Travailleur	72	32.2	145	66.8	217
Total:		422	52.8	378	47.2	800

Chi 2 BC (dép. vs zone) = 140.19 pour 2 d.l. significatif

Le tableau 87 montre que l'emploi, comme la scolarité, indique une probabilité plus grande de partir pour les répondants de province et de milieu rural. L'écart entre les étudiants et les travailleurs est quelque peu plus grand que celui qui existe entre les plus de dix et les moins de dix ans de scolarité. Ceux qui sont encore aux études partiront en plus grand nombre (79.3% et 86.4%) que ceux qui n'y sont plus (63.8% et 68.9%). D'autre part, les étudiants de Montréal sont moins enclins à penser qu'ils partiront que ne le sont ceux qui travaillent (29.4% contre 33.2%).



TABLEAU    88

(Départ vs revenu du père)

<u>Zone</u>	<u>Revenu du père</u>	<u>Oui</u>	<u>%</u>	<u>S. O. + non</u>	<u>%</u>	<u>Total</u>
Province	- 4000.	42	70.0	18	30.0	60
	4-6000.	52	68.7	26	31.3	83
	6-8000.	15	78.9	4	21.1	19
	8000. +	29	72.5	11	27.5	40
Rural	- 4000.	71	74.0	25	26.0	96
	4-6000.	35	77.8	10	22.2	45
	6-8000.	10	71.8	4	28.6	14
	8000. +	15	88.2	2	11.8	17
Montréal	- 4000.	32	31.4	70	68.6	102
	4-6000.	33	25.8	95	74.2	128
	6-8000.	22	38.6	35	61.4	57
	8000. +	23	41.8	32	58.2	55
Toutes zones	- 4000.	145	56.2	113	43.8	258
	4-6000.	125	48.8	131	51.2	256
	6-8000.	47	52.2	43	47.8	90
	8000. +	67	59.8	45	40.2	112
Total:		384	53.6	332	46.4	716

Chi 2 total = 178.0 pour 23 d.l.    significatif

Chi 2 AB (ind. vs dép.) = 4.8 pour 4 d.l.    non significatif

Le tableau 88 indique que le revenu du père joue un rôle sur les attitudes que les répondants adoptent au sujet de la probabilité de leur départ de l'endroit où ils habitent présentement. En effet, les jeunes de province dont le revenu du père se situe dans la catégorie de 6000. à 8000. sont proportionnellement un peu plus nombreux que dans les autres catégories à



penser devoir partir un jour (78.9% contre 70.0%, 68.7% et 72.5%). En milieu rural, c'est cette même catégorie qui a le moins de probabilité de partir (21.4%) alors que ceux du groupe de plus de 8000. sont de loin les plus enclins à penser qu'ils partiront un jour (88.2%). A Montréal, ce sont les jeunes dont le revenu du père se situe entre 6000. et 8000. et dans la catégorie des plus de 8000. qui ont des proportions plus élevées que les autres quant à leur départ futur. Cependant, comme ces proportions sont inférieures à certaines des autres catégories à l'intérieur des zones rurale et provinciale, nous ne pouvons conclure à l'influence positive et totale d'une catégorie de revenu sur les attitudes que les jeunes prennent quant à la possibilité de partir un jour de leur localité.

TABEAU 89

(Départ vs parti politique)

<u>Zone</u>	<u>Parti politique</u>	<u>Oui</u>	<u>%</u>	<u>S. O. + non</u>	<u>%</u>	<u>Total</u>
<u>Toutes zones</u>	Un. Nationale	62	59.0	43	41.6	105
	Libéral	179	50.4	176	49.6	355
	Cr. Social	29	72.5	11	27.5	40
	R. I. N.	23	44.2	29	55.8	52
	S. opinion	<u>100</u>	<u>48.1</u>	<u>108</u>	<u>51.9</u>	<u>208</u>
Total:		393	51.7	367	48.3	760

Chi 2 AB (Ind. vs dép.) = 11.68 pour 4 d.l. significatif

Chi 2 total = 201.32 pour 29 d.l. significatif





Le tableau 89 indique qu'il y a corrélation positive entre le parti politique et la probabilité que les répondants qui disent devoir partir. Cette corrélation existe pour les partisans du Crédit Social et de l'Union Nationale. En effet, une plus grande proportion des jeunes qui voteraient pour l'Union Nationale (59.0%) ou pour le Crédit Social (72.5%) pensent partir de chez eux plus que ne le feraient ceux du R.I.N. ou du parti libéral (50.4%). Cette interaction entre ces deux variables s'expliquent du fait que le Crédit Social et l'Union Nationale recrutent surtout leurs partisans en province et en milieu rural, zones où justement se recrutent la plus large proportion des jeunes pensant partir un jour du lieu où ils habitent présentement. Par ailleurs, les partisans du R.I.N. et du parti libéral sont proportionnellement moins nombreux à penser devoir quitter leur localité à cause de leur concentration massive dans Montréal, zone n'incitant que peu les jeunes au départ.



TABLEAU 90

(Départ vs nationalisation de la médecine)

<u>Zone</u>	<u>Nation. de la médecine</u>	<u>Oui</u>	<u>%</u>	<u>Non</u>	<u>%</u>	<u>Total</u>
Province	oui	64	70.3	27	29.7	91
	non + s. o.	95	72.5	36	27.5	131
Rural	oui	78	70.9	32	29.1	110
	non + s. o.	61	81.3	14	18.7	75
Montréal	oui	61	29.8	144	70.2	205
	non + s. o.	64	33.3	128	66.7	192
Toutes zones	oui	203	50.0	203	50.0	406
	non + s. o.	220	55.3	178	44.7	398
Total:		423	52.6	381	47.4	804

Chi 2 total = 157.9 pour 11 d.l. significatif

Chi 2 AB (ind. vs dép.) = 2.04 pour 1 d. l. non significatif

Le tableau 90 montre que les répondants qui favorisent la nationalisation de la médecine sont proportionnellement en moins grand nombre à penser qu'ils quitteront leur localité. C'est en milieu rural que l'écart est le plus considérable (70.9% contre 81.3%) puisque c'est dans cette zone que nous retrouvons la plus de travailleurs et qu'en même temps ils favorisent plus la nationalisation de la médecine que les étudiants. Comme ce sont les étudiants qui pensent partir le plus souvent, il est normal que ceux qui favorisent le moins la nationalisation de la médecine soient ceux-là même qui croient davantage quitter leur localité. Pour l'ensemble des zones, cette interaction ne joue pas à cause



d'une proportion trop faible des jeunes de Montréal dans la catégorie de ceux qui favorisent la nationalisation de la médecine et qui croient devoir quitter Montréal (29.8%).

TABEAU 91

(Départ vs indépendance du Québec)

Zone	Indépendance du Québec	Oui	%	S. O. + non	%	Total
Province	oui	64	70.3	27	29.7	91
	non + s. o.	95	64.9	36	35.1	131
Rural	oui	91	80.5	22	19.5	113
	non + s. o.	48	66.6	24	33.4	72
Montréal	oui	73	30.8	164	69.2	237
	non + s. o.	52	32.5	108	67.5	160
Toutes zones	oui	228	51.7	213	48.3	441
	non + s. o.	195	53.7	168	46.3	363
Total:		423	52.6	381	47.4	804

Chi 2 total = 181.37 pour 17 d.l. significatif

Chi 2 AB (Ind. vs dép.) = 0.63 pour 2 d.l. non significatif

Le tableau 91 indique qu'en milieu rural les répondants qui croient que le Québec deviendra indépendant sont ceux qui sont les plus nombreux à penser devoir partir de leur localité. A Montréal, cependant, les proportions sont renversées et ce sont ceux qui n'y croient pas qui quitteront davantage, pensent-ils, la métropole. Lorsque nous prenons les proportions de toutes les zones, nous constatons que la corrélation entre les deux variables





est négative à cause de l'influence des résultats dans la zone de Montréal. Pour arriver à ces résultats, nous avons regroupé les non et les sans opinion au sujet de l'indépendance du Québec.

TABLEAU 92

(Départ vs sécurité sociale)

<u>Zone</u>	<u>sociale</u>	<u>oui</u>	<u>%</u>	<u>non</u>	<u>%</u>	<u>Total</u>
Province	oui	139	71.6	55	28.4	194
	non + s.o.	20	71.4	8	23.6	28
Rural	oui	119	76.3	37	23.7	156
	non + s.o.	20	69.0	9	31.0	29
Montréal	oui	111	31.3	244	68.7	355
	non + s.o.	14	33.3	28	66.7	42
Toutes zones	oui	369	52.3	336	47.7	705
	non + s.o.	54	54.5	45	45.5	99
Total:		423	52.6	381	47.4	804

Chi 2 total = 144.4 pour 11 d.l. significatif

Chi 2 AB (ind. vs dép.) = 0.092 pour 1 d.l. non significatif

Le tableau 92 indique qu'en milieu rural ceux qui favorisent la sécurité sociale gouvernementale sont plus nombreux à penser devoir quitter leur localité (76.3% contre 69.0%). D'autre part, cette variable n'a aucune influence en province (71.6% contre 71.4%); à Montréal elle n'a aucune influence puisque ceux qui n'y croient pas pensent davantage quitter la métropole (30.8% contre 32.5%). Pour l'ensemble des zones cependant, cette variable n'a aucun effet.



TABLEAU 93

(Départ vs nombre d'enfants)

<u>Zone</u>	<u>Nombre d'enfants</u>	<u>Oui</u>	<u>%</u>	<u>Non</u>	<u>%</u>	<u>Total</u>
	- 3	170	53.5	148	46.5	318
<u>Toutes</u>	4 - 5 - 6	238	53.1	210	46.9	448
<u>zones</u>	7 +	14	50.0	14	50.0	28
<b>Total:</b>		422	53.1	372	46.9	794

Chi 2 AB = 0.12 pour 2 d.l. non significatif

TABLEAU 94

(Départ vs accord sur nombre d'enfants)

<u>Zone</u>	<u>Accord sur No.d'enfants</u>	<u>Oui</u>	<u>%</u>	<u>Non</u>	<u>%</u>	<u>Total</u>
<u>Toutes</u>	Pas d'accord	21	50.0	21	50.0	42
<u>zones</u>	d'accord + s.o.	402	52.8	360	47.2	762
<b>Total:</b>		423	52.6	381	47.4	804

Chi AB = 0.035 pour 1 d.l. non significatif

Les tableaux 93 et 94 indiquent que le nombre d'enfants que les jeunes pensent avoir et le désaccord ou l'accord des parents sur ce nombre ont une certaine influence sur leurs attitudes quant à leur départ possible. Cette influence ne joue qu'au niveau de certaines zones et le manque de cas ne nous autorise pas à conclure à la significativité de ces tests statistiques. De toutes façons, aucune corrélation positive n'existe entre ces variables pour l'ensemble des zones.



## CHAPITRE 1X

### Intervention de l'Etat en sécurité sociale

Entre 80% à 90%, selon les zones, sont favorables à l'intervention gouvernementale en matière de sécurité sociale. Si l'on compare ce résultat avec celui que nous avons obtenu sur la nationalisation de la médecine où 50% seulement des jeunes étaient favorables, on voit la grande différence.

A cause de la trop grande homogénéité des réponses, il est difficile de trouver des différences significatives en mettant en relation certaines variables et la sécurité sociale gouvernementale.

TABEAU 95

(Sécurité sociale vs scolarité)

<u>Zone</u>	<u>Scolarité</u>	<u>Oui</u>	<u>%</u>	<u>S. O. + Non</u>	<u>%</u>	<u>Total</u>
Province	- 10	29	80.6	7	19.4	36
	10 +	165	88.7	21	11.3	186
Rural	- 10	44	80.0	11	20.0	55
	10 +	112	86.1	18	13.9	130
Montréal	- 10	56	86.1	9	13.9	65
	10 +	298	90.0	33	10.0	331
Toutes zones	- 10	129	82.7	27	17.3	156
	10 +	575	88.9	72	11.1	647
Total:		704	87.7	99	12.3	803

Chi 2 AB (ind. vs dép.) = 3.9 pour 1 d.l. significatif

Chi 2 total = 24.6 pour 11 d.l. significatif





Le tableau 95 indique que la scolarité influence d'une façon significative le fait de favoriser la sécurité sociale gouvernementale. C'est vrai des trois zones. A l'analyse, on découvre certaines différences entre les zones. Par exemple, les jeunes qui sont moins scolarisés à Montréal ont une proportion positive égale à celle des plus scolarisés du milieu rural. La zone intervient pour modifier quelque peu l'influence de la scolarité.

TABLEAU 96

(Sécurité sociale vs parti politique)

<u>Zone</u>	<u>Parti politique</u>	<u>Oui</u>	<u>%</u>	<u>S. O. + non</u>	<u>%</u>	<u>Total</u>
Province	Un.Nationale	25	83.3	5	16.7	30
	Libéral	91	91.9	8	8.1	99
	Crédit Social	14	87.5	2	12.5	16
	R. I. N.	10	100.0	0	0.0	10
	Sans opinion	45	81.8	10	18.2	55
Rural	Un.Nationale	37	86.0	6	14.0	43
	Libéral	67	88.2	9	11.8	76
	Crédit Social	12	92.3	1	7.7	13
	R. I. N.	4	100.0	0	0.0	4
	Sans opinion	31	72.1	12	27.9	43
Montréal	Un.Nationale	26	81.3	6	18.7	32
	Libéral	161	89.4	19	10.6	180
	Crédit Social	8	72.8	3	27.2	11
	R. I. N.	36	94.7	2	5.3	38
	Sans opinion	100	90.9	10	9.1	110
Toutes zones	Un.Nationale	88	83.8	17	16.2	105
	Libéral	319	89.9	36	10.1	355
	Crédit Social	34	85.0	6	15.0	40
	R. I. N.	50	96.2	2	3.8	52
	Sans opinion	176	84.6	32	15.4	208
Total:		667	87.8	93	12.2	760



Chi 2 AB (ind. vs dép.) = 8.5 pour 4 d.l. tendance à la signification, une valeur attendue manquée

Chi 2 total = 64.2 pour 29 d.l. significatif mais 8 valeurs attendues inférieures à 5.

Le tableau 96 indique que, pour l'ensemble des zones, une tendance à la corrélation existe entre le fait de voter pour un parti politique et celui de favoriser la sécurité sociale gouvernementale; à l'intérieur de chaque zone un lien très étroit s'établit entre les deux variables mais un nombre trop restreint de cas nous invite à la prudence.

Que ce soit à l'intérieur des zones ou pour l'ensemble, les partisans du R.I.N. ont toujours tendance à favoriser davantage l'intervention du gouvernement pour assurer la sécurité sociale (96%). A l'opposé, les répondants qui voteraient pour l'Union Nationale sont toujours relativement moins nombreux à favoriser cette politique (83.0%). Ces choix des partisans du R.I.N. et de l'Union Nationale suivent la ligne générale de ces deux partis.

Que les jeunes de 18 à 21 ans soient mariés ou célibataires, de sexe féminin ou masculin, quelque soit le revenu du père, qu'ils soient étudiants ou travailleurs, quel que soit le nombre d'enfants qu'ils pensent qu'ils auront, qu'ils croient que leurs parents soient en accord ou non sur ce nombre, nous



retrouvons toujours la même homogénéité. On peut en conclure que les jeunes regardent vers l'Etat en très grand nombre pour régler certains problèmes.

Accord ou désaccord des parents sur le nombre d'enfants que les répondants pensent avoir.

Quand on aura vu que les jeunes disent leurs parents d'accord avec eux dans la proportion de 94.2%, on aura compris qu'aucune variable ne fait apparaître de différences significatives, à cause justement de la trop grande homogénéité des réponses à notre question: "Du point de vue du nombre d'enfants que vous pensez avoir plus tard dans votre famille à vous, vos parents sont-ils d'accord sur ce nombre-là ?"





TROISIEME    PARTIE

- 1 -

Au fur et à mesure de la présentation des tableaux statistiques, nous les avons analysés et interprétés; de ces interprétations partielles nous voudrions maintenant dégager une interprétation plus schématique et globale.

On pourrait dire que toutes les questions que nous avons posées aux jeunes et que nous avons analysées au cours de ce rapport peuvent se grouper autour de trois grands thèmes:

1) national; 2) socio-économique; 3) changement. Nous allons examiner ces thèmes et nous demander quelles sont les opinions et les attitudes des jeunes là-dessus, quelles relations existent entre eux ainsi qu'entre ces thèmes et les variables que nous avons examinées dans le travail.

THEME NATIONAL

1) Comment les jeunes définissent-ils leur appartenance ethnique ? Globalement, les répondants se définissent comme Canadiens-français seulement dans la proportion de 20.1% et comme Canadiens-français d'abord dans la proportion de 56.2% et ont donc tendance à s'identifier au groupe Canadien-français dans une proportion de 76.3%. Les jeunes de Montréal et du milieu rural ont plus tendance à s'identifier au groupe Canadien-français que ceux des villes de



province. Ceux qui favorisent la nationalisation de la médecine, de croire que le Québec sera indépendant et qui ont tendance à avoir une opinion favorable au sujet du F.L.Q. ont aussi tendance à se définir comme Canadiens français seulement. Les partisans du R.I.N. sont de beaucoup les plus nombreux à se considérer comme Canadiens français seulement.

2) Les jeunes croient-ils que le Québec sera indépendant un jour ? Une proportion de 54.9% le croit, 36.6% ne le croient pas et 8.5% sont sans opinion à ce sujet-là. Les jeunes des deux sexes venant du milieu rural et de Montréal et ayant plus de dix ans de scolarité qui sont déjà entrés dans le monde du travail et qui accorderaient leur suffrage au R.I.N. ont plus tendance que les répondants d'autres catégories à croire que le Québec sera indépendant. Les jeunes qui favorisent la nationalisation de la médecine et pensent avoir plus de six enfants sont plus nombreux à croire que l'indépendance du Québec se fera. Ceux qui croient à cette indépendance sont davantage portés à être favorables au F.L.Q.; à définir le nationalisme en termes de séparation du Québec du reste du Canada à se considérer comme Canadien-français seulement.

3) Comment les jeunes définissent-ils leur nationalisme ? Une proportion de 37.3% de répondants définissent leur nationalisme en termes radicaux (16.9% en faveur de la séparation



politique et 20.4% en termes d'indépendance économique). Ceux qui favorisent la nationalisation de la médecine, qui croient que le Québec sera indépendant et qui sont favorables au F.L.Q. ont plus tendance à définir leur nationalisme en termes radicaux; séparation politique et indépendance économique. Ce sont les garçons de Montréal dont la scolarité est inférieure à dix années et qui voteraient pour le R.I.N. qui ont le plus tendance à définir leur nationalisme comme séparation politique du reste du Canada.

4) Quelles attitudes les jeunes ont-ils envers le terrorisme ? Comme-- le terrorisme dans le Québec est lié à la question nationale, nous l'incluons dans le thème national. Une minorité de 14.6% de répondants est favorable au terrorisme, alors que 26.2% sont indifférents, sans opinion ou pas au courant; 59.1 lui sont défavorables ou très défavorables. Ceux qui favorisent la nationalisation de la médecine, qui pensent que l'indépendance du Québec se fera un jour et qui croient avoir moins de quatre enfants sont ceux qui ont la plus grande probabilité d'être favorables au F.L.Q. Il est certain que le lien entre ces variables n'est pas nécessairement global, mais il est quand même déterminant et significatif.

Que conclure de l'analyse et de la mise en corrélation de ces quatre éléments qui composent ce qu'on a appelé le thème





national ? On peut, semble-t-il, en conclure que nous avons affaire à ce qu'on pourrait appeler une structure significative d'attitudes et d'opinions qu'on pourrait appeler nationale ou nationaliste; en effet les principaux éléments sont liés entre eux et offrent une régularité certaine de probabilité. De plus, il ne semble pas que cette structure d'attitudes nationales soit liée à une région, ni à un sexe, ni à un emploi. En effet, les jeunes de Montréal et du milieu rural sont les plus nombreux à y adhérer, sans distinction de sexe; les moins de dix ans et les plus de dix ans de scolarité y apparaissent ainsi que les travailleurs et les étudiants. Si d'être favorables à la nationalisation de la médecine indique une tendance générale de gauche, on peut en conclure que cette structure significative que nous décelons chez les jeunes est orientée vers la gauche puisque le fait d'être favorable à la nationalisation de la médecine est toujours liée aux tendances les plus nationales.

#### THEME SOCIO-ECONOMIQUE

1) Que pensent les jeunes de la nationalisation de la médecine ? Globalement ils sont 50.5% à la favoriser. Qui la favorise davantage ? Le jeune homme de milieu rural, qui a moins de dix ans de scolarité, qui travaille déjà et dont le revenu du père est inférieur à 4000.00. Ces jeunes qui favorisent la



nationalisation de la médecine sont aussi proportionnellement plus nombreux à penser que le Québec sera indépendant, à être favorables au F.L.Q., à définir leur nationalisme en termes de séparation et à s'identifier du point de vue ethnique comme étant Canadiens français seulement.

2) Les jeunes favorisent-ils que le gouvernement s'occupe de sécurité sociale ? 88.0% des jeunes Québécois de 18 à 21 ans répondent affirmativement. Ce qui montre la grande homogénéité des jeunes sur l'intervention du gouvernement en cette matière. S'agit-il d'un changement ? Nous ne le croyons pas. Les anciens définisseurs de situation s'opposaient à l'intervention du gouvernement dans ce domaine mais est-il bien sûr que le gros de la population s'y opposait ? On verra que des attitudes vraiment traditionnelles comme le nombre d'enfants ne changent pas aussi vite que l'attitude envers la sécurité sociale gouvernementale le montrerait si l'attitude négative était traditionnelle. Cette quasi-unanimité montre la généralisation de cette attitude même si les plus scolarisés des jeunes lui sont légèrement plus favorables que les autres.

Que peut-on conclure sur le thème socio-économique sinon que les jeunes Canadiens français de tous milieux et des deux sexes sont loin d'être opposés à l'intervention du gouvernement: ils acceptent d'ailleurs l'intervention du gouvernement pour diriger





l'économie dans une proportion qui dépasse 85.0%.

En plus d'être liés l'un à l'autre, les thèmes national et socio-économique indiquent une tendance à définir l'appartenance ethnique en termes canadiens-français et à favoriser des mesures de socialisation. On peut ajouter que la tendance socialisante est plus importante que la tendance nationale.

#### LE THEME CHANGEMENT

En prenant pour acquis que la diminution du nombre d'enfants que les jeunes désirent est une indication que leurs attitudes sont moins traditionnelles que celles des générations qui les ont précédés et que le fait de prévoir quitter sa localité est une attitude non-traditionnelle, nous avons essayé de mesurer le changement qui serait intervenu entre les générations.

1) Nous avons donc demandé aux jeunes combien d'enfants ils croyaient avoir plus tard. C'est à Montréal que les jeunes sont ~~les~~ plus nombreux à penser qu'ils auront eux-mêmes moins de quatre enfants quand ils seront mariés. Ce qui implique que l'influence, chez les jeunes de Montréal, de la mentalité urbaine-industrielle se fait sentir. Il est significatif que ce soit en milieu rural que les jeunes pensent davantage avoir plus de trois enfants.

Les filles sont davantage en faveur d'une famille





relativement nombreuse, les garçons le sont moins. Si l'on considère la famille nombreuse comme le modèle de la famille traditionnelle chez les Canadiens français - et on doit la considérer ainsi - il semble donc que les garçons s'éloignent de ce modèle plus que les filles. Quoi qu'il en soit, il faut prendre la zone en considération puisque les filles de Montréal désirent une famille plus rattachée que les garçons du milieu rural. Enfin, les jeunes qui pensent avoir plus de trois enfants croient davantage que le Québec sera indépendant un jour.

2) Partir un jour. C'est en milieu rural et dans les villes de province que les jeunes pensent le plus devoir quitter un jour leur localité. En même temps ce sont les partisans du Crédit Social et de l'Union Nationale qui sont les plus nombreux à penser qu'ils devront partir. Cette corrélation positive entre le parti politique et le fait de penser à partir nous paraît significative et normale puisque les partisans de ces deux partis politiques se recrutent pour la plupart dans ces deux zones. Les jeunes de milieu rural et de province (notamment les étudiants) sont fortement attirés par la grande ville à cause des possibilités de mobilité sociale qu'elle offre. D'autre part, il est normal que ce soient les jeunes de Montréal qui pensent le moins devoir partir puisqu'un plus large éventail de possibilités de mobilité lui est offert sur place.



Le fait de penser partir est influencé par la parti politique et la zone mais, à son tour influence le fait de penser qu'on peut corriger les injustices. En effet ce sont ceux qui auront à partir un jour qui croient le moins en la possibilité de corriger les injustices. Il se peut que le fait d'être obligé de partir soit en lui-même considéré comme une injustice et que ceux qui croient devoir partir croient moins, par conséquent, qu'on ne peut corriger les injustices. Il se peut fort bien aussi que les jeunes de province et du milieu rural, connaissant les injustices de leur milieu et ne pensant pas qu'elles puissent être corrigées, considèrent leur départ comme probable. Dans la grande ville, ils estiment peut-être que chacun obtient davantage ce qu'il mérite.

Que conclure des résultats sur le thème du changement ? Il semble bien que la seule attitude traditionnelle sur laquelle on puisse se fier pour mesurer le changement soit la famille nombreuse; on a vu que Montréal et le milieu rural se placent sur une ligne de continuité par rapport à la famille nombreuse. D'autre part, le fait de favoriser la nationalisation de la médecine et de prévoir l'indépendance du Québec se retrouve dans le milieu rural associé avec ceux qui sont enclins à désirer une famille nombreuse. Doit-on en conclure que l'intervention de l'Etat et l'indépendance du Québec sont des phénomènes peut-être liées à





la mentalité traditionnelle qu'on ne l'aurait cru au premier abord ?

D'autre part, il ne semble pas qu'on puisse considérer le fait de penser à partir un jour de sa localité comme une attitude plus traditionnelle que son contraire. Présentement, ce sont les ruraux qui pensent plus devoir partir un jour et les jeunes de Montréal qui le pensent le moins. Il semble bien qu'il en a été ainsi historiquement. Qu'on songe à l'émigration aux Etats-Unis, à l'ouverture des régions de colonisation, à l'émigration massive vers les villes, à l'émigration dans d'autres provinces du Canada et on constatera que ce sont les ruraux qui ont fait les frais de ces déplacements dans la plupart des cas. On peut donc dire, semble-t-il qu'on ne peut interpréter comme une attitude de changement celle qui prévoit qu'on aura à quitter sa localité.

Si nous considérons les thèmes national, socio-économique et celui du changement comme des variables dépendantes, c'est-à-dire comme des questions que nous posons aux jeunes et sur lesquelles nous voulions connaître leurs opinions et leurs attitudes, nous pouvons maintenant nous demander quelles sont les variables indépendantes, c'est-à-dire les facteurs qui influent sur ces





opinions et ces attitudes.

### 1. REVENU DU PERE

Le revenu du père influence-t-il les opinions des jeunes ? En d'autres termes peut-on dire que le fait que le père et la famille appartiennent à une certaine strate socio-économique influence les jeunes ? Pour l'ensemble des zones, le revenu du père des répondants n'a d'influence que sur leur attitude à l'égard de la nationalisation de la médecine et du terrorisme. Dans le cas de la nationalisation de la médecine, ce sont les répondants dont le père gagne moins de 4000.00 qui, dans les trois zones sont les plus favorables à cette mesure. Dans le cas du terrorisme, la liaison avec le salaire est moins uniforme; en province, ce sont les jeunes dont le revenu s'établit entre 5000.00 et 8000.00 qui sont le plus favorables au terrorisme; en milieu rural et à Montréal, ce sont ceux dont les parents gagnent entre 6000.00 et 8000.00.

Il est remarquable que sur les questions nationales, indépendance du Québec, définition ethnique, le revenu du père n'intervient pas. Il semble qu'on puisse affirmer que la conscience nationale l'emporte sur la conscience de classe. (Rioux, Marcel: "Conscience ethnique et conscience de classe au Québec." Recherches Socio-graphiques VI, 1 1965, p. 23-32.)



## 2. LE PARTI POLITIQUE

Dans l'ensemble, nous avons vu que le parti politique avait une influence sur les attitudes des jeunes au sujet du nationalisme, la définition ethnique, le F.L.Q. et l'indépendance du Québec. A chaque fois, cependant, les différences sont dues, en grande partie, à l'option précise que font les partisans du R.I.N. sur les questions nationales. A l'opposé du R.I.N., se retrouvent presque toujours les partisans du Crédit Social qui sont généralement les moins nombreux à exprimer des opinions et des attitudes très nationalistes.

D'autre part, le parti politique n'indique aucune différence sur les attitudes des jeunes lorsqu'il s'agit de favoriser l'intervention du gouvernement en matière de sécurité sociale ou de nationalisation de la médecine. Ce sont là deux éléments qui pourraient nous servir à déceler les tendances socialisantes des partisans de diverses formations politiques. Or, nos données montrent clairement que les partisans de l'un ou l'autre parti sont également représentés dans les options à caractère socialisant. Aussi pouvons-nous croire qu'aucun parti ne semble attirer ses partisans à cause d'options socialisantes. Il semblerait donc que les candidats plutôt que le programme d'un parti attirent les répondants.



### 3. LE SEXE

Deux conclusions ressortent de l'interprétation des données en rapport avec le sexe; d'une part le sexe est une variable importante dans les questions relevant de la politique et de l'économie parce qu'elles s'intéressent moins à ces domaines. D'autre part, les filles ont des opinions plus traditionnelles que les garçons, elles sont plus lentes à adopter des opinions et des attitudes favorables au changement.

### 4. L'EMPLOI

L'emploi n'influence les attitudes des jeunes que pour trois questions: les étudiants sont plus nombreux à être favorables au F.L.Q. tandis que les travailleurs optent en plus grand nombre pour la nationalisation de la médecine et pensent davantage que le Québec sera indépendant un jour. Cette dernière relation va contre l'opinion reçue que les étudiants sont plus nombreux à penser à la possibilité de l'indépendance du Québec.

### 5. LA SCOLARITE

La scolarité influence les opinions davantage que l'emploi; elle joue pour cinq questions, dont quatre se rapportent au thème national. Les jeunes qui ont dix ans et plus de scolarité sont proportionnellement plus favorables au terrorisme que





ceux qui ont moins de dix ans de scolarité; ils croient aussi en plus grand nombre que le Québec deviendra indépendant. Ceux qui ont neuf ans ou plus de scolarité favorisent davantage la nationalisation de la médecine, définissent davantage leur nationalisme en termes de séparation politique et se définissent eux-même comme étant Canadiens français seulement.

#### 6. LE STATUT MARITAL

Le fait d'être marié indique une tendance à être plus favorable à la nationalisation de la médecine. Il semble qu'ils sont à même de constater le coût élevé de la médecine privée et favorisent plus la nationalisation que les célibataires.

#### 7. LA ZONE

De toutes les variables, c'est la zone qui a le plus d'influence sur les attitudes et les opinions des répondants; elle influence presque toutes les questions.

C'est Montréal qui est le milieu qui incite le plus les jeunes à adopter des opinions et des attitudes qui favorisent le changement ou qui rompent avec le statu quo. C'est là qu'on retrouve le plus de jeunes favorables au terrorisme et à la famille restreinte; c'est aussi dans cette zone qu'on trouve la plus forte proportion de jeunes qui croient que le Québec sera indépendant,



qui définissent le nationalisme en termes de séparation et qui se définissent d'abord et seulement comme Canadiens français. Parce qu'on retrouve ces deux dernières attitudes fortement représentées aussi en milieu rural, on s'est demandé, si après tout, elles n'étaient pas traditionnelles.

Le milieu rural, pour sa part, favorise davantage la nationalisation de la médecine et le départ vers d'autres endroits de travail. Il est à remarquer que lorsqu'il s'agit de se définir d'abord et seulement comme Canadiens français ou de penser que le Québec deviendra indépendant, les jeunes ruraux sont représentés dans des proportions à peu près égales à celles de Montréal. La province, elle, vient loin derrière le milieu rural et Montréal dans des questions qui mettent en cause l'ordre établi.



APPENDICE

Les questions qui nous semblent les plus appropriées aux objectifs et aux cadres de nos recherches sont les suivantes:

1. Le traditionalisme	questions	3, 19, 31
2. L'efficacité politique	"	50
3. L'intervention gouvernementale	"	23, 27
4. L'identification ethnique	"	118
5. Le nationalisme	"	59
6. L'indépendance au Québec	"	27
7. Le terrorisme	"	58

Ces sept variables dépendantes, ainsi que les variables indépendantes suivantes seraient donc à la base de vos travaux.

1. La région (Montréal- autres régions urbaines et rurales)
2. Le sexe
3. Le statut marital
4. Le niveau d'éducation
5. Le statut d'emploi (travailleur, étudiant, chômeur)
6. La classe économique-sociale
7. Affiliation à un parti politique

En établissant des corrélations entre chacune des variables dépendantes et chacune des variables indépendantes, vous obtiendrez alors 42 tableaux de 3 variables chacun, exemple: tableaux montrant le traditionalisme selon le sexe pour les trois régions du Québec. Vous comprendrez sans doute qu'il faudra aussi conserver cette division géographique pour chacun des tableaux.





De plus, en utilisant les mêmes données, nous, nous aimerions aussi avoir des tableaux établissant des corrélations entre les variables dépendantes par groupe de deux et encore une fois dans un cadre régional. En d'autres mots, parce que vous utiliserez sept variables dépendantes, il y aura possibilité d'établir 21 autres tableaux ( $\frac{7 \times 6}{2}$ ). Exemple: Efficacité politique selon l'identification ethnique et selon la région. Naturellement, seule la variable indépendante "de la région" sera utilisée pour établir cette seconde série de tableaux.

Lorsque vous aurez établi ces 63 tableaux, nous anticipons que vous allez en faire une interprétation complète. De plus, nous aimerions que les tableaux en question nous soient remis dans votre rapport, que ce soit dans la section de l'analyse elle-même ou comme appendice.



LISTE DES TABLEAUX

Tableau	1	L'importance relative de la politique	22
"	2	Pour quel parti les jeunes voteraient	22
"	3	Pourcentage du vote par zone	25
"	4	Intervention du gouvernement	27
"	5	Le Nationalisme par zone (rural-urbain)	32
"	6	Définition ethnique	33
"	7	Définition par zone (urbain-rural)	35
"	8	Relations avec les Canadiens-anglais	36
"	9	" " " " par zone	38
"	10	Terrorisme	40
"	11	Commission Laurendeau-Dunton	41
"	12	Nationalisation de la médecine par zone	66
"	13	Nationalisation de la médecine vs sexe	67
"	14	" " " statut marital	68
"	15	" " " emploi	69
"	16	" " " revenu du père	70
"	17	" " " médecine	74
"	18	" " " parti politique	75
"	19	" " " sécurité sociale	78
"	20	La possibilité de corriger les injustices vs zone	81
"	21	" " " scolarité	82
"	22	" " " revenu du père	83
"	23	" " " parti politique	84
"	24	" " " départ	86
"	25	" " " ind. du Québec	88
"	26	" " " nat. de la médecine	89
"	27	" " " nombre d'enfants	90
"	28	Définition ethnique vs zone	93
"	29	" " " sexe	95
"	30	" " " " et zone	95
"	31	" " " emploi	97
"	32	" " " scolarité	98
"	33	" " " " et zone	99
"	34	" " " parti politique	101
"	35	" " " terrorisme	104
"	36	" " " nat. de la médecine	106
"	37	" " " " " et zone	106
"	38	" " " ind. du Québec	108
"	39	" " " nationalisme	110
"	40	Nationalisme vs zone	114
"	41	" " " sexe	116
"	42	" " " sexe et zone	118
"	43	" " " " " regroup. d'option	118
"	44	" " " scolarité	121
"	45	" " " parti politique	124
"	46	" " " ind. du Québec	126
"	47	" " " " " et zone	127
"	48	" " " nat. de la médecine	128
"	49	" " " " " et zone	130
"	50	" " " terrorisme	132



"	51	Indépendance du Québec vs zone	135
"	52	" " sexe	135
"	53	" " scolarité	137
"	54	" " emploi	138
"	55	" " nat. de la médecine	140
"	56	" " revenu du père	141
"	57	" " parti politique	142
"	58	" " sécurité sociale	144
"	59	" " n. d'enfants	146
"	60	" " opinion sur le n. d'enf.	146
"	61	Terrorisme vs zone	151
"	62	" " sexe	154
"	63	" " " et zone	156
"	64	" " scolarité	159
"	65	" " " et zone	160
"	66	" " revenu du père	163
"	67	" " " et zone	165
"	68	" " emploi	167
"	69	" " " et zone	167
"	70	" " parti politique	170
"	71	" " nat. de la médecine	173
"	72	" " " " et zone	173
"	73	" " ind. du Québec	175
"	74	" " " " et zone	175
"	75	Nombre d'enfants vs zone	179
"	76	" " sexe	180
"	77	" " " et zone	180
"	78	" " emploi	182
"	79	" " scolarité	183
"	80	" " revenu du père	184
"	81	" " " et zone	185
"	82	" " parti politique	187
"	83	" " accord des parents+zone	188
"	84	Départ vs zone	189
"	85	" " sexe	190
"	86	" " scolarité	192
"	87	" " emploi + zone	193
"	88	" " revenu du père	194
"	89	" " parti politique	195
"	90	" " nat. de la médecine	197
"	91	" " ind. du Québec	193
"	92	" " sécurité sociale	199
"	93	" " nombre d'enfants	200
"	94	" " accord sur no. d'enf.	200
"	95	Sécurité sociale vs scolarité	201
"	96	" " parti politique	202





TABLE DES MATIERES

<u>Première partie</u>	1 - 63
Avertissement	1
<u>Chapitre I</u>	
-Orientation générales de la recherche	2
-Construction de l'échantillon	6
-Caractéristiques de l'échantillon réel	18
<u>Chapitre II</u>	
Résultats généraux sur l'importance de la politique pour les jeunes, les partis politiques, l'intervention du gouvernement, le nationalisme, la définition ethnique, l'avenir du Québec, le terrorisme et la commission Laurendeau-Dunton.	21
<u>Chapitre III</u>	
Commentaires sur les entrevues	42
<u>Chapitre IV</u>	
Remarques générales sur l'enquête	57
<u>Deuxième partie</u>	64 - 204
<u>Chapitre I</u>	
La nationalisation de la médecine (Remarques sur l'échantillon)	65 72-74
<u>Chapitre II</u>	
La possibilité de corriger les injustices	81
<u>Chapitre III</u>	
La définition ethnique	93
<u>Chapitre IV</u>	
La signification du nationalisme	113
<u>Chapitre V</u>	
L'indépendance du Québec	135
<u>Chapitre VI</u>	
Le terrorisme	150
<u>Chapitre VII</u>	
Le nombre d'enfants	179
<u>Chapitre VIII</u>	
Vivre ici pu partir	189
<u>Chapitre IX</u>	
La sécurité sociale	201
<u>Troisième partie</u>	205 - 218
Conclusions	
<u>Appendice</u>	219 - 220









